

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- Le 13^e numéro de « Crise » (page 3)
- La pénurie, expression de l'anarchie de la production dans le cadre de la crise générale (page 4)
- Aperçu de la situation de la seconde crise générale du capitalisme en juin 2021 (page 13)
- « La Chine sur le sentier d'une guerre mondiale » (page 17)
- Printemps 2021. L'Arménie et le Caucase au bord du gouffre (page 18)
- Streaming, Netflix : le capitalisme audiovisuel dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme (page 28)
- 5 points pour comprendre et critiquer le Bitcoin (page 39)
- La décantation de la seconde crise générale en France proviendra-t-elle des contradictions politiques ? (page 43)
- Crise colombienne, guerre Israël-Hamas, guerre Kirghizstan-Tadjikistan, crise biélorusse : la seconde crise générale prend le dessus (page 47)
- La zone géopolitique Europe – Méditerranée – Moyen-Orient (page 50)
- La seconde crise générale du capitalisme est d'une substance différente de celle de la crise financière de 2008 (page 56)
- L'orientalisme de la bourgeoisie française prend prétexte de l'Arménie pour justifier la guerre (page 59)
- Le renforcement de l'extrême droite française se fait sur une base franquiste (page 65)
- Comment le capitalisme est parti à l'assaut du sommeil (page 66)

JUIN 2021

13

Peut-on dire en juin 2021 qu'il y a bien une nouvelle période qui s'est ouverte au début de l'année 2020 ? C'est une évidence. Les choses ne tournaient déjà pas rond, désormais elles tournent de manière carrée, pour ainsi dire. Le capitalisme se subsiste à lui-même, par le poids des traditions et de l'immense quantité de marchandises disponibles, mais il ne fait que s'étaler de plus en plus, se diluer, perdant sa substance. Il élargit de moins en moins les forces productives, pire il les détruit. Et son seul horizon, c'est la guerre, le repartage du monde étant espéré par chaque pays comme une porte de sortie.

Le déconfinement partiel ne change pas la donne, d'ailleurs il ne fait en l'état qu'en rajouter dans la désorganisation générale de la production et de la consommation. Et même si le capitalisme parvient à une reprise, il est encore en-deça de ses capacités d'avant crise. Les capitalistes espèrent qu'en 2022, on sera revenu au niveau d'avant-crise, mais alors ce qui apparaîtra d'autant plus ce sont les milliers de milliards injectés dans le capitalisme par les États...

Éditorial

C'est qu'il n'est pas de capitalisme organisé et dans une situation de crise, la propriété privée des moyens de production, avec la compétition et la concurrence est un obstacle aux solutions nécessaires. Ces solutions, ce sont la socialisation et la planification, sur la base de choix idéologiques démocratique-populaires, socialistes, communistes, selon les exigences du développement historiquement nécessaire.

Crise est ainsi utile et essentiel, c'est le vecteur de la compréhension de la seconde crise générale du capitalisme, c'est également un point de repère pour le travail des communistes en Belgique et en France. En fait, on doit même dire que chaque communiste doit apporter sa contribution à *Crise*, sous la forme d'une synthèse, et ce quel que soit le domaine d'intervention. C'est d'autant plus important que tous les thèmes se répondent, que tout est inter-relié dans un capitalisme en perdition.

Et comment espérer de toutes façons mener un travail révolutionnaire quel qu'il soit, sans disposer d'un aperçu concret quant aux modalités de la crise générale ? ■

Le 13^e numéro de « Crise »

C'est le 13^e numéro de « Crise ». Plus de 650 pages de documents ont été publiées en un peu plus d'une année au sujet de la seconde crise générale du capitalisme.

C'est un chiffre qui en impose. C'est une production conséquente. C'est une réelle contribution à l'analyse de la réalité. Naturellement, c'est en décalage avec le niveau des gens en Belgique et en France. Cependant, il faut penser à l'avenir, à ceux qui vont se retourner sur le début de la crise, qui voudront saisir le mouvement général de ce qui s'est passé... et de ce qui se passe, parce que tout ne fait que commencer.

Ce n'est clairement qu'un début : il y a lieu de toujours plus analyser ce qui se déroule, comment la crise générale du capitalisme se concrétise, à travers un parcours contradictoire.

Lorsqu'il y a eu l'initiative de lancer « Crise » en mai 2020, la barre avait été mise assez haut en termes de nombre de pages, afin d'être vraiment dense, de proposer une photographie approfondie des événements en cours. Chaque numéro devait être un marqueur, apporter un certain enseignement, contribuer à un patrimoine.

Mais la question de la périodicité n'avait nullement été décidée, parce que le parcours de la crise restait à découvrir. L'idée était d'accompagner la crise générale, pour la « photographier », afin d'améliorer le travail révolutionnaire en Belgique et en France.

Car il y a déjà des organisations d'avant-garde qui sont des poteaux indicateurs, donnant des directions idéologiques. Si on est en Belgique, on sait que le maoïsme, c'est le Centre MLM, si on est en France, on sait que le maoïsme, c'est le PCF(mlm). Les réponses y sont claires.

Le rôle de « Crise », c'est d'élargir le champ de ces réponses, pas de les remplacer. « Crise » est là pour avoir un espace permettant de répertorier les phénomènes de la crise, pour ouvrir des brèches, pour disposer de synthèses.

Soulignons le : il n'y a pas eu d'a priori dans la mise en place de « Crise ». Cela a donné l'équivalent d'un numéro par mois, toutefois cela aurait pu avoir une autre périodicité et on ne sait pareillement pas ce que cela donnera pour les mois à venir.

Ce que nous voulons dire, c'est que nous n'avons jamais considéré que la crise générale était une crise « finale » et que c'est le tout pour le tout qui se jouait, à court terme.

Si nous l'avions pensé, une revue comme « Crise » n'aurait pas été générée. Notre idée, c'est que justement on faisait face à un processus en profondeur, qu'il s'agissait d'analyser sur le long terme et que pour cela il fallait un moyen de rassembler des synthèses, des analyses, des comptes-rendus, des évaluations, des estimations, etc.

Et nous pensons que c'est un moyen de se transformer soi-même que de s'impliquer à écrire pour « Crise », afin de soi-même établir des bilans de ce qu'on voit. Envoyez-nous vos travaux, envoyez-nous vos contributions ! ■

La pénurie, expression de l'anarchie de la production dans le cadre de la crise générale

La seconde crise générale du capitalisme a une apparence troublante. D'un côté, les déséquilibres sont nombreux, la pagaille est généralisée, le tissu social se délite ; et d'un autre côté, la situation politique, subjective, est comme gelée.

Cet état de fait a directement à voir avec les multiples aides que le capitalisme a déversé, tout autant qu'à la pandémie qui a comme paralysé les consciences face à l'ampleur des enjeux.

Le problème est que si l'on s'en tient aux apparences, on a l'impression que tout est comme avant, que rien ne change, que l'aide publique d'État permet au capitalisme de surmonter sa propre crise.

Cela, c'est la position historique de l'aile droite de la social-démocratie qui voudrait que la supposée « alliance » entre l'État et les grandes entreprises engendre un « capitalisme organisé ».

Rien n'est plus erroné : entre la tendance générale à la Guerre et le gouffre vertigineux de l'endettement public, il y a l'anarchie de la production, base intrinsèque du mode de production capitaliste. Cette anarchie de la production est l'expression du caractère privée des forces productives et du caractère social des rapports de production.

Partant de là, rien n'est organisable, « planifiable », et l'injection massif d'argent public n'y changera rien, pire il ne fait que repousser le problème en le renforçant au passage.

Dans la crise générale, l'anarchie de la production revêt un caractère antagoniste à cause de la rupture des chaînes d'approvisionnement, générant des pénuries en cascade dans tous les secteurs. Le capitalisme est incapable de s'organiser socialement, seul le Socialisme est en mesure d'assumer cette tâche, comme expression et réponse positive à la crise générale.



Le secteur du BTP confronté à la pénurie de matériaux en tout genre

Le secteur du BTP est le plus touché par la pénurie de matières premières, telles que l'acier, le bois, le plastique, le zinc, le cuivre, le plomb... Cette pénurie engendre une

hausse vertigineuse de leurs coûts d'achats, avec pour conséquences des prix estimés de chantiers qui ne correspondent plus à la réalité.

En moyenne, le prix des matières telles que le zinc, l'aluminium, le plomb, le nickel a bondi de 10 à 20 %, de 30 % pour le cuivre et l'acier entre 2020 et 2021. Le prix du PVC, une matière dérivée du plastique très utilisée dans les constructions de logements, a augmenté de 114 % en 6 mois.

Quant au bois de construction, les délais de livraison ont explosé, de la même manière que les vernis, et enduits, ne sont fabriqués que par quelques usines en Europe qui se fournissent en Asie, là aussi à court...



À ces pénuries jouant à la hausse sur les prix, s'ajoute forcément un rallongement des délais de livraisons de ces matériaux. Les chantiers connaissent ainsi des retards des livraisons, avec des pénalités à payer, ce qui n'arrange rien, avec une réduction des marges initiales attendues.

La désorganisation est tellement palpable que fin mai, le ministre français délégué aux PME, lié au Ministère de l'économie et des finances, a dû mettre en place un médiateur pour le secteur du BTP.

Cette médiation vise à « *identifier les éventuels comportements abusifs, de sécuriser les approvisionnements ainsi que l'activité des entreprises* », mais aussi à annuler les pénalités de livraison pour les chantiers publics en cours d'exécution.

Pénurie et hausse du coût de l'acier, témoin de la profondeur de la crise du mode de production capitaliste

En Europe, la production d'acier est contrôlée par deux monopoles gigantesques : ArcelorMittal et ThyssenKrupp.

Au printemps 2020, neuf hauts-fourneaux européens avec une capacité cumulée de 19 millions de tonnes ont été arrêtés, les autres étant ralentis. Il y avait une forte baisse déjà de la consommation d'acier en 2019, avec des reculs des profits, ce qui a abouti en certains endroits à des licenciements.

Anarchie de la production oblige, les producteurs n'ont pas anticipé le fait que le confinement généralisé des populations allaient provoquer un regain de consommation pour l'ameublement d'intérieur. L'ameublement demande à la fois du bois comme matière première, mais aussi de l'acier.

On a là une illustration typique du poids des monopoles dans la production. Comme on le sait, un monopole capitaliste base sa croissance



avant toute chose sur l'élargissement de la masse des profits, plus que sur son taux.

La quantité des profits était surtout « tirée » par l'industrie automobile et aéronautique : la fermeture du trafic aérien et des usines automobiles a fait que les monopoles de l'acier ont conditionné leur reprise d'activité sur la reprise de ces secteurs.

Les hauts fourneaux n'ont réouverts que très progressivement, et la production d'acier n'a pas pu suivre l'explosion de la demande en aménagement d'intérieur des foyers confinés.

Derrière cette distorsion entre production et consommation, témoin là encore de l'anarchie de la production, il y également l'aspect parasitaire des monopoles, bien incapables de suivre les transformations culturelles de la société.

C'est une crise générale du mode de production, et non pas seulement de l' « économie », une crise qui révèle la nature anti-démocratique, parasitaire des monopoles capitalistes. On parle ici de production de moyens de production, base à tout le reste productif, et de surcroît à une production lourde indispensable.



L'acier ce sont les fondations d'une maison, les bases d'un chemin de fer, de la quincaillerie en tout genre, mais aussi la matière première pour les emballages de conserve alimentaire. A terme, la répercussion va avoir lieu sur le prix d'achat des biens de consommation courants, accentuant la paupérisation de certains secteurs des masses populaires.

Ce caractère générale de la crise du moyen de production est particulièrement vrai pour la production d'acier en Europe.

Les moyens de production sidérurgique européens sont encore à près de 60 % basés sur des hauts-fourneaux, lent au redémarrage et moins souples, contrairement aux Etats-Unis où les deux tiers de la production d'acier sont réalisés par des fours à arc électrique. Avec un redémarrage d'environ trois mois pour les hauts-fourneaux, la marge de manœuvre et d'adaptation est réduite.

L'industrie automobile en grande difficulté cherche à se restructurer

La pénurie de semi-conducteurs n'est pas un problème passager, pouvant durer jusqu'à la fin 2021, voire jusqu'en 2022.

Toutes les usines automobiles en France sont touchées. Cela pose problème aussi pour les usines de tracteurs, avec pour conséquences des difficultés dans le secteur agricole. De plus, l'incendie fin mars d'une usine d'un gros fabricant de puces au Japon, et l'arrêt d'usines du même type au Texas en raison d'une vague de froid en février, ont accentué la désorganisation.

Les usines de semi-conducteurs veulent augmenter leurs capacités de production, mais cela est long, car il faut produire les machines pour produire les semi-conducteurs, et construire de nouvelles unités de production. De ce point de vue, le

« retour à la normale » n'est pas prévue avant 2023...

La pénurie de semi-conducteurs risque également de s'aggraver avec une sécheresse historique qui touche Taïwan, là où se situent les principales fonderies de « wafer ».

En temps normal, il tombe en moyenne 2 600 millimètres de précipitations par an, avec la saison des pluies et ses typhons. En 2020, aucun typhon n'a touché la péninsule et les précipitations sont inférieures de 40 %.

Les fonderies de semi-conducteurs sont pourtant très gourmandes en eau afin d'obtenir un produit le plus pur possible. Les usines ont du baisser d'un tiers leur consommation d'eau, accentuant la pénurie, estimée jusqu'à 2023. C'est une superposition des crises dans la crise...

Face à cette pénurie, et anarchie de la production oblige, certaines entreprises, d'électronique et d'automobile, ont passé de grosses commandes afin de faire du stock, et se protéger ainsi du risque de pénurie. Cela aboutit là aussi à gonfler les prix de revient, faisant se distordre les marchés d'approvisionnement.

Dans ce contexte, ce sont les travailleurs qui paient déjà le prix de ces pénuries, avec de jours chômés rarement payés à plein temps, des pertes de jours travaillés pour les ouvriers intérimaires, etc.

La CGT en France peut bien affirmer de manière mécanique, syndicaliste, que tout cela est dû à une « mauvaise » gestion, avec un manque de « stocks », rien n'est moins erronée.

La réponse, c'est le Socialisme, la planification avec la correspondance entre forces productives et rapports de production à l'échelle de la société toute entière, sur la base de décisions politiques à caractère socialiste, et non pas simplement une « bonne gestion » des « stocks ».

Car d'un côté il y a la tendance de fond du mode de production, celle de la chute tendancielle du taux de profit et de ses contre-tendances, et d'un autre côté il y a l'aspect général de la seconde crise générale, qui est l'expression de la rupture des chaînes d'approvisionnement dans le cadre de l'anarchie de la production.

Et c'est cette double tendance qui accélère la restructuration, notamment vers le véhicule électrique, avec des conséquences anti-sociales, comme les licenciements à l'usine Bosch de Rodez, spécialisée dans le moteur diesel. Ce sont déjà 13 000 emplois qui ont été supprimés dans l'industrie automobile française, sur fond du passage du véhicule thermique au véhicule électrique, l'horizon étant 2024 pour la fin du thermique.



Il n'y aucune mise en perspective démocratique, tout est géré au court terme selon les intérêts bornés et autoritaires, du capital monopoliste. On a là l'exemple typique de la question de la mise à jour des forces productives (relevée dans le numéro 11 de Crise).

La pénurie, c'est aussi celle du matériel humain

Karl Marx a démontré de manière scientifique comment le capitalisme était un mode de production qui se fonde sur la marchandisation de la force de travail, le salariat.

Tout comme les autres matières premières, la demande aux forces de travail est donc soumise à des problèmes similaires à ce qui se passe sur les autres marchés de matériaux. Cela est particulièrement vrai pour le secteur de l'hôtellerie-restauration, avec la perspective de la ré-ouverture complète ouverte le 9 juin 2021.

En Gironde, le président de l'Union des métiers et de l'industrie hôtelière (UMIH) déclarait à ce sujet que

« Pour cette première phase de réouverture partielle, nous n'avons pas de problème majeur de recrutement à cause de la jauge de 50%. Mais nous sommes d'ores et déjà en phase de recrutement pour le 9 juin et nous voyons déjà que nous avons de grosses difficultés »

Ce qui se passe, c'est que la force de travail n'est en fait pas une « marchandise » comme une autre. Elle est portée par un être vivant. Nombreuses ont été les personnes à changer de voie, à se reconvertir, d'autres, plus âgées, ont pris directement leur retraite anticipée.

En parallèle, l'impact psychologique des confinements fait qu'il y a moins de personnes attirées par ce type de métier de service, mais aussi dans certaines industries. Au-delà des confinements, il y a aussi le mépris à l'égard des prolétaires, ballottés entre reprise d'activité, et chômage partiel, et ré-embauche sur la base de contrats précaires...

On a là aussi l'expression de l'anarchie de production, expression de la contradiction principale du mode de production, celle entre le caractère privé des forces productives et le caractère social des rapports de production.

C'est pourquoi Staline a déclaré en 1936 dans le célèbre discours « l'homme, le capital le plus précieux » :

« On ne saurait dissocier la technique des hommes qui la mettent en mouvement. La technique sans hommes est chose morte.

Le mot d'ordre : « La technique, en période de reconstruction, décide de tout » entend, non la technique seule, mais la technique avec, à sa tête, les hommes qui s'en sont rendus maîtres.

Seule, une telle compréhension de ce mot d'ordre est juste. Du moment que



nous avons appris à apprécier la technique, il est temps de déclarer sans ambages qu'actuellement le principal ce sont les hommes, qui ont maîtrisé la technique. »

Le ralentissement du Fret maritime

Tout comme la production d'acier en Europe, les moyens de transport de marchandises sont dans les mains de monopoles toujours plus forts, toujours plus centralisés. Le transport de marchandises se réalise à 90 % par voie maritime.

Il y a 5 ans, le marché du fret maritime était partagé entre une vingtaine de transporteurs mondiaux. Aujourd'hui, cela est réduit de moitié avec une dizaine de grandes entreprises qui dominent près de 85 % du commerce mondial. Derrière cette dizaine d'entreprises, il y a en fait trois consortiums qui pilotent et contrôlent le tout : l'alliance entre le danois Maersk et l'italien-suisse MSC, le français CMA-CGM avec le chinois Cosco, et le sud-coréen Hyundai, avec sa filiale Hyundai Merchant Marine (HMM).



La crise sanitaire a déstabilisé l'ensemble de ce secteur, aspect secondaire de l'accumulation du capital en tant que maillon de la circulation entre la consommation et la production. Le confinement a forcément brisé le rythme entre consommation et production, et donc la circulation du capital.

A cela s'est ajouté les contaminations des travailleurs des docks, paralysant là aussi les logistiques. Début avril 2020, le port de Los Angeles a été fermé après la détection d'un cas Covid-19, de même qu'à Melbourne, les dockers ont refusé de décharger un cargo n'ayant pas respecté la quarantaine obligatoire.

Plus fondamentalement, ce qui s'est passé est que lorsque les confinements de population ont lieu au printemps 2020, les grands transporteurs ont laissé leurs conteneurs dans les ports d'Europe et des Etats-Unis. Tout comme les monopoles d'acier, les géants du Fret maritime ont craint une « fausse reprise » à l'été 2020, et n'ont que très progressivement relancé leurs activités.

Le problème est que là aussi, la consommation a explosé : le maintien du salaire et le confinement ont abouti à une demande accrue en matériels électroniques, en meubles, en vêtements, etc.

Dans le port d'Oakland à San Francisco, une telle situation d'engorgement n'a jamais été vue depuis 94 ans. Début mai, il y avait 50 cargos, transportant des centaines de milliers de marchandises telles que des vélos d'appartement, des meubles, des télévisions, etc., qui étaient en attente de débarquement, tournant au large ou sur les côtes.

Cela a eu pour effet l'explosion du prix du conteneur : de 1 500 dollars en 2019 à 4 910 dollars au printemps 2021. Le prix du conteneur



sur la route Chine-Europe a été multiplié par 4 en seulement un an...

Toujours intéressé aux sur-profits temporaires, et cela d'autant plus pour le capital commercial monopoliste, les armateurs ont en profité en relançant les choses au compte-goutte, afin de profiter des sur-bénéfices liés à ce décalage entre une faible offre et une importante demande. Leurs profits par rapport aux cinq dernières années.

Mais plus largement, il y a au centre de cette explosion du prix du conteneur, on retrouve la bataille entre les deux superpuissances américaine et chinoise.

D'un côté les Etats-Unis ont les moyens de payer très cher ces containers, ce qui assèche totalement le marché mondial, et malmène les puissances de second ordre.

De l'autre côté, la Chine axée dorénavant sur la ligne de Xi Jipping cherche à stimuler son marché intérieur, une ligne datant des années 2010, mais boostée avec la seconde crise générale.

La situation n'est plus celle de la période 1980-2000 où la Chine était l'« usine du monde » : cela est encore partiellement juste, mais la tendance est surtout à l'autonomie économique de la Chine. La production chinoise se dirige vers son marché intérieur, avec bien moins d'exportations, alors que les capacités productives des biens demandés en Europe (électroniques, vêtements...) sont très réduites.

Allongement des délais de livraison, explosion des prix, aiguïsement de la bataille entre monopoles, on a là une situation de désorganisation généralisée, avec des problèmes d'approvisionnements mais aussi d'écoulements.

Le prix des emballages plastiques a augmenté de 6 %, de 50 à 80 % pour la conserveries, en plus donc des problèmes de production d'acier, les délais de livraison du plastique ont été multiplié par deux, comme pour le verre, le carton et le papier, le textile...

Au niveau de l'écoulement, on a par exemple ce qu'on appelle l'industrie française du porc, qui exporte par exemple 300 000 tonnes équivalent de porcs en Chine.

Au mois d'avril, il y avait 30 000 « tonnes » bloquées par un manque de cargos disponibles pour l'importation, ce qui aggrave de manière horrible la situation des animaux. Il y a le terrible sort des animaux bloqués par l'incident du Cargo Green s'étant bloqué dans le Canal de Suez à la fin mars 2021, de ceux bloqués en raison de quarantaine, de refus d'acceptation des bateaux, etc.

Les cycles « normaux » de circulation de tels et tels capitaux sont brisés. La tendance de fond est à la restructuration, avec la tendance au repartage du monde en arrière-plan.



La rupture des chaînes d'approvisionnement : point mort de la seconde crise générale du capitalisme

Comme rien n'est unifié, et n'est de toute manière pas unifiable et « organisable » dans le capitalisme, chaque capitaliste tente de tirer son épingle du jeu face à la crise générale.

Tout est vu comme une « opportunité », un « challenge », amenant tout à la fois une apparence de stabilité, de maîtrise de la situation, et en même temps accentue la pagaille général du fait de la non socialisation des forces productives.

Car la distorsion entre consommation et production dans le capitalisme ne se surmonte pas. Soit la planification, donc la révolution socialiste, permet de dépasser cette contradiction. Soit la remise en ordre unilatéral des monopoles, la restructuration fasciste, tente de remettre les compteurs à zéro et reposer les mêmes bases qui aboutiront à la même contradiction sur un autre plan, à une autre échelle.

Dans le cadre de la seconde crise générale, il faut bien voir que la pénurie de matériaux ne constitue pas un obstacle insurmontable pour le capitalisme, mais un point mort pour l'accumulation.

Or, le problème de fond, c'est que si chaque capital en particulier cherche à se redimensionner, à se relancer, au point de vue du capital social en général, du mode de production, il y a une problématique explosive.

La pénurie a pour synonyme l'inflation des prix. Si l'on a suivi les articles de Crise sur la dette publique, on comprend ici l'enjeu de taille à laquelle est confrontée la bourgeoisie. L'explosion du prix des matériaux ne facilite en rien la « reprise » et ajoute de l'incertitude. De plus, cela accentue l'instabilité monétaire, ce qui n'est pas bon non plus.

La seule réponse à ces défaillances de fond, c'est la tendance à la Guerre. Cela est bien visible au niveau de l'industrie automobile.

Un véhicule contient environ 5 000 pièces, dont la plupart sont importées par le fret maritime, moyen de transport le moins onéreux. Le transport logistique des pièces rentre à hauteur de 3 à 6 % du prix de revient « compétitif » d'une voiture en sortie de chaîne.

Avec les distorsions causées par la crise sanitaire, le faible coût n'est plus aussi avantageux puisque les délais de livraison sont augmentés, ce qui est en liaison avec le rapport entre le taux de profit (faire des économies d'échelle) et la masse des profits (faire circuler vite le capital).

Les usines Hyundai qui assemblent en Tchéquie et en Turquie, et qui ont toujours utilisé l'approvisionnement maritime *via* la filiale Hyundai Glovis, se sont reportés sur l'approvisionnement par le Fret ferroviaire.



Les voies ferroviaires empruntées sont celles ouvertes par les fameux projets des « nouvelles route de la soie », opérées par la superpuissance chinoise, le délai de livraisons des pièces fabriqués en Asie de sud-est étant d'une quinzaine de jours, contre 30 actuellement par la mer. Cela ne peut que jouer au bénéfice de l'expansionnisme chinois...

On voit ici le lien « organique » entre la crise du mode de production capitaliste, et l'aiguïsement des tensions inter-impérialistes. A propos des effets du ralentissement du fret maritime sur le textile, Le Figaro écrit :

Les tensions sur le fret maritime et l'incertitude sur les délais qu'elles occasionnent, sont un élément de plus en faveur d'une relocalisation d'une partie de la production vers le proche import, c'est-à-dire vers le Maghreb, la Turquie et l'Europe du Sud. Les salaires ont grimpé en Chine, tandis que les rivalités géopolitiques incitent à ne plus dépendre de l'empire du Milieu.

C'est clair et précis. C'est le moment de la restructuration généralisée, sur fond de refonte des appareils d'État dans leur capacité d'intervention nationale et internationale.

La question des pénuries montre à quel point le mode de production capitaliste est en train d'imploser, et pour l'instant la classe ouvrière ne se saisit pas comme un acteur historique autonome.

L'avancée de de la crise générale, l'aiguïsement de la lutte des classes, va pourtant l'a contraindre à mettre le doigt dans l'engrenage : celui de la politique, de l'idéologie, avec toutefois un parcours qui est sinueux, marqué par l'emprise de la démagogie nationaliste.

**La pénurie des matériaux est donc
l'anti-chambre de la rupture des
chaînes d'approvisionnement,
marqueur historique de la crise
générale du capitalisme**



Confronté à la chute tendancielle du taux de profit, le capital cherche à fluidifier au maximum sa circulation, en augmentant les taux de rotation afin de tirer une masse toujours grande profits.

Dans une telle configuration, la rupture des chaînes d'approvisionnement est forcément fatal, au sens d'une désorganisation généralisée. C'est là l'expression du pourrissement du stade impérialiste du capitalisme, l'expression de la crise générale.

L'infrastructure capitaliste est ébranlée dans ses fondements internes, et cela ne peut que se refléter, tôt ou tard dans la superstructure, dans les luttes de classe.

La question de savoir quand tout cela va se refléter dépend ici de l'aspect particulier de la seconde crise générale, à savoir la sortie de la crise sanitaire, et des aides publiques qui lui sont liées, avec à l'arrière-plan la question explosive de la dette publique. ■

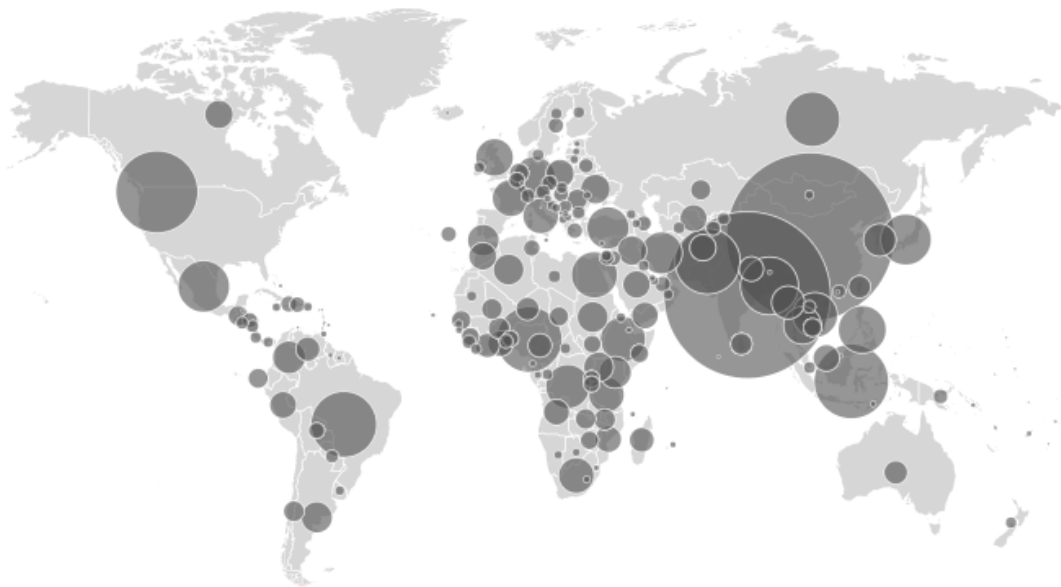
Aperçu de la situation de la seconde crise générale du capitalisme en juin 2021

Le mois de juin 2021 se caractérise par un déconfinement partiel sur le plan sanitaire dans les pays impérialistes, ce qui est une excellente occasion de voir où en est la seconde crise générale du capitalisme. En effet, la dimension sanitaire n'est qu'un aspect du phénomène et il y a lieu de cerner les autres aspects. C'est l'occasion de vérifier s'il a été juste d'annoncer, au début de l'année 2020, que le capitalisme se confrontait à sa seconde crise générale.

Il faut, d'ailleurs, immédiatement relativiser le déconfinement partiel. Celui-ci, comme mentionné, a lieu dans les pays impérialistes. Il ne concerne pas le reste de la population mondiale. Dans son document « Une proposition pour mettre fin à la pandémie de COVID-19 » du 21 mai 2021, le Fonds Monétaire International (FMI) souligne la chose suivante :

« Plus d'un an après le début de la crise de la COVID-19, le nombre des nouveaux cas dans le monde est plus élevé que jamais. Il est urgent de stopper la hausse des pertes humaines et des tensions économiques. »

Le FMI a en effet conscience du caractère mondialisé de l'économie capitaliste. Et il y a une grande inquiétude quant à l'Inde, où vit 1,4 milliard de personnes, avec une pandémie en expansion qui forme un grand risque d'instabilité. Il faut ici rappeler la question de la répartition de la population humaine mondiale (qui est de 7,72 milliards de personnes en avril 2021), un aspect extrêmement important pour comprendre la seconde crise générale du capitalisme.



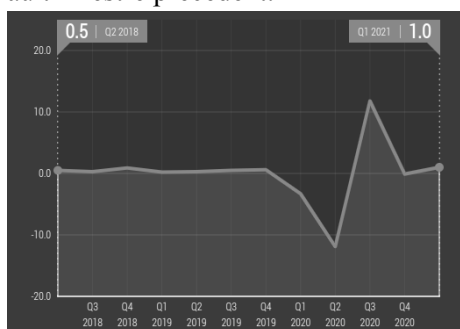
Si ainsi un retour relatif à la normal sur le plan sanitaire a lieu dans les pays impérialistes, tel n'est pas le cas dans le monde, notamment en Inde, un pays extrêmement important numériquement dans la population mondiale. Cela signifie que la crise sanitaire n'est pas terminée à l'échelle mondiale. Il y a, simplement, un développement inégal dans la capacité

de réponse sanitaire à la crise.

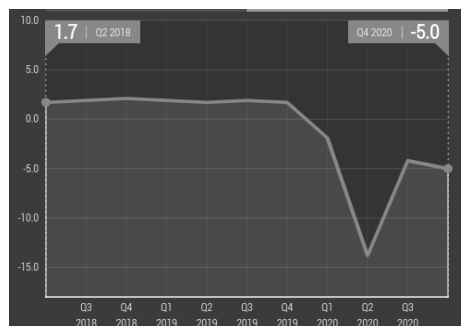
Les pays impérialistes parviennent à vacciner leur population, pas les autres, et même là on a un développement inégal, puisque les États-Unis et la Grande-Bretagne sont largement en avance sur les autres pays impérialistes.



Mais tournons-nous vers les pays impérialistes, puisqu'ils semblent se sortir d'affaire. Est-ce le cas ? La réponse est non. Si on prend la Belgique, voici ce que donne l'évolution trimestrielle en comparaison au trimestre précédent.



Et voici ce que cela donne pour l'évolution trimestrielle en comparaison à l'année précédente.

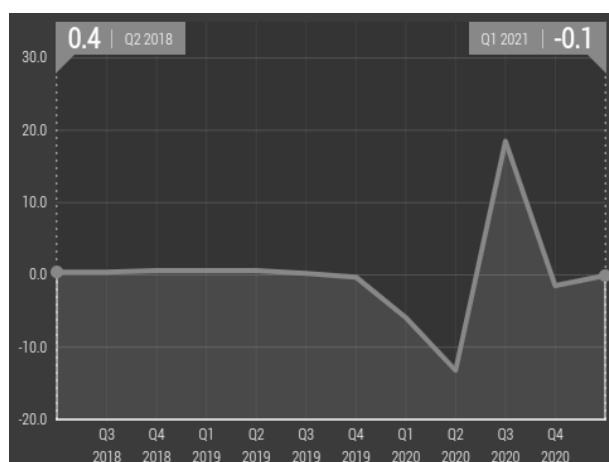


Dans son communiqué du 31 mai 2021, l'Institut des comptes nationaux de Belgique constate la chose suivante :

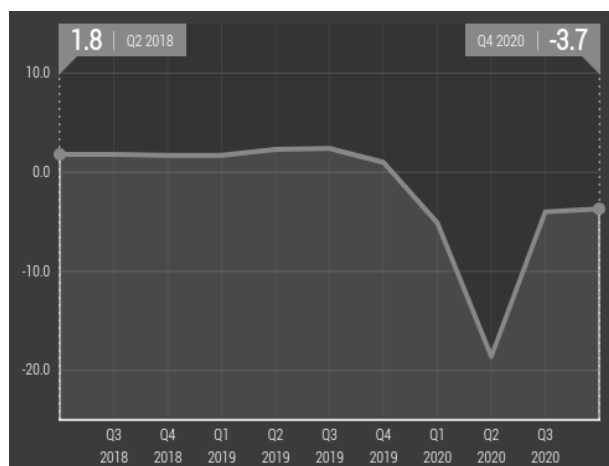
« Le produit intérieur brut (PIB) en volume, corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier, a augmenté de 1,0 % au premier trimestre de 2021 au regard du trimestre précédent.

Par rapport au premier trimestre de 2020, qui s'inscrivait déjà dans le contexte de la crise du COVID-19, la croissance s'établit à -0,6 %. L'activité économique n'a dès lors pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise du COVID-19. »

Voici ce que donne l'évolution trimestrielle pour la France en comparaison au trimestre précédent.



Voici ce que cela donne pour l'évolution trimestrielle en comparaison à l'année précédente.



Voici ce que dit l'INSEE pour la France, au 28 mai 2021 :

« Au premier trimestre 2021, le produit intérieur brut (PIB) en volume baisse légèrement : - 0,1 % après - 1,5 % au quatrième trimestre 2020. Il s'établit à 4,7 % en deçà de son niveau du quatrième trimestre 2019, dernier trimestre avant la crise sanitaire. »

Il est donc erroné de parler de retour à la normale. Malgré les efforts colossaux sur le plan

financier des États impérialistes pour maintenir à flot la vie économique capitaliste, il n'y a pas eu de redémarrage suffisant pour reprendre au niveau d'avant-crise.

Cette situation n'est pas seulement vraie pour la Belgique et la France. Si l'on compare les trimestres les uns avec les autres (Q1 = premier trimestre, Q2 = second trimestre, etc. et 20 signifiant 2020, 19 2019, 21 2021), on voit que les économies capitalistes s'enlisent.

Gross domestic product

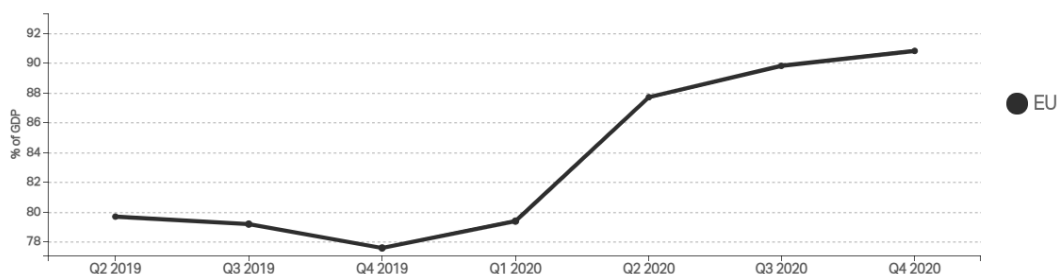
Growth rates in %

	18/17	19/18	20/19	20Q2/19Q2	20Q3/19Q3	20Q4/19Q4	21Q1/20Q1	20Q2/20Q1	20Q3/20Q2	20Q4/20Q3	21Q1/20Q4	Updated
Belgium	1,8	1,8	-6,3	-13,9	-4,3	-5,1	-1,1	-11,8	11,6	-0,1	0,6	05/21
Germany	1,3	0,6	-5,1	-11,2	-3,8	-3,3	-3,0	-9,7	8,7	0,5	-1,7	05/21
France	1,8	1,5	-8,2	-18,6	-3,7	-4,8	1,5	-13,6	18,5	-1,4	0,4	05/21
Netherlands	2,3	1,6	-3,7	-9,1	-2,4	-3,0	--	-8,4	7,7	-0,1	--	04/21
Euro area	1,9	1,3	-6,7	-14,6	-4,1	-4,9	-1,8	-11,6	12,5	-0,7	-0,6	05/21
United States	3,0	2,2	-3,5	-9,0	-2,8	-2,4	0,4	-9,0	7,5	1,1	1,6	05/21
Japan	0,6	0,3	-4,9	-10,3	-5,8	-1,3	--	-8,3	5,3	2,8	--	04/21

Même en acceptant les discours triomphalistes bourgeois sur la fin de la crise, il faudrait au mieux considérer que ce ne serait qu'un début de sortie de crise, de retour à l'initial. Seulement voilà, même en admettant cela, on fait face à un élément essentiel : la dette. Pour maintenir la situation, les États impérialistes ont déversé des fortunes, à crédit. Leur niveau d'endettement a explosé. Voici les données pour l'Union Européenne.

Quarterly general government gross debt

(% of GDP)



Cela confirme tout à fait qu'il y a bien une crise générale du mode de production capitaliste. Même si on considère que sur le plan économique, en apparence, tout est relativement stable, notamment socialement, on est obligé de voir qu'il y a eu une intervention massive de la part des États, ce qui reflète une situation de crise générale, de par la nature de cette intervention et sa dimension.

Les commentateurs bourgeois relativisent cela, en disant que soit la croissance paiera les frais de l'intervention, soit personne ne paiera les dettes et celles-ci seront annulées. Dans un cas comme dans l'autre, c'est un non-sens, car c'est considérer qu'un mouvement général annulerait des dettes particulières. Ce n'est pas possible. Ce qui va se passer, c'est une tendance à faire payer les dettes à d'autres pays et on voit déjà que la superpuissance américaine a commencé son opération d'accusation contre son challenger chinois, considérant qu'il doit payer car la pandémie proviendrait d'un de ses laboratoires. La sortie de la crise sera, du point de vue capitaliste, la restructuration aux dépens du prolétariat et la bataille impérialiste pour le repartage du monde. ■

LES CHRONIQUES

LA CHINE SUR LE SENTIER D'UNE GUERRE MONDIALE

Par

SARA DANIEL



Le « moment Spoutnik », c'est le choc brutal que suscita, dans les milieux stratégiques américains, l'envoi du satellite soviétique dans l'espace en 1957. Se sentant devancés, les Etats-Unis avaient décuplé leurs efforts face aux Russes pour se relancer dans la conquête spatiale et la guerre des étoiles. A-t-on vécu un nouveau « moment Spoutnik » lorsque, le 15 mai, la Chine a réussi l'exploit de poser Zhurong, un petit robot téléguidé à la surface de Mars ? Le 14 mai, un nouvel exercice militaire conjoint des Etats-Unis, du Japon, de l'Australie et de la France avait lieu en mer de Chine orientale avec pour objectif, à peine voilé, la défense de l'île de Taïwan, de plus en plus explicitement menacée d'invasion par l'empire du Milieu. En réalité, il y a déjà longtemps que les analystes et les militaires américains alertent sur le fait que la Chine est en passe de devenir la première puissance mondiale. Déjà Trump avait déclaré la guerre commerciale au « *mercantilisme totalitaire chinois* ». Mais le choc pour l'opinion publique a eu lieu lors du déclenchement de la pandémie de Covid-19, lorsque l'Amérique a découvert, mortifiée, sa dépendance aux équipements médicaux et aux médicaments chinois, et qu'elle a fourni, par une stratégie économique irresponsable de délocalisations, à son « partenaire-adversaire » la corde technologique pour l'étrangler.

La CIA et les militaires imaginent donc aujourd'hui, sans retenue diplomatique, que la troisième guerre mondiale aura lieu en mer de Chine, sans doute déclenchée par cette agression de la Chine contre Taïwan qu'ils sont en train de simuler militairement. Les Etats-Unis seraient en effet obligés d'intervenir pour porter secours à l'une des rares démocraties de la région... et pour desserrer l'emprise de Pékin sur une mer par où transitent 35 % du commerce mondial. En cas de conflit, la Chine

bénéficierait d'un avantage stratégique grâce à la proximité de ses bases continentales et de la multiplicité des installations militaires bâties sur les îles qu'elle occupe et qui sont autant de « porte-avions » naturels. Chacun pressent que cette troisième guerre mondiale serait aussi apocalyptique que les deux premières.

L'inquiétude des Américains est partagée par les Européens. « *Nous allons vers une réorganisation de l'ordre du monde, structurée autour de la compétition entre les Etats-Unis et la Chine. Dans cette recomposition, l'ensemble des pays du monde sera sommé de choisir son camp* », s'inquiète le général Lecointre dans un entretien au « Figaro ». Bien que des navires français patrouillent dans la région, le chef d'état-major exhorte l'Europe à ne pas se laisser entraîner dans une confrontation sans nuance. Car le risque pour le Vieux Continent, à l'occasion de cet affrontement entre Pékin et Washington, serait de se laisser « yéméniser », pour reprendre l'expression de David Baverez dans son livre « *Chine-Europe, le grand tournant* ». Une allusion au fait que le Yémen est devenu le sinistre théâtre de la rivalité entre l'Arabie saoudite et l'Iran. Allusion intéressante puisque dans son essai « *You Will Be Assimilated. China's Plan to Sino-form the World* », l'analyste financier David Goldman explique de son côté que la stratégie de l'hydre chinoise aux tentacules mondiaux dans le secteur de l'intelligence artificielle et de la 5G s'opère à un moment où les données jouent dans l'économie le rôle du pétrole dans le monde d'hier... La Chine, par exemple, a déjà numérisé les données médicales et les séquences ADN de centaines de millions de ses propres citoyens, à quoi Huawei compte ajouter les dossiers d'un demi-milliard de personnes hors de Chine en dix ans... Et si, sans un coup de feu, la troisième guerre mondiale avait déjà commencé ? **S.D.**

Printemps 2021.

L'Arménie et le Caucase au bord du gouffre

Il y a plus d'un siècle, entre les 22 et 26 mars 1920, un massacre de grande envergure mené par les nationalistes panturcs d'Azerbaïdjan détruisait la totalité de la population arménienne de la ville de Chouchi, aussi appelée Shousha en turc, faisant plus de 20 000 morts.

Cet ignoble massacre était l'ultime écho du Génocide du peuple arménien, mené fanatiquement depuis 1915 par des bandes nationalistes luttant par ailleurs aussi les uns contre les autres, mais unies dans leur commune volonté d'exterminer le peuple arménien. Dans leur perspective criminelle, celui-ci était considéré comme un obstacle au projet d'une unification nationaliste des Turcs du « Bosphore à la Caspienne ».

Les Arméniens réfugiés dans la plaine de l'Ararat étaient alors majoritairement des rescapés de l'Empire ottoman. Parmi eux, une poignée de nationalistes, anciens alliés des Jeunes-Turcs, regroupés autour de ce qui restait du parti « Dachnaksutian », profondément anti-communiste et chauvin, sont parvenus à imposer leur direction. La population arménienne est alors ravagée par le typhus, qui décime près de 20% des habitants. La situation générale est totalement chaotique.



Les nationalistes arméniens étaient néanmoins jusque-là parvenus à constituer une « République Démocratique d'Arménie », sous la bannière d'un drapeau tricolore s'inspirant de la monarchie arménienne de Cilicie, disparue depuis 1375 et considérée comme le « dernier État souverain arménien » avant la « restauration » de 1918.

Dans ce romantisme complet, la victoire arménienne de Sardarapat en mai 1918 sur l'armée ottomane avait à ce titre complètement galvanisé les nationalistes.



C'est dans ce contexte, que prenant prétexte du nationalisme montant chez les Azéris comme chez les Géorgiens, les nationalistes arméniens quittent la Fédération Transcaucasienne.

Forts de leur victoire sur les Ottomans, ils multiplient les provocations contre leurs anciens alliés : la région du Lori, dans le Nord de l'Actuelle République d'Arménie est ainsi « épurée » de ses habitants géorgiens, et des bandes sont lancées dans le sud-est, dans la province du Zanguezour et au Karabagh pour terroriser les habitants turcs.

L'objectif est de constituer un territoire majoritairement arménien, dans une perspective expansionniste. Les nationalistes arméniens concluent dans ce cadre une entente avec les Arméniens réfugiés en Europe, notamment en France, autour de l'ancien haut dirigeant ottoman arménien Nubar Pacha. Cela aboutit à la rédaction du Mémorandum de l'Arménie intégrale, véritable manifeste du nationalisme arménien, très agressif sur le papier.

L'aboutissement de cette politique « Grande-Arménienne » est la conclusion du Traité de Sèvres, qui accorde à la République d'Arménie tous les territoires caucasiens plus ou moins occupés par les bandes armées Dachnaks, mais aussi les anciens vilayets de l'Empire ottoman formant « l'Arménie occidentale », la Cilicie devant être par ailleurs occupée par la France, avec l'appui d'une « Légion arménienne ».

L'échec de cette politique est de fait complet dès la fin de l'année 1919. Intransigeant et agressif, le nationalisme « grand-arménien » coupe le chimérique État arménien de tous ses voisins. Les Arméniens sont chassés en masse de Tiflis en Géorgie, où ils représentaient jusque-là plus de la moitié de la population, en Cilicie et sur l'Euphrate, alors que la Légion arménienne avec ses soutiens français est écrasée à Marache et à Urfa, et que de violents pogroms anti-arméniens éclatent en Azerbaïdjan.

Surtout, la fuite en avant suicidaire des nationalistes arméniens galvanise à nouveau le nationalisme panturc, des massacres génocidaires sont à nouveau entrepris en Turquie et en Azerbaïdjan. Sur tous les fronts, la situation est pire même qu'en 1915. L'Arménie est de nouveau envahie, mais cette fois, les troupes turques menées par Mustafa Kemal écrasent l'armée arménienne et imposent le traité de Kars, qui annule le traité de Sèvres, de toute façon jamais appliqué.



L'armée turque prépare alors un nouvel assaut pour écraser définitivement les Arméniens, pris entre les Turcs d'Ankara et ceux de Bakou. La révolution russe et son écho sauve alors l'Arménie, qui rejoint ce qui devient l'URSS.

La situation actuelle, au début du 21^e siècle, de l'Arménie, et à travers elle du Caucase, ressemble donc très fortement à celle de 1920. De nouveau, l'Arménie se trouve au bord du gouffre, pris dans un effroyable étau entre les nationalistes panturcs d'Ankara et de Bakou. De nouveau les Arméniens de Chouchi ont été chassés. De nouveau le Karabagh et l'Arménie elle-même sont étranglés.

La perspective d'un effondrement n'a jamais été aussi forte depuis un siècle, il faut prendre toute la mesure de cela.



Et encore une fois, les nationalistes arméniens ont joué contre le peuple arménien, galvanisés par leurs chimères territoriales et leur rhétorique expansionniste délirante. Refusant de se tourner vers les peuples voisins, les Arméniens se sont isolés dans leur certitude et leur crainte, dans l'attente de l'inévitable dénouement.

Depuis 1991, l'Arménie est en réalité le point faible du Sud-Caucase, véritable zone de tempêtes déchirée par la concurrence entre États impérialistes et expansionnistes, qui se sont toujours appuyés sur les petits chauvinismes pour contrôler le secteur et empêcher l'émergence d'un État populaire et démocratique rassemblant les diverses nationalités du Caucase, en agitant le chiffon sanglant des haines ethniques et du narcissisme de toutes les différences.

La nationalisme arménien d'aujourd'hui est directement issu de la déliquescence de l'Union Soviétique. Sur la base de ce que l'URSS a été en mesure d'édifier au Caucase, les nationalistes arméniens se sont reconstitués dès la fin des années 1960, autour de la reconnaissance du Génocide des Arméniens. Devenue social-impérialiste, l'URSS n'a effet rien fait pour entraver le nationalisme arménien, dans le but de déstabiliser la Turquie et éventuellement de parvenir à gagner les diasporas arméniennes d'Occident par la mise en avant d'un nationalisme romantique conforme à ses propres vues.

C'est dans ce cadre que sont édifiés les monuments commémorant le Génocide à Yerevan, le Tsitsernakaberd, avec dans le même ordre d'idée, une monumentale statue représentant la « mère Arménie » armée d'un glaive faisant face à la Turquie, à la place de la statue honorant Joseph Staline, et ensuite le mémorial « ethnographique » de Sardarapat, commémorant la victoire nationaliste sur les armées ottomanes.



Cette politique a ainsi connu son apogée dans l'essor et l'activité du groupe armé ASALA. Ce groupe, soutenu par l'URSS, mène des séries d'attentats en Turquie et en Europe. Sur son emblème, il reprend la carte de l'Arménie selon le Traité de Sèvres. Bien qu'officiellement « marxiste-Léniniste », l'ASALA se place dans la continuité des Dachnak, qui seront de fait nombreux à la cautionner en Occident, et considère que l'Église apostolique arménienne peut être ralliée et qu'il faut donc de ce fait soutenir la religion.

Les résultats de l'activité de cette organisation sont quasiment nuls en pratique, mais l'objectif de galvaniser à nouveau les masses arméniennes et notamment sa jeunesse est atteint en partie. L'idée alors que la République Socialiste

Soviétique d'Arménie connaît un « réveil national » est alors répandue chez les Arméniens d'Occident. L'activation de la question du rattachement du Karabagh à l'Arménie et la solidarité internationale suite au séisme de 1988 font le reste.

On voit alors un élan nationaliste sans précédent saisir l'Arménie et les Arméniens du reste du monde après l'indépendance de 1991 et la proclamation de la « 2ème République », niant donc la République Socialiste Soviétique d'Arménie contre toutes les évidences. La victoire lors de la guerre du Karabagh en 1994 achève cette séquence. Suite à l'annexion de fait, mais non de droit, du Karabagh, laissé comme « entité indépendante » dans le giron de Yerevan, sans solution internationalement reconnue, les nationalistes mettent en coupe réglée l'Arménie.

Rien n'est fait pour assurer le développement du pays, qui ne vit que de l'aide internationale et de l'appui de la Russie. Cette dernière contrôle de plus en plus étroitement l'armée arménienne et ses dirigeants. La corruption se généralise dans l'ensemble de la société, il n'est plus possible alors simplement de mener une existence digne sans être inféodé au régime. Et encore cela n'est possible qu'à Yerevan, le reste du pays s'enfonçant toujours plus dans la pauvreté et l'isolement, voire l'abandon pur et simple.

L'aide internationale, massive, permet pourtant de tenir l'État hors de l'eau, mais près d'un million d'Arménien s'exilent pour fuir la corruption ou l'embrigadement dans l'armée... Surtout après l'arrivée au pouvoir à Bakou d'Ilham Aliev au début des années 2000, qui mène une politique violemment anti-arménienne sur tous les fronts.



Il ne passe alors plus un mois sans que la mort d'un jeune appelé, sautant sur une mine ou touché par le tir d'un sniper, ne déchire l'actualité. Englués dans des querelles de pouvoir sur fond de trafics en tout genre, les dirigeants nationalistes inondent la population arménienne d'une propagande militariste délirante.

La stratégie militaire arménienne se résume alors à une série d'erreurs dramatiques : la constitution d'un glacié de bunkers au Karabagh, censé être imprenable à tout assaut conventionnel, la certitude de pouvoir rallier les puissances du « Groupe de Minsk » devant régler la question du Karabagh et

notamment de pouvoir compter sur un soutien russe sans faille, enfin la certitude de pouvoir opérer une levée en masse de la jeunesse arménienne et du peuple en cas d'attaque, ainsi que de mobiliser un fort courant de sympathie international face à tout assaut azéri sur les communautés du Karabagh.

Dans ces années pourtant, l'étau russe se resserre implacablement sur le Caucase. La Russie, inquiète de voir la Géorgie se rapprocher de l'OTAN, inflige à cette dernière une défaite en Ossétie du Sud, qu'elle annexe de fait, et réoccupe par ailleurs l'Abkhazie sécessionniste depuis 1992. La Russie accroît la pression sur la Mer Noire suite à ses interventions en Ukraine qui aboutissent à l'annexion de la Crimée en 2014. Depuis 2018, la Crimée et l'Abkhazie accueillent des forces militaires russes, et même pour cette dernière, des bases de lancement de missiles.

Mais dans le secteur, le principal objectif de la Russie est de développer son influence en Azerbaïdjan. Cela passe par un souci militaire tout au long des années 2000-2010, alors même que le régime d'Aliiev affiche ouvertement son intention d'attaquer le Karabagh arménien et de récupérer les territoires perdus en 1994. Quelques jours avant la guerre de 2020 d'ailleurs, la Russie a mené de vastes opérations navales dans la mer Caspienne, simulant une invasion depuis la mer.



Face à ces enjeux qui les dépassaient, les nationalistes arméniens ont systématiquement choisi la fuite en avant. Ils n'ont pas pris au sérieux la menace azérie et la duplicité des intérêts russes, alors même que la Russie multipliait les provocations contre le droit international et les agressions contre ses voisins. La guerre dite des Quatre-jours de 2016 les a aussi confortés dans leurs certitudes. Rompant soudainement la ligne de cessez-le-feu, l'armée azérie a tenté une opération conventionnelle de grande ampleur essentiellement sur le secteur nord du Karabagh, autour des agglomérations de Talysh-Martakert.



La Turquie avait pris fait et cause pour l'Azerbaïdjan, l'encourageant à aller jusqu'au bout, alors que la Russie avait appelé à l'arrêt immédiat des combats. Surtout, l'assaut avait été meurtrier des deux côtés, avec de fortes pertes du côté azéri, tandis qu'une campagne internationale très hostile quand aux destructions et aux pertes civiles avait isolé Bakou. D'où le choix d'une toute autre stratégie en 2020, contournant tous ces aspects avec un redoutable sens tactique.

Formellement, la « révolution » de 2018 menée par Nikol Pashinyan, qui a mis fin au régime militaire pro-russe en Arménie,

a ouvert une vague d'espoir populaire du côté arménien. Mais le nouveau régime n'a pas su définir une ligne claire sur la question du Karabagh ni d'ailleurs sur aucune autre. Si Nikol Pashinyan entendait se rapprocher de l'Union Européenne et de l'OTAN, voire même de la Turquie, il affaiblissait aussi du coup le lien avec Moscou, décidant Bakou à passer à l'action.

La défaite complète de l'Arménie en novembre 2020, alors même que le gouvernement entretenait les illusions les plus mensongères dans la population arménienne concernant la résistance et la victoire des troupes arméniennes, a littéralement sidéré la population arménienne.

Depuis, la situation est catastrophique : le Karabagh sous occupation militaire russe est condamné à l'asphyxie par l'Azerbaïdjan. Un nombre important de ses habitants a déjà fui, laissant entrevoir à plus ou moins court terme un effondrement total du Karabagh arménien. A Yerevan, les complots militaires et nationalistes se multiplient au point où Nikol Pashinyan, héros d'hier, se voit accuser de toutes les trahisons. Les élections censés se tenir en juin ont comme fond le bruit de bottes, dans une atmosphère de fuite en avant militariste, d'occupation russe et d'exode de masse.

La nouvelle agression russe sur l'Ukraine laisse aussi peser sur le Caucase une nouvelle vague d'affrontements, opposant de plus en plus ouvertement la Russie à la Turquie, et au-delà, la Russie et ses alliés du Groupe de Shanghai à l'OTAN. Dans cet étau, l'État arménien sera le premier à voler en éclat, la Géorgie risquant aussi l'effondrement dans la foulée.

Nikol Pashinyan a pour cette raison mené une visite en Géorgie, essayant, mais trop tard, de constituer un front d'alliance au sein du Caucase. Il y a rappelé, à juste titre, que la Géorgie avait seul conservé le caractère encore quelque peu multinational du Caucase, avec une minorité arménienne en son sein notamment.

Mais il aurait dû aussi dire à quel point le nationalisme arménien a de fait coupé les Arméniens du Javakh géorgien du reste du pays. Ceux-ci vivent quasiment isolés du reste de la Géorgie, refusant même souvent d'en apprendre la langue.

Il aurait dû aussi dire que la Géorgie comptait une forte minorité turque azérie, et aussi des musulmans géorgiens, les Adjars, dont le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est d'ailleurs issu, et sur lesquels il ne cache pas des velléités d'annexion. Il aurait du dire aussi que l'Arménie elle-même ne comptait plus de minorité géorgienne et turque en raison des épurations menées par les nationalistes. Il aurait enfin dire que les Arméniens sont également une composante nationale de l'Azerbaïdjan, et qu'il ne peut y avoir d'issue sans considérer ce fait.



C'était déjà trop tard pour Nikol Pashinyan, qui n'a pas été à la hauteur de la tâche historique qui aurait dû être la sienne, car il n'y a qu'une seule issue pour les Arméniens dans le Caucase : affirmer une ligne caucasienne, authentiquement démocratique, et résolument pacifiste.

Sur ce plan, il est un fait qui est contourné avec une grande constance par les nationalistes et la propagande des Arméniens d'Occident, notamment en France, ce qui a totalement perdu les Arméniens au bout du compte. Ces derniers entretiennent dans leur médias, au sein de leur couche d'intellectuels universitaires ou d'artistes, l'idée que les malheurs de l'Arménie tiendraient au découpage soviétique, viendraient de la politique des peuples assumées par l'URSS de Joseph Staline, aurait finalement comme source « l'occupation » bolchévique.

Pourtant, il est factuel et incontournable de voir que ce qui a sauvé l'Arménie en 1920, c'était la Révolution bolchévique. Seule l'Armée Rouge et le puissant élan de la Révolution ont finalement fait reculer les troupes kémalistes prêtes à envahir et démanteler l'Arménie isolée, brisée et vaincue des Datchnaks. Seule la Révolution menée en Azerbaïdjan a permis de mettre à bas les nationalistes panturcs fanatisés. S'il existe un État arménien aujourd'hui, c'est parce que la déliquescence chauvine dans laquelle s'effondrait le Caucase en 1920 au milieu des manigances impérialistes a été stoppée net par la force inébranlable de la Révolution.

Prétendre le contraire, ce n'est même pas seulement une position idéologique contre-révolutionnaire, c'est un pur mensonge.

Mais plus encore, le découpage qui a suivi, s'il vaut ce qu'il vaut, avait un objectif précis : permettre la libération des peuples dans un cadre national propre, mais en brisant tous les chauvinismes.

Le nationalisme panturc a donc été impitoyablement brisé. Mais de même, il ne pouvait être question de faire la moindre place au chauvinisme grand-arménien.

La solution fédérale a d'abord été préférée, même si elle n'est malheureusement pas arrivée à trouver son chemin. Si un État arménien a été constitué, il ne pouvait de toute façon pas être question d'en faire le seul et unique foyer des Arméniens du Caucase, et cela pour deux raisons d'importances inégales :

- D'abord parce que des Arméniens vivaient encore nombreux en Géorgie et en Azerbaïdjan, notamment à Tiflis et à Bakou, sans même parler de la Russie. Cela est un constat de situation. D'ailleurs, ce simple constat n'a jamais même été assumé par les nationalistes grand-arménien qui dans



leurs constantes chimères ont systématiquement œuvré contre les Arméniens de Géorgie et de Bakou.

- Ensuite, et cela est l'aspect le plus important, parce qu'il s'agissait de prévenir tout retour du nationalisme en préparant la fusion des peuples. Un noyau arménien autonome a donc été garanti en Géorgie, dans le district du Javakh et un autre, dans celui du Haut-Karabagh. Le Nakhitchévan peuplé alors à moitié de Turcs et moitié d'Arméniens a lui aussi obtenu un statut spécial. En Azerbaïdjan même, le caractère national arménien avait une valeur constitutionnelle et des Arméniens étaient nommés à des postes d'importances dans toutes les branches administratives, professionnelles ou civiles de la République.

La politique soviétique a accordé une grande importance au développement national de l'Arménie en tant que telle. Il faut voir qu'elle ne possédait pas alors de capitale digne de ce nom. Jusque-là, la ville de Tiflis en Géorgie était la principale agglomération arménienne, la seconde étant Bakou. La ville de Yerevan choisie par les nationalistes n'était qu'une bourgade de seconde importance, entourée de camps de réfugiés.

Le grand architecte Alexandre Tamanian a alors obtenu tous les moyens pour édifier en quelques décennies une capitale complète, rivalisant de part sa modernité avec toutes les autres grandes agglomérations soviétiques : des quartiers modernes, électrifiés, des usines, des écoles sortent de terre, au milieu de vastes jardins, d'immenses avenues piétonnes. Un des premiers monument édifié est d'ailleurs de grand opéra, où joue aussi une troupe de Turcs d'Arménie, et ensuite le fameux « maténadaran » ou centre des manuscrits, rassemblant toutes les collections historiques écrites disponibles en arménien afin de développer une culture nationale d'un haut niveau.



Des programmes sont lancés en matière historique, les monuments sont relevés, catalogués, les villages électrifiés et scolarisés, une Académie des Sciences de grand renom notamment en astrophysique, est constituée. En quelques années, la République d'Arménie devient un des fleurons du socialisme soviétique en cours d'élaboration.

Au Karabagh, une capitale locale est édifée, qui prend le nom de Stepanakert, selon le plus grand révolutionnaire d'Azerbaïdjan, Stepan Chahoumian, qui a dirigé la Commune de Bakou ; tout l'ouest de l'Azerbaïdjan, autour de la ville arméno-turque de Ganja/Gence, prend le nom de district de Chahoumian.

L'adhésion de la population au nouveau régime est totale, elle se manifeste particulier lors de la Seconde Guerre Mondiale, appelée en URSS la « Grande Guerre Patriotique » par l'immense prix



du sang versé par la jeunesse arménienne. Près de 650 000 soldats arméniens ont ainsi combattu dans l'Armée Rouge, les Arméniens sont parmi les citoyens soviétiques à s'être le plus engagés pour le régime.

En signe de reconnaissance et d'espoir, une immense statue commémorative de Joseph Staline est élevée à la fin de la guerre sur le mémorial dédié aux soldats par le grand sculpteur arméno-grec Sergueï Merkurov sur une colline surplombant la ville, au-dessus du Maténadaran et face à l'opéra, et au-delà au somptueux panorama de l'Ararat.

Il s'agissait là d'exprimer l'œuvre de relèvement collectif entrepris par le peuple arménien dans le cadre de la République et du formidable soutien de l'ensemble du peuple soviétique, dans lequel l'Arménie était appelée à se fondre.

Le prestige de l'URSS et de la République Socialiste Soviétique d'Arménie avec elle est alors à son comble, après la guerre, de nombreux Arméniens d'Occident rescapés du Génocide décident même de s'y installer.

Mais c'est alors même que triomphent les bases de la Révolution que les Arméniens ratent leur transformation socialiste. Sur le plan idéologique et culturel, les productions les plus intéressantes s'élaborent au début des années 1950. C'est l'époque du poète Avetik Issahakian par exemple. Mais tous ces bourgeons ne parviennent pas à fleurir. Le triomphe du révisionnisme flétrit mortellement le processus de transformation authentiquement culturel qui avait à peine commencer à germer.

Sur la base trompeuse de la reconnaissance du Génocide et dans le cadre du social-impérialisme, la culture nationale arménienne cède toujours plus au chauvinisme. Ce qui apparaît vu d'Occident comme un « réveil » est tout au contraire un ratatinement. Partout dans le Caucase, les chauvinismes et la haine ethnique travaillent à nouveau les consciences à mesure que le régime abandonne tout projet révolutionnaire au sens matérialiste strict.

Tant que l'URSS reste dans son élan, des réalisations collectives s'épanouissent encore. Par exemple le film la prisonnière du Caucase, réalisé en 1967 reste même aujourd'hui un classique des fêtes populaires de Noël et de Nouvel an, autant en Arménie qu'en Azerbaïdjan ou en Géorgie.

En somme, la trajectoire de l'Arménie soviétique après la mort de Joseph Staline a été semblable à celle de cet artiste si populaire en Arménie aujourd'hui : Sergueï Iossifovitch Paradjanov, arménien de Tiflis, ayant grandi et étudié en Ukraine notamment auprès du grand



cinéaste ukrainien Alexandre Dovjenko. Marié à une Turque, s'exprimant en russe, il exprime cette fusion soviétique en amorce dans les années 1950, avant de sombrer dans le mysticisme, il finira par se convertir au christianisme orthodoxe et mener une vie volontairement décadente et élitiste pour provoquer les autorités soviétiques. C'est d'ailleurs dans les années 1970 que les intellectuels libéraux post-modernes ou révisionnistes de France, comme Louis Aragon ou Françoise Sagan, en feront un « dissident » relevant de la « liberté » et bien sûr du nationalisme arménien.

Mais comme on l'a vu, l'effondrement de l'URSS fait tomber les masques et les nationalistes n'ayant aucune base possible, aucune perspective réelle, voient désespérément le sol se dérober sous leurs pieds, jusqu'à la lamentable situation présente.

Autant à Bakou qu'à Yerevan, les régimes nationalistes paraissent pour ce qu'ils sont avec évidence : des nains au milieu des titanesque réalisations soviétiques, dont le vernis de leur argent corrompu ne s'élève pas à la hauteur de l'élan révolutionnaire qui hante leur esprit décadent et leurs œuvres cosmopolites. C'est pourquoi, la rhétorique nationaliste d'un racisme hallucinant d'Ilham Aliev, qui verse maintenant dans l'islamisme le plus furieux et poursuit une mortelle fuite en avant qui aboutira inmanquablement à la chute de son régime tyrannique, ne parvient pas à saisir complètement les consciences azéries.

C'est là précisément qu'est la seule chance de l'Arménie et des Arméniens. Les nationalistes sont condamnés au suicide et à l'affrontement guerrier. Il n'y a plus moyen ni temps de ne pas s'en rendre compte. À l'isolement chauvin arménien, ils veulent répondre par encore plus d'isolement et encore plus de chauvinisme, dans une folle course idéaliste complètement insensée, possédée de ses propres certitudes à trouver une pureté rédemptrice, un sursaut dans le pire du pire des épreuves. Telle est la sombre réalité. À ce jeu, il ne restera bientôt plus ni d'Arménie à sauver, ni d'Arméniens pour le faire.

Il faut impérativement que les Arméniens se ressaisissent de l'élan révolutionnaire qui a porté l'édification de la République d'Arménie dans le cadre d'une nouvelle fédération caucasienne, établissant un régime authentiquement démocratique et populaire. Ce n'est pas dans la coquille vide du chauvinisme que se trouve le nouvel élan de l'Arménie, mais dans la main de ses frères azéris, géorgiens et des autres nationalités du Caucase, forts du passé soviétique commun.

C'est ensemble que les peuples frapperont à mort les puissances impérialistes et expansionnistes qui les divisent, c'est ensemble que les peuples mettront à terre les traîtres nationalistes qui les asservissent et les saignent. C'est ensemble que les peuples du Caucase dissiperont les brumes empoisonnées de la réaction semi-féodale et feront se lever l'aube rouge d'une nouvelle ère de la Caspienne à la mer Noire, de l'Elbrouz à l'Ararat. ■

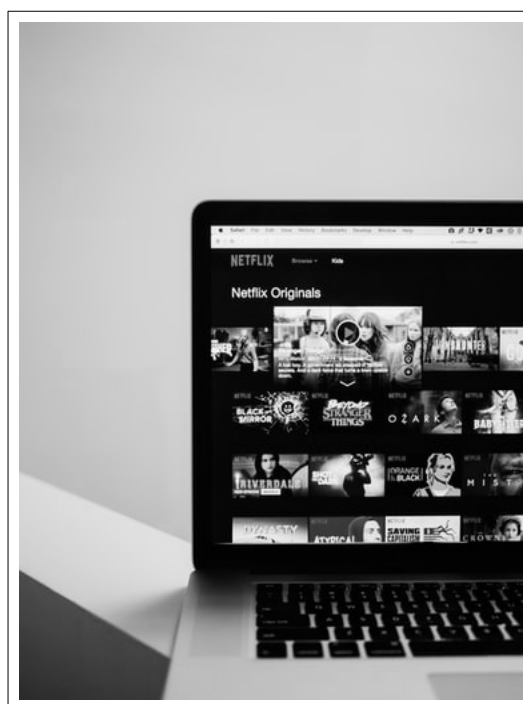


Streaming, Netflix : le capitalisme audiovisuel dans le cadre de la seconde crise générale

Le confinement de mars 2020 a généralisé l'usage de la vidéo à la Demande avec Abonnement (VADA, ou SVOD en anglais), avec la plateforme Netflix comme avant-poste d'un nouvel usage télévisuel dans les foyers.

La possibilité d'avoir une plateforme de streaming permettant de découvrir ou revoir les films incontournables qui ont été réalisés dans l'histoire du cinéma aurait été quelque chose d'immense d'un point de vue culturel. Mais mettre en valeur la culture est une chose impossible dans le capitalisme, tant tout va au pourrissement. Le mode de production capitaliste (MPC) implique principalement la concurrence au sein de tous les secteurs.

Dans le secteur de la vidéo à la demande avec abonnement (VADA), il n'y a pas une possibilité mais une multiplication des plateformes généralistes (les américains Netflix, Amazon Prime, OCS, Disney+, Apple TV+, les français MyCanal, Salto....), avec également des plateformes thématiques spécialisées par exemple dans l'horreur, l'animé japonais ou encore la cinéphilie.



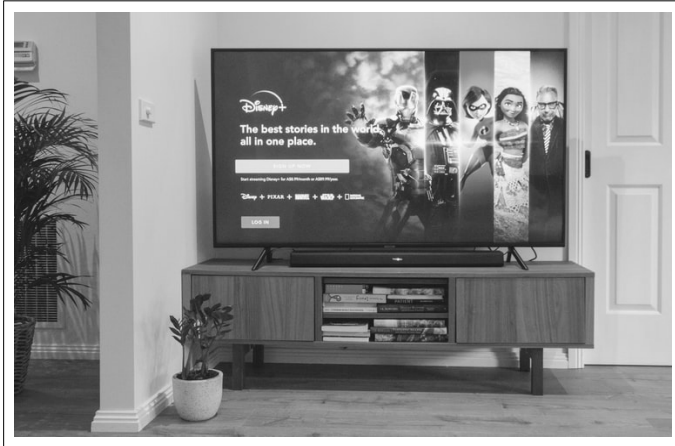
Si bien qu'il y a une dissémination des contenus dans différentes plateformes. Si l'on veut regarder un film en particulier, un film motivé par un intérêt culturel et non pas par un vague « besoin » de regarder « quelque chose », il faut posséder plusieurs abonnements. On a donc dans la pratique des utilisateurs de VADA qui s'abonnent en moyenne à 1,3 plateforme.

Frictions entre le financement du cinéma français et les plateformes de Vidéo à la Demande avec Abonnement

L'offre de VADA correspond à la restructuration du cinéma pour s'adapter à la réalité de la généralisation du numérique.

La décennie 2000 a été la décennie du streaming gratuit et du téléchargement illégal,

notamment grâce au partage entre utilisateurs, le Peer to Peer (P2P) via des logiciels comme eMule ou Utorrent. Les films étaient relativement disponibles sous forme piratée alors qu'ils sortaient en salle, ce qui a poussé le milieu du cinéma français à s'interroger sur comment réformer la distribution des films pour ne pas faire chuter leurs profits.



C'est de là qu'est née la loi sur la chronologie des médias qui imposait, depuis les années 1960 et l'arrivée du téléviseur dans les foyers, un délai pour la disponibilité des films à partir de la sortie en salle.

Ainsi, dans les années 1980, un film arrivait à la télévision 5 ans après la sortie en salle, pour encourager les gens à le voir au cinéma. Dans les années 1990, on interdisait d'ailleurs la diffusion télévisuelle des films le mercredi soir et le vendredi soir, pour les mêmes raisons.

La chronologie des médias est une exception française, faisant partie de tout un dispositif de financement du cinéma français, favorisant les chaînes de diffusion « vertueuses », qui apportent du capital au cinéma, par rapport aux « non-vertueuses » qui ne le font pas.

Avant la fin des années 1990 il n'était pas encore question de Vidéo à la Demande (VAD, vente ou location à l'unité sous forme numérique), de plateforme de vidéos gratuites comme Youtube et encore moins de VADA. L'enjeu était seulement de rentabiliser un film en favorisant la salle, puis sur les différents supports d'édition avant qu'ils ne soient diffusés gratuitement à la TV.

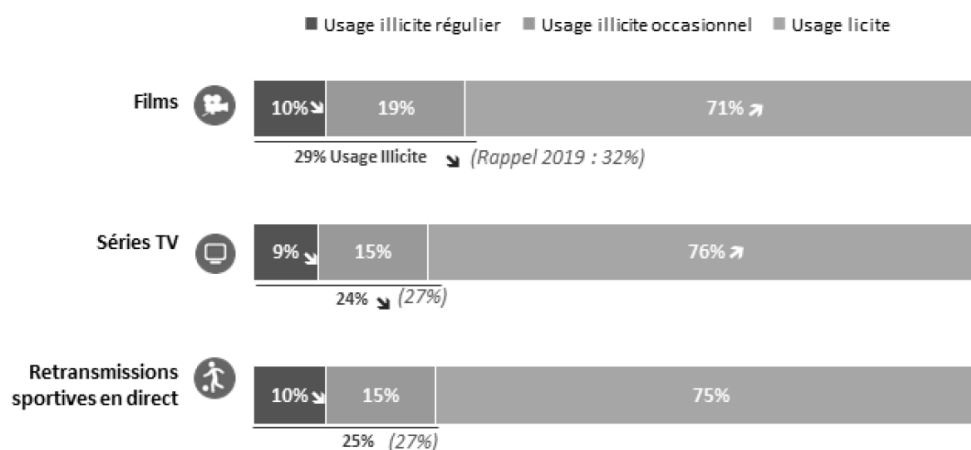
En 2009, il y a eu une actualisation de cette chronologie pour faire face à la généralisation d'internet et aux partages de contenus entre utilisateurs qui faisaient chuter l'achat et la location de DVD. En 2005 apparaissait la première plateforme française de VADA, video.TV.

Les délais de sortie en DVD ont donc été raccourcis et la VAD a été intégrée dans la même catégorie. Les délais ne pouvaient pas être simplement supprimés car cela aurait pénalisé les salles de cinémas et tout le dispositif de production français.

C'est à partir des années 2010 que se produit le tournant pour la VAD et la VADA avec la répression du téléchargement illégal, alors qu'1 internaute sur 4 y prenait part régulièrement.

La décennie 2010 a été littéralement la prise de contrôle d'internet par les algorithmes des réseaux sociaux, avec une mainmise complète du capitalisme, alors qu'auparavant sans loi et encadrement, Internet avait des espaces alternatifs, promouvant le partage gratuit sur le mode du Peer 2 Peer.

**Figure 29 : Taux et fréquence de consommation illicite par type de contenu audiovisuel
(base : consommateurs du bien de 15 ans et plus)**



Hadopi - Baromètre de la consommation de biens culturels dématérialisés 2020.

L'arrivée de Netflix en 2014, PrimeVideo en 2016 achèvent de fermer cette parenthèse de recherche généralisée d'accès libre au cinéma.

Depuis, les plateformes de VADA sont le nouveau caillou dans la chaussure du système de financement du cinéma français. Voici comment le problème est abordé par la Présidente de la commission de la culture le 27 juillet 2017 :

« Le fondement même de la chronologie des médias est menacé pour des raisons économiques, du fait de l'émergence de nouveaux acteurs et de l'évolution des pratiques.

Les plateformes numériques (Netflix, Amazon, etc.) occupent une place désormais majeure sur le marché, sans pour certaines se plier ni aux règles de la chronologie des médias ni aux obligations de financement de la création.

Dans le même temps, des acteurs traditionnels, à l'instar de Canal+, se trouvent en grande difficulté, alors même que les préachats, notamment des chaînes payantes, sont au cœur du financement des films. Conformément à ses obligations, Canal+ a préacheté 107 films en 2016 pour un total de 141,7 millions d'euros.

Toutefois, cet investissement étant directement corrélé au chiffre d'affaires de la chaîne, dont il doit représenter 12,5%, toute diminution de ce dernier entraîne mécaniquement un moindre transfert de valeur au bénéfice de l'industrie cinématographique.

Les chaînes de télévision en clair estiment, pour leur part, perdre de l'argent du fait d'un retour insuffisant sur leur investissement en faveur du cinéma. »

La chronologie des médias tente de faire face à la concurrence capitaliste dans le secteur du cinéma français. L'idée est que chaque secteur ait un part à peu près égale du gâteau, ce qui est totalement absurde de part le caractère monopolistique du secteur.

Avec l'arrivée des VADA, le capitalisme audiovisuel tente de gérer ses propres contradictions : il faut à la fois faire tourner les salles de cinéma, qui respectent un certain rythme de

sorties, de promotion, etc., mais en même temps il y a la tendance à l'individualisme et à la profusion de contenus via les plateformes de VADA.

Seconde crise générale dans le cinéma

Avec la pandémie mondiale de 2020/2021, les confinements ont entraîné la suspension des tournages pendant 2 mois en mars/avril 2020 et au total les cinémas ont été fermés huit mois et demi. Avec l'obligation des distanciations sociales, c'est une série d'obstacles techniques que les équipes de tournage ont dû résoudre.

La crise s'exprime donc très concrètement dans ce secteur avec une accumulation de films attendant de sortir en salle. Avec la réouverture récente, la chronologie est actuellement en cours de remaniement afin de précipiter les sorties en essayant de répartir les films entre les salles et les plateformes VADA.

Avant la crise, le cinéma français essayait déjà de résoudre le problème de concurrence avec les plateformes de streaming. Ce remaniement menace d'enlever à des gros financeurs comme Canal+ la primauté de diffusion télévisuelle et les profits dégagés des places de cinéma avec les sorties en salle. Le fait que les plateformes VADA passent de 36 mois d'attentes pour diffuser les films à quasiment aucune attente n'est évidemment pas anodin.

Si bien que la chaîne Canal+ menace de sortir du système de financement à la française alors qu'elle en est un des piliers, pour devenir à son tour une plateforme VADA.

C'est ici l'expression de la restructuration avec un effondrement du cinéma français d'une part, et de l'autre, un bond en avant des plateformes de streaming sur tous les plans.

Les chaînes de télévisions concluent des alliances afin de pouvoir rester en concurrence et entrer dans le domaine de la VADA, en France la plateforme Salto est le fruit d'une association entre TF1, M6 et France Télévision.

Avec le confinement, la tendance déjà à la hausse de l'abonnement à des plateformes de streaming s'est renforcée.

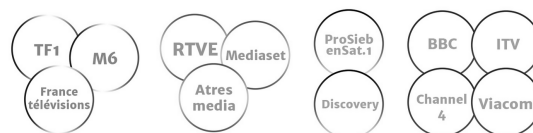
Netflix a compté par exemple 15,8 millions d'abonnés supplémentaires durant le premier confinement et en France le nombre d'utilisateurs quotidiens de VADA a doublé, passant de 4,5 millions en 2019 à 8,3 millions en 2020.

La manière de consommer est également impactée avec une intensification du visionnage pour 58 % des abonnés à ce type de contenu. Le lancement de Disney+ a été également fulgurant, avec un total mondial de 50 millions d'abonnés revendiqué en une semaine.



Hadopi CSA
CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIOVISUEL

En France et en Europe, des alliances se forment entre acteurs historiques



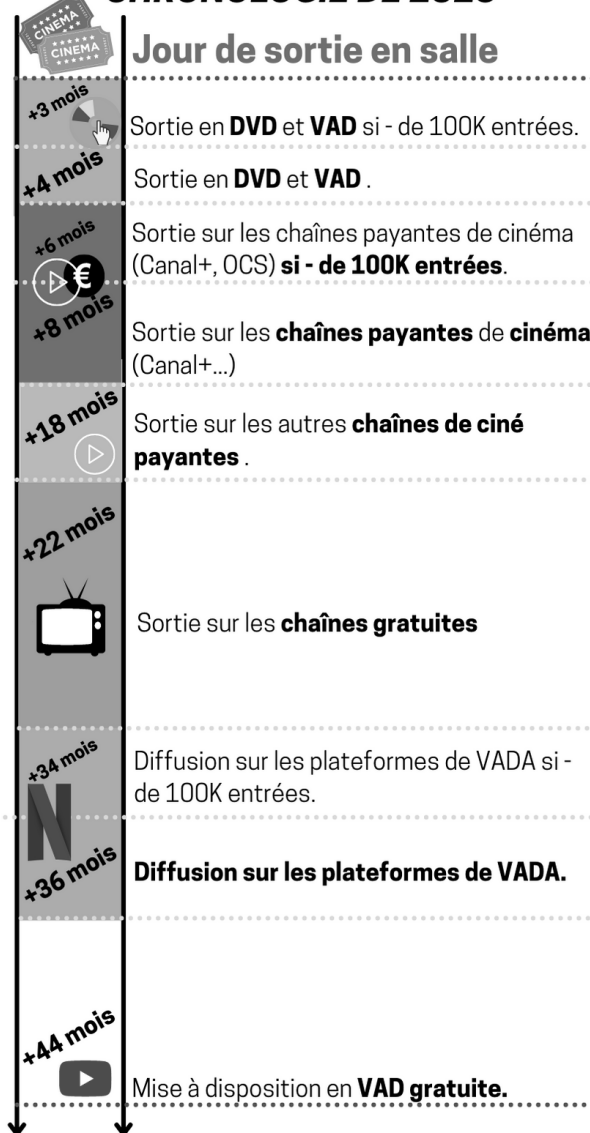
CHRONOLOGIE JUSQU'À 2008



CHRONOLOGIE DE 2009



CHRONOLOGIE DE 2018



Les VADA deviennent incontournables dans la vie des masses, expression d'une tendance à l'atomisation sociale, à l'isolement dans l'unité domestique, et à l'individualisation du visionnage dans cette même unité.

On peut ainsi avoir une famille avec les parents devant une série en costumes sur l'écran TV dans la pièce à vivre, la fille aînée regardant une série pour ado avec des personnages queer sur son ordinateur portable et le cadet devant un animé grossier sur son smartphone.

La généralisation de la VADA exprime une fuite en avant du capitalisme audiovisuel, emportant les consciences et la culture en général dans la décadence.

L'hégémonie d'un format commercial : la série. Standardisation, prolongement du *blockbuster*

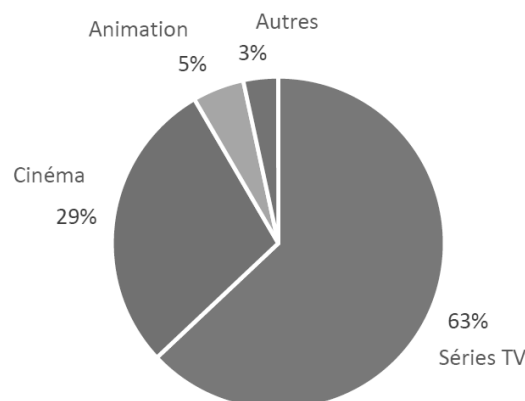
Dès l'origine, la série est une incitation à la consommation en direction des femmes au foyer des classes moyennes, tout en stimulant leur intérêt grâce à une intrigue offrant des rebondissements, mais ne contenant jamais de fin fermée afin de faire durer l'attention sur plusieurs épisodes.

Ces premiers feuilletons étaient justement nommés *Soap Opera* (en français « roman-savon ») du fait qu'ils étaient directement commandés par des fabricants de produits d'hygiène, d'abord pour la radio puis pour la TV.

Les intrigues de ces feuilletons tournent autour de la séduction et de l'argent et montrent les femmes quasi-exclusivement dans l'espace domestique. Il y a une récurrence de plan montrant un intérieur moderne (frigo rutilant, cuisine américaine, gros électroménager) et de femmes occupées à leurs tâches.

Les *Soap Opera* ne vendent alors pas seulement des produits, mais l'idéal du mode de vie de « classe moyenne » : grandes maisons, belles voitures et consommation.

Figure 24 : Consommation de programmes en VADA selon le genre en novembre 2020 (%)



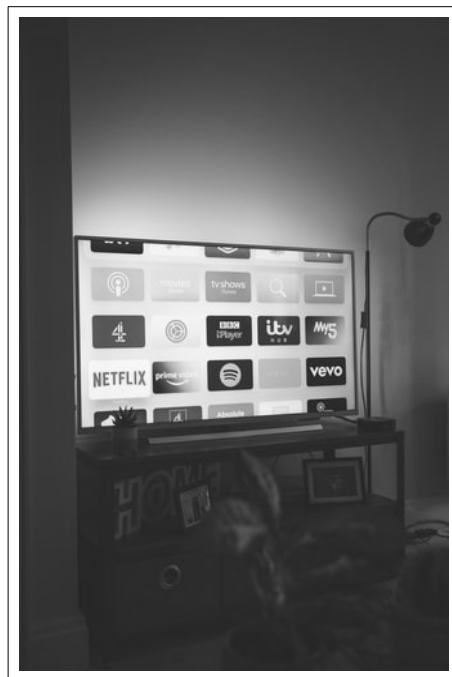
Baromètre de la Consommation SVOD Médiamétrie – Harris Interactive – Novembre 2020

Les séries Netflix sont dans le prolongement des productions de type « blockbuster » qui ne sont finalement qu'une extension du fordisme américain au cinéma tout entier. La production cinématographique ne se réduit plus qu'à un énième espace d'accumulation du capital.

On a donc un producteur qui est une grosse entreprise, qui cherche des idées dans lesquelles investir. Cette entreprise a besoin de « créateurs » qui ont ces idées, d'équipes de scénaristes qui les mettent en forme à l'aide d'une « méthode » standardisée, de plusieurs « superviseurs » des prises de vue.

Les équipes techniques et la post-production sont pareillement des monstres avec aucune différenciation artistique pour choisir les techniciens. Il faut de l'efficacité avant tout. Énormément de temps est gagné en se passant de la figure du scénariste et du réalisateur, qui sont habituellement ceux qui impriment leur subjectivité au film.

Par exemple, dans un film « d'auteur » on ne peut pas tourner plusieurs scènes en même temps, car le réalisateur doit être là pour piloter. Au contraire, dans le blockbuster et son *process* il est possible de produire énormément de choses en peu de temps, pour garantir une nouveauté constante et engranger des profits toujours plus importants.



Dans le *blockbuster*, c'est la société de distribution qui est mise en avant, c'est à dire le dernier maillon de la chaîne qui tient les cinéma et édite les bobines, les supports à destination du public. Il a même tendance à se fondre dans la boîte de production comme la Warner Bros, Pathé, Gaumont, Universal picture..., tenant ainsi tous les bouts de la chaîne.



Ces grandes firmes ont leurs standards, puisque leur intérêt est de remplir des sièges et que dans une société qui valorise la passivité, ce qui remplit les sièges ce sont des films pour la plupart vides de sens, de subtilité, ou flattant la misanthropie, le nihilisme, le relativisme qui sont favorisé dès la « pré-production ».

Dans cet effacement de la culture dans la production visuelle, on a en fait une absence de réflexion qui est érigée en système. Lorsqu'il s'agit de trouver une idée de film ou de série, on a le plus souvent des scénarios tirés de livres à succès commercial, la production de suites de films ayant eu un succès commercial. Quand ça marche, autant exploiter la base jusqu'à une fadeur complète et une répétition aliénante des intrigues.

Netflix vient dans ce prolongement avec le modèle de la série en prétendant casser la monotonie des suites de films grâce à un modèle entièrement basé sur la succession d'épisodes qui incluraient déjà une projection sur plusieurs saisons, avec par exemple des rebondissements prévus et glissés discrètement dès la première saison.

Ainsi pour suivre des personnages, un univers, une intrigue pendant des jours, des semaines et jusqu'à des années, on regarde une série. Et pour regarder une histoire avec un début, des péripéties et une vraie fin, on regarde un film.

Effacement de ce qui fait l'œuvre, derrière la « production »

Dans la culture du cinéma, le générique est quelque chose d'absolument sacré, qui permet de plonger dans les coulisses, connaître l'origine de la bande-son, le nom du cameraman, le type de matériel utilisé, les lieux de tournage et surtout le réalisateur et éventuellement la société de production. Une large partie du secteur audiovisuel connaissait déjà de manière assumée un effacement de tout ce processus de fabrication, ayant pour résultat de conférer un côté « magique » à l'image filmée, en tant que réalité parallèle où l'on peut se projeter.



Ce qui est peut-être le plus révélateur dans le « système Netflix », c'est la possibilité assumée de zapper le générique. Ainsi le générique du classique de cinéma français, *À Bout de Souffle* de Jean-Luc Godard et tout bonnement coupé net. Cela revêt un caractère scandaleux, et pourtant ne choquera pas un utilisateur Netflix lambda ayant l'habitude de passer d'un épisode à l'autre, sans transition.

Sauf cet exemple, la coupure du générique est sous forme de « choix » individuel, où il faut quand même faire la démarche de cliquer sur le bouton « voir le générique », alors que lorsqu'on est au cinéma, c'est lorsqu'on se lève pour déranger tout le monde et sortir au début du générique qu'on est dans la démarche de *ne pas* le regarder.

C'est là l'expression du fétichisme de la marchandise adaptée à la culture. Non pas qu'on ait une œuvre qui ne serait pas respectée, c'est que dans le prolongement du *blockbuster*, on entérine que le film n'a pas à être de l'art, il n'a qu'à être rentable, vu par énormément de gens, ce n'est plus qu'une marchandise. Et cette coupure du générique peut être vue comme une rationalisation du temps de visionnage, il faut gagner du temps pour consommer autre chose.

Lorsque l'on a affaire à l'art cinématographique, le réalisateur tient une place centrale ; on va voir un film de *tel réalisateur* ou *telle réalisatrice*. On attache ensuite de l'importance aux acteurs qui vont jouer dans un film, car on a regardé à l'avance le synopsis et on peut trouver intéressant d'aller voir *tel acteur* sortir de sa zone de confort ou d'aller voir cette

actrice d'une justesse incroyable dans chaque rôle.

Se préparer à aller voir une œuvre cinématographique est en soi déjà un exercice, on se prépare à passer un moment, non pas de passivité mais un moment où l'on peut réfléchir tout en se faisant emmener dans un univers artistique.

Mais cela a toujours été une démarche réservée aux milieux intellectuels, les cinémas proposant des programmation de ce type étant exclusivement concentrés dans les grandes villes... Les productions d'art et d'essais étant à l'image des autres secteurs artistiques du mode de production capitaliste, caractérisés par une dérive subjectiviste, voir une décadence complète.

Dans les plateformes de streaming c'est autre chose, c'est une manière de mettre à profit le désœuvrement chez soi non pas d'une manière culturelle, mais consommatrice/passive, en entretenant la torpeur généralisée nécessaire à la reproduction du capitalisme.

Chez Netflix, l'aspect consommateur se constate également très concrètement dans l'organisation de la plateforme web.

Sur l'accueil, on dispose au premier abord de très peu d'informations sur les films à disposition : une image qui s'anime, un titre, et ceci classé par « recommandations », « tendance », « nouveau », puis par grande catégorie et on peut ainsi dérouler très longuement.

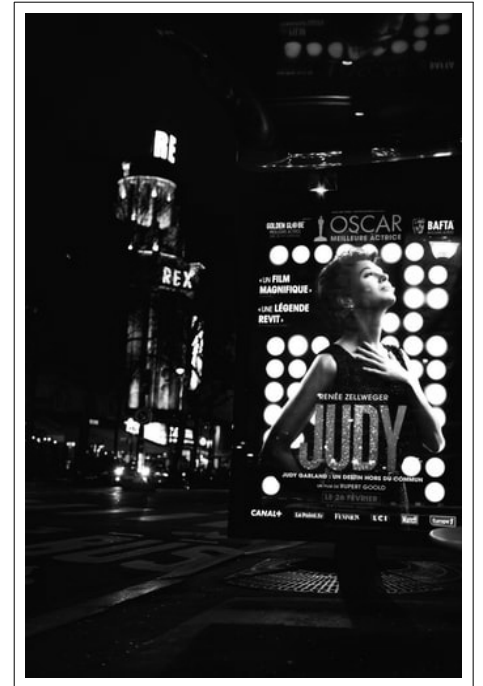
Dans la section information on peut voir l'année de production, la classification (CSA), le pitch de l'épisode, la distribution, le genre et les thèmes qui fonctionnent comme des « tags ». Et facultativement, une recommandation en pourcentage basée sur des algorithmes ou bien la mention de « nouveau ».

Pour avoir une fiche plus complète, il faut dérouler tout en bas et là, après des suggestions d'autres films ou séries, on trouve le nom du « créateur ». À quoi cela correspond ? C'est assez vague, ce serait davantage une sorte de scénariste « en gros » typique du *blockbuster*, un chalumet de l'intrigue, et non un réalisateur.

Les séries produites par Netflix sont mises en valeurs avec le logo N sur la miniature et le terme « N Série » au dessus du titre lorsqu'on ouvre les détails. Impossible en revanche de connaître *via* les informations la boîte de production d'origine d'une série ou d'un film racheté par Netflix, sauf en commençant le film ou en attendant le générique.

Un phénomène addictif, la série comme fuite du monde réel

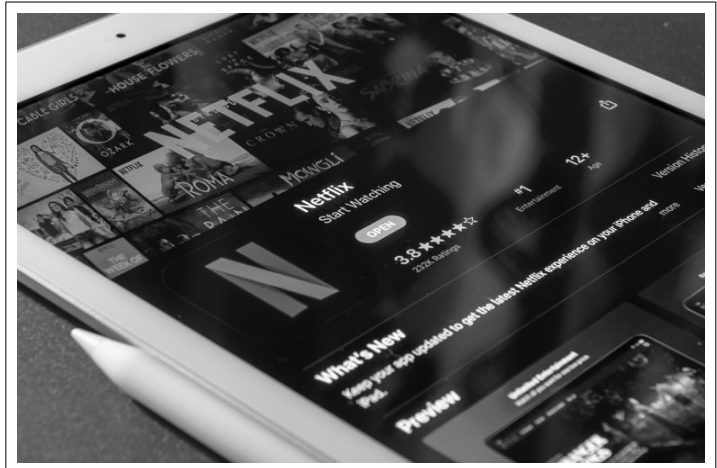
Ce modèle s'appuie donc sur un flux permanent de productions de basse qualité, standardisées, c'est ce qui fait sa pérennité commerciale en inondant le quotidien et créant



une certaine addiction à ce moment devant l'écran, ce moment d'évasion facile d'accès.

Les épisodes des séries ont toujours été conçus pour installer un grand suspens entre deux épisodes, notamment parce qu'à l'origine il fallait attendre un jour ou une semaine avant que l'épisode suivant ne soit diffusé à la télévision et exciter, pendant ce laps de temps, le désir du spectateur.

Avec l'arrivée du streaming et des VADA qui ont supprimé totalement le concept de saison au « goutte à goutte », les épisodes ne sortent pas au fur et à mesure, mais toute la saison sort d'un seul coup. Les épisodes sont, en revanche, encore conçus en fonction du suspens, les méthodes de mise en scène s'étant encore plus systématisées dans ce sens.



Ce qui nous amène au *binge watching*, un terme dérivé du *binge drinking* - phénomène d'alcoolisation massive en peu de temps - transposé au visionnage. Le *binge watching* est tout autant un phénomène car selon une étude menée par Netflix, 61 % des utilisateurs regardent habituellement entre 2 et 6 épisodes d'affilés, pour une moyenne de 3 par séance. Cette même étude révèle que 73 % des interrogés associent le *binge watching* à un sentiment positif.

Ce visionnage massif entraîne la sécrétion de dopamine, l'« hormone du plaisir », par le cerveau. Celui-ci identifie cette activité comme source de « bien-être » et incite à renouveler ce plaisir en permanence. Ces neurotransmetteurs sont pour ces raisons impliqués dans les différentes addictions.

Parmi les leviers de production utilisés pour fidéliser le spectateur, il y a l'identification aux personnages, c'est une des choses qui attache profondément l'utilisateur à sa série.

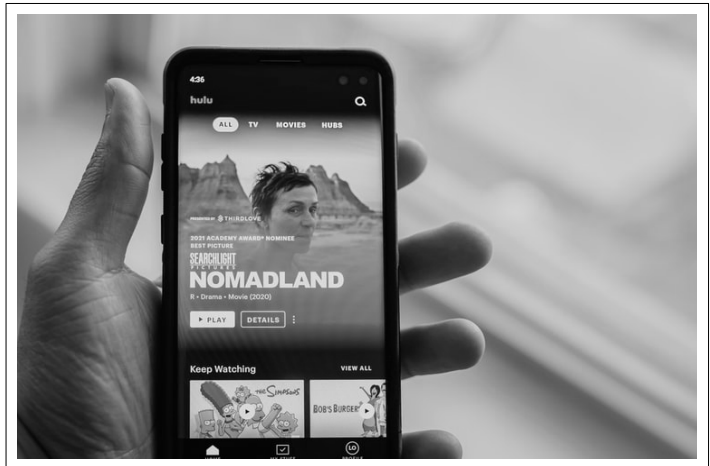
La fascination post-moderne pour l'individualité est largement exploitée avec le développement d'une palette multiple d'identités chez les personnages des séries pour correspondre à la subjectivité grandissante dans les métropoles impérialistes. Dans le même temps, cela approfondit la consommation identitaire généralisée.



Ainsi on peut avoir à peu près de tout, du personnage parlant au religieux, au « Queer », à la féministe, en passant par le végétalien, ou la libertine.

Les composantes de l'addiction existent bel et bien lorsque l'on parle de séries. Il a été démontré que des épisodes dépressifs peuvent survenir à la fin d'une saison, il y a aussi les répercussions liées au manque de sommeil après des séances de visionnage au milieu de la nuit. Chez les enfants et adolescents, cela impacte les résultats scolaires et la capacité générale d'apprentissage. Pour les scientifiques bourgeois, cela ne suffit pourtant pas (pour le moment) à considérer les séries dans les mécanismes d'addictions.

Pour les communistes, il y a également les répercussions que cela peut avoir sur la société dans le sens où une société saine est une société d'interactions et d'emprise avec le réel. À ce niveau, l'omniprésence des séries dans le quotidien des masses populaires est un désastre culturel.



Il y a notamment la perte de repères, car lorsque l'on regarde beaucoup de séries, le cerveau a tendance à traiter la fiction et la réalité de la même manière, ainsi ces deux notions sont brouillées et des émotions venant des personnages fictifs peuvent se mêler à celles du spectateur.

Ce lien affectif, entre autres conséquence de ce brouillage, amène une super-identification à l'univers de fiction et donc une difficulté à intégrer la réalité. Le militantisme post-moderne sur les différents réseaux sociaux est ici une autre expression de cette réalité déformée par les projections virtuelles.

Pour un homme nouveau, un art nouveau

Le cinéma, et l'art en général, n'échappe donc pas à la crise générale, et l'on peut ainsi saisir à quel point la culture n'est pas un monde à part ni la sève d'êtres humains de génie mais le produit d'un mode de production donné.

Plus le capitalisme se systématisait plus la culture doit survivre à la marge, inaccessible des masses, tandis que tout « art » devient marchandise et décadence.

Ce dont a besoin la société c'est d'artistes qui ne soient pas seulement des citadins à la subjectivité forgée par l'élitisme bourgeois mais des artistes qui puisent leur inspiration dans le peuple et reflète correctement la vie des masses.

Le produit de ce reflet doit pouvoir être accessible, démocratisé et en cela l'industrialisation du cinéma n'est pas en soi mauvaise, finalement tout est prêt à être mis au service d'un art nouveau, entraîné par le mouvement du peuple vers l'avènement de l'homme nouveau. ■

5 points pour comprendre et critiquer le Bitcoin

1

Le Bitcoin a la prétention d'être une monnaie ; sa particularité est de fonctionner de manière décentralisée, via un mécanisme de chiffrement informatique. Concrètement, il y a des ordinateurs disséminés partout dans le monde qui procèdent à des calculs pour mettre à jour une sorte de base de données en temps réel des Bitcoin inscrits et des échanges de Bitcoin d'un « portefeuille » à l'autre.

N'importe qui peut participer à ce calcul, cela s'appelle « miner ». Participer à ce « minage » permet de générer du Bitcoin comme rétribution. Les défenseurs du Bitcoin affirment que cette puissance de calcul (le « minage ») permet une sécurisation des échanges via un système de chiffrement informatique appelé « blockchain ». Cela est censé garantir la valeur, ou plutôt la prétendue valeur des Bitcoin.



Cette sécurité est en fait tout à fait relative, car rien ne permet d'exclure la possibilité technique de pirater le calcul. Cela d'autant plus qu'il ne s'agit pas simplement d'un problème quantitatif (la puissance de calcul virtuellement nécessaire à ce piratage), mais d'un problème qualitatif (la nature même de ce chiffrement informatique qui est forcément détournable, car rien n'est infaillible techniquement en raison des contradictions propres à chaque phénomène).

En réalité, seule la puissance publique peut garantir la fiabilité d'une monnaie, non pas techniquement et de manière absolue, mais dialectiquement dans son rapport à l'économie, comme reflet de la production et de la circulation des marchandises. Le Bitcoin pour sa part est déconnecté de la réalité économique, car il se veut autonome dans son fonctionnement. Il imagine réaliser cette autonomie vis-à-vis de l'économie au moyen du chiffrement informatique. C'est un idéalisme total.

2

Le Bitcoin, c'est le rêve libéral-libertaire d'une monnaie sans Banque centrale, donc sans État ni régulation sociale. C'est un idéal typiquement petit-bourgeois produit par une conception romantique et anti-communiste de ce qu'est l'argent.

Selon cette conception, l'argent existe par lui-même en tant que constituant sa propre puissance ; c'est un fétichisme propre à la décadence du capitalisme, existant dès l'origine du capitalisme comme l'a montré Karl Marx dans *Le*



Capital ou comme l'ont décrit différentes œuvres culturelles tel *L'Avare* de Molière. Ce fétichisme aboutit directement à une critique des banques centrales et des banques commerciales qui sont vues comme des moyens de s'accaparer la « puissance » qu'est censée être l'argent (puissance non pas en tant que moyen, mais en tant que tel).



Typiquement, c'est en raison de ce fétichisme que le Bitcoin s'oppose à l'existence des banques centrales avec leur capacité à « faire tourner la planche à billet », c'est-à-dire à procéder à de la « création » monétaire. Il est considéré, de manière ultra-libérale, que c'est une entrave à l'économie, que c'est un accaparement de « puissance ».

Le matérialisme dialectique affirme au contraire que l'économie relève d'une réalité objective déterminée par la lutte des classes ; il n'y a donc pas d'individus ou de collectivités « choisissant » abstraitement des orientations pour s'accaparer de la «

puissance ». Il y a un mode de production permettant des richesses, de la valeur, avec l'argent comme vecteur de la valeur, tout en incarnant directement la valeur en tant que mesure du capital.

L'argent n'est donc ni une abstraction, ni une puissance magique. C'est simplement un moyen s'inscrivant dans la réalité objective et complexe de la production et la circulation de marchandises. Les banques centrales et les banques commerciales ne déterminent aucunement la valeur de l'argent, ce ne sont que des organismes aux mains de la bourgeoisie, répondant à la réalité objective de la lutte des classes.

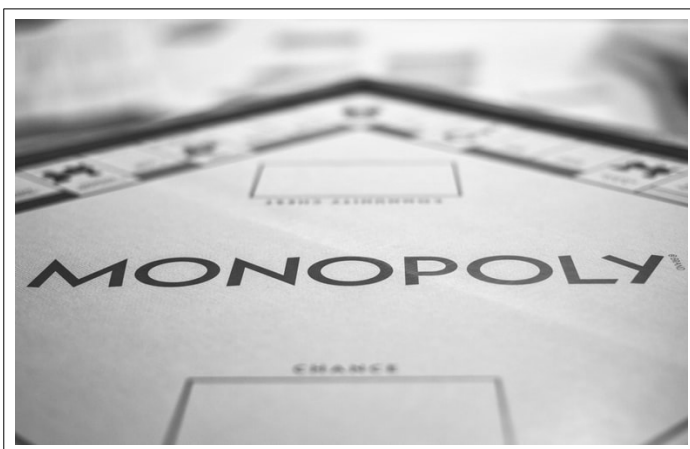
En tant que construction idéaliste s'imaginant en dehors de l'économie, et donc de la lutte des classes, le Bitcoin n'a aucune valeur intrinsèquement. Ce n'est à proprement parler pas une monnaie, et ce n'est pas en tant que monnaie que le Bitcoin s'est développé ces dernières années.

3

Le Bitcoin est né et s'est initialement développé comme projet idéaliste à partir de la fin des années 2000. Il a été porté pendant des années comme projet marginal et confidentiel par des petits-bourgeois essentiellement informaticiens ou ingénieurs se reconnaissant dans cet idéalisme « geek ».

S'il permettait de « payer » sur quelques rares sites internet liés à cet univers « geek » et à toute la fantasmagorie allant avec, le Bitcoin n'existait en réalité jusqu'au début des années 2010 que comme filtre de l'argent réel. Il n'avait de la « valeur » que parce qu'il était possible de le convertir en dollar via quelques plateformes.

« Payer » en Bitcoin, cela revenait à payer avec des cartes « Pokemon » ou des billets de « Monopoly » juste pour se faire plaisir et avoir l'impression de procéder autrement des autres ; d'ailleurs, la principale plateforme de conversion du Bitcoin en dollars jusqu'en 2014, MtGox, est à l'origine une plateforme d'échange de cartes de jeu.



À la fin des années 2010, le Bitcoin a ensuite connu différentes envolées de son cours par rapport au dollar et est devenu ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un actif spéculatif destiné uniquement à la spéculation.

C'est exactement le même principe qu'avec l'« art » contemporain : on a du vide qui est acheté de plus en plus cher par des personnes espérant que son prix s'envole par la suite, sans qu'il n'y ait aucun fondement matériel à cette « valeur ». L'évolution du prix (en l'occurrence du cours par rapport au dollar, à l'euro ou au yuan) n'est en réalité déterminée que par le fait que d'autres personnes misent également sur cette évolution.

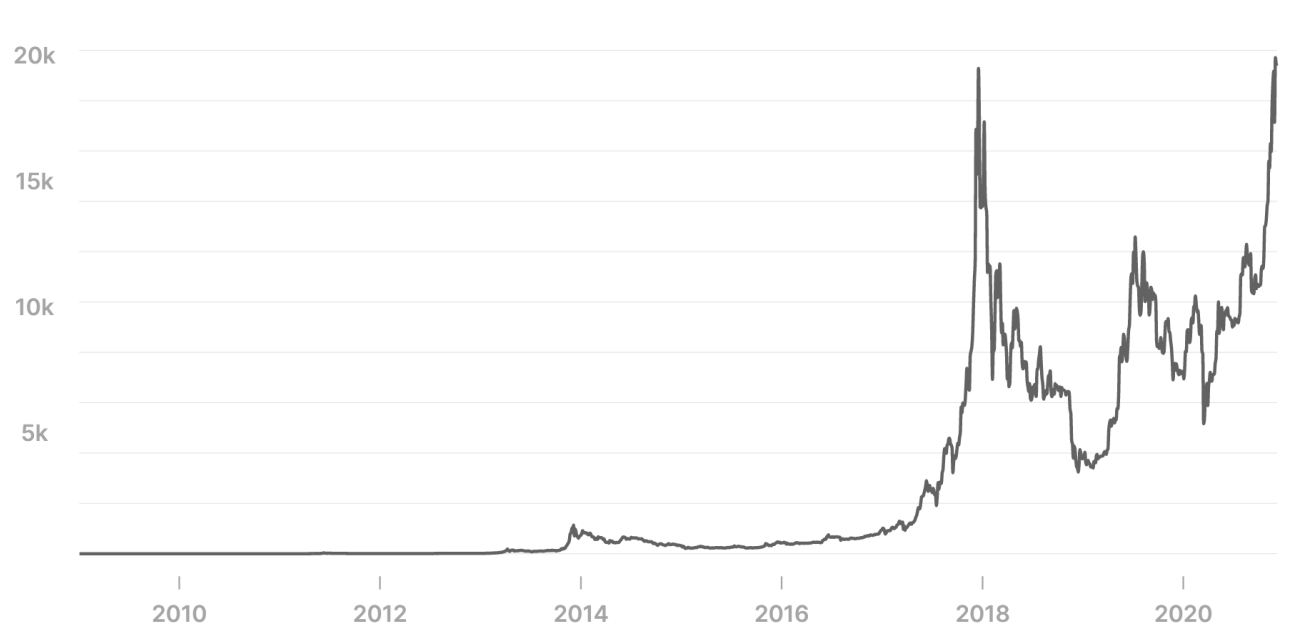
Le Bitcoin n'est donc pas une monnaie, et il n'est en réalité rien du tout à part une chaîne de code informatique que des gens achètent pour spéculer. Cela profite d'ailleurs directement à l'économie illégale, car les mafias trouvent avec le Bitcoin un moyen très efficace de blanchir de l'argent.

4

En tant qu'actif spéculatif, le Bitcoin connaît des variations drastiques de ses cours, avec des pics réguliers suivis d'effondrements. Le premier pic important s'est produit en 2013 avec une augmentation de son cours en dollar de 400 % entre janvier et mars. D'immenses fluctuations ont ensuite lieu pendant les années suivantes, en fonction d'annonces (positives ou négatives pour le Bitcoin) et de l'émulation entre les spéculateurs.

Différentes alertes officielles ont été lancées à cette époque, influant négativement sur le prix d'échange du Bitcoin. C'est le cas de la Banque de France dénonçant « les dangers liés au développement des monnaies virtuelles » et le « risque financier » allant avec, ou encore de l'ancien président de la banque centrale américaine parlant de « bulle spéculative ». La critique la plus importante est venue alors de la Banque centrale chinoise critiquant le fait que « les bitcoins ne sont pas émis par des autorités compétentes » et qu'ils « n'ont pas de cours légal » ni « le même statut légal que les monnaies fiduciaires », ce qui fit s'effondrer son cours en passant de 7 050 yuans (1 150 dollars) à 4 521 yuans (737 dollars).

Mais tout cela n'a pas empêché l'inflation irrationnelle de se produire, amenant un nouveau pic puis un effondrement en 2018. Son cours s'était envolé de 2 000 % en un peu plus de six mois, pour s'effondrer en perdant 80 % de sa « valeur ».



On a ainsi une prétendue « monnaie » se voulant « décentralisée », horizontale, mais qui est en vérité totalement à la merci de micros événements, voire d'individualités influençant directement

son actualité. Ce fut le cas récemment avec le mégalomane Elon Musk du groupe Tesla, qui a au passage acheté pour plus de 1,5 milliards de dollars de Bitcoin. Un simple message Twitter de sa part, suite à la décision de ne finalement plus accepter le Bitcoin comme moyen de paiement pour les Tesla, a pu causer en juin 2021 un effondrement du prix du Bitcoin par rapport au dollar.

Les annonces d'Elon Musk et la décision du groupe Tesla de ne plus accepter le bitcoin pour le paiement sont directement liées à la question de l'écologie, car la critique du gaspillage énergétique que représente le Bitcoin est devenue incontournable.

5

L'écologie est en fait le véritable critère de fond pour dénoncer la folie que représente le Bitcoin. On a en effet des sommes immenses de calcul qui n'ont aucune utilité sociale, culturelle, économique ou politique, mais qui coûtent énormément en termes de ressources énergétiques.

Il faut savoir qu'il existe d'immenses fermes pour le « minage », c'est-à-dire des entrepôts remplis d'ordinateurs procédant en permanence au calcul de la « blockchain ». Selon une étude publiée par la revue scientifique Nature, les mines de Bitcoins en Chine (qui « produisent » la grande majorité des Bitcoin) ont une empreinte carbone qui pourrait atteindre 130 millions de tonnes de CO₂ en 2024. Le CNRS a estimé qu'en 2019 la consommation électrique du réseau Bitcoin était comprise entre 30 et 80 térawatt-heure (la consommation de la France est en moyenne de 460 TW/h) et que son empreinte carbone a été de 15 à 40 millions de tonnes de CO₂ (c'est comparable à celle de la Belgique).



C'est un gaspillage énergétique immense, pour ce qui n'est en réalité que du vide, et en pratique surtout une bulle spéculative n'intéressant qu'une ultra minorité de la population. Le Bitcoin est une folie libérale-libertaire marquante de la crise du capitalisme, avec du capital ne sachant plus où se placer et des individus cédant à l'irrationalité la plus totale dans l'optique de placer ce capital et de le faire fructifier. C'est une fuite en avant délirante, au mépris de la planète et de l'intérêt du plus grand nombre, à l'image du capitalisme lui-même.

Le Bitcoin est à ce titre parfaitement représentatif de la folie de notre époque.

6

Le Bitcoin est une folie, et une folie dangereuse. L'engouement spéculatif autour de la "crypto-monnaie" est très fort, particulièrement dans une partie de la jeunesse. D'après une étude Ifop parue en février 2021, ce serait 32 % des 18-24 ans en France qui ont déjà investi dans le bitcoin ou envisagent de le faire. C'est immense, et c'est culturellement dévastateur.

Il y a cette idée de l'enrichissement facile, avec en plus l'impression d'être plus malin que les autres en réalisant un « coup ». On retrouve la même folie qu'avec les paris sportifs, le poker, le casino, mais avec des risques bien plus importants. Avec le Bitcoin, on peut littéralement tout perdre du jour au lendemain sans même avoir joué, sans même se déplacer. Une minorité aura bien sûr réussi de bons coups (ce sont d'ailleurs très souvent des spéculateurs professionnels aguerris), et cela est systématiquement relayé médiatiquement, mais ce n'est possible qu'au détriment des autres.

Rien n'apparaît par enchantement, et si certains gagnent beaucoup c'est que la plupart perdent... Et se retrouvent qu'avec du vide, ce bout de code informatique qu'ils ont acheté et qui ne représente rien, à part une terrible métaphore de la fuite en avant typique de la vie dénaturée et folle dans les grandes métropoles du capitalisme. ■

La décantation de la seconde crise générale en France proviendra-t-elle des contradictions politiques ?

Dans une préface au *18 Brumaire*, Engels écrivait que :

« Centre du féodalisme au moyen âge, pays classique, depuis la Renaissance, de la monarchie héréditaire, la France a, dans sa grande Révolution, détruit le féodalisme et donné à la domination de la bourgeoisie un caractère de pureté classique qu'aucun autre pays n'a atteint en Europe. De même, la lutte du prolétariat qui s'éveille contre la bourgeoisie régnante y revêt des formes aiguës, inconnues ailleurs. »

Les Français sont un peuple politique, dit-on. Mais un peuple politique ne signifie pas un peuple idéologique, capable de mener des raisonnements systématiques, systématisés, et là elle est la grande confusion entre le caractère français et son expression orgueilleuse, chauvine.

Lénine rappelait d'ailleurs que le marxisme est né de trois choses : le socialisme français, l'économie politique anglaise et la philosophie allemande. La France, c'est la terre de la politique, du coup de génie, de l'étincelle, mais nullement l'espace de la réflexion, de la science, de la stabilisation d'après l'étincelle.

Mais c'est peut-être cette particularité française qui peut donner une résonance à un phénomène universel qui se déroule actuellement dans la seconde crise générale. Inégalité de développement oblige, le reflet politique du mode de production capitaliste arrivé à maturité ne se réalise pas de la même manière, et à la même vitesse partout.



On peut cependant remarquer une chose : le camp de droite disparaît progressivement au profit d'un grand camp conservateur, et la Gauche n'est plus qu'une relique de courants libéraux-libertaires des années 1970, la plaçant dans l'ombre du grand courant centriste libéral-modernisateur.

Il y a les « Tories » et le « Labour » en Angleterre, la CDU et le SPD (+ les Verts) en Allemagne, le Parti démocrate et la Ligue (+ le Mouvement 5 étoiles) en Italie, etc.

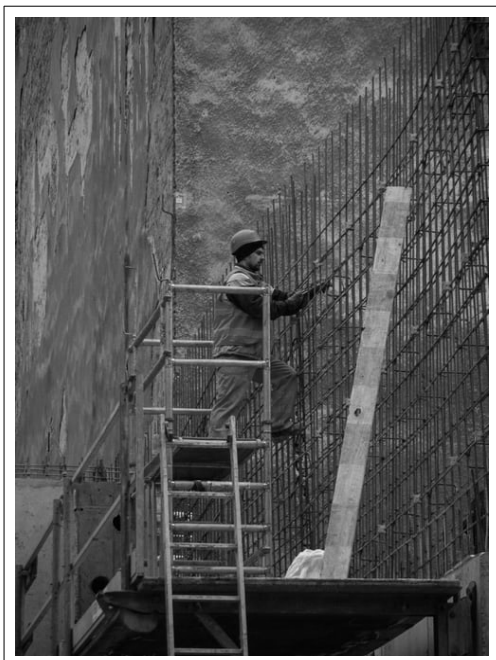
Dans tous les cas, il y a grosso modo, et selon le relief culturel national, un découpage général binaire entre démocrates et conservateurs, avec les premiers oscillant plus ou moins entre le centre et la gauche, les seconds plus ou moins entre la droite et l'extrême droite, avec des processus ayant commencé plus ou moins tôt selon les luttes de classe.

Le clivage politique devient celui entre des traditionalistes-conservateurs et des libéraux-modernisateurs. En France, ce processus mûrit depuis l'élection présidentielle 2017 avec Emmanuel Macron qui cherche à imposer un grand courant démocrate à l'américaine.

En janvier 2017, Pierre Bergé, horrible bourgeois décadent et soutien avéré du Parti socialiste, se ralliait à la

candidature d'Emmanuel Macron en déclarant à propos du Parti socialiste :

« Il y aura une scission d'où j'espère sortira d'un côté un parti social-démocrate, à l'américaine et de l'autre Hamon et l'extrême gauche »



Récemment, il a été souligné que Emmanuel Macron cherchait à fonder un grand « mouvement social-démocrate », comme fusion des partis En Marche !, UDI, et Modem, l'idée étant de court-circuiter, en vue de 2022, les restes de la droite qui lui sont proches.

Emmanuel Macron entend faire la synthèse de la Démocratie chrétienne et du radical-socialisme français pour proposer un grand courant Démocrate français.

La crise sanitaire accélère ce mouvement avec une scission du groupe parlementaire En Marche ! au printemps 2020, donnant naissance au groupe « Écologie démocratie solidarité ». Début décembre 2020, ce groupe parlementaire lançait son propre parti, « Les nouveaux démocrates ».

A l'inverse, Marine Le Pen tente d'opérer une synthèse du national-catholicisme et du gaullisme « social », dans le but de proposer un néo-gaullisme visant la restructuration. La récupération de cadres de la Droite dans le cadres des élections

va dans ce sens, notamment avec le micro-parti « Droite populaire » présidé par Thierry Mariani.

Les commentateurs en tout genre parlent de « reconfiguration » du camp politique : cela est en partie erronée, car c'est surtout un actualisation dans la superstructure des tendances matérielles. Plus qu'une « reconfiguration », c'est surtout une nouvelle situation qui reflète la maturation du mode de production capitaliste lui-même.

Ce qui se passe avec la seconde crise générale, c'est un grand coup d'accélérateur dans la configuration politique propre à un mode de production capitaliste avancé.

L'élargissement de la sphère de la consommation avec ces individualités-identitaires, la généralisation de la propriété privée, l'intégration d'une partie de la classe ouvrière à la gestion « participative » des entreprises notamment avec les syndicats, la disparition absolue de la paysannerie... sont autant de phénomènes propres au capitalisme avancé qui réduit le « besoin » de politique.

L'opposition politique, démocratique, entre une Gauche et une Droite est héritière des luttes des classes sorties du féodalisme. Le clivage Gauche/Droite est autant une expression de la société bourgeoisie qui s'émancipe du féodalisme, que de la naissance du mouvement ouvrier.



Ce qu'il faut voir c'est que l'expression du clivage Gauche/Droite est reliée à la question de la liquidation de l'ancienne société féodale. En soi, cette opposition exprime une perspective démocratique visant à la mobilisation populaire contre les anciennes conceptions cléricales-féodales.



On sait que la Gauche du XIXe siècle, c'est surtout le camp social-républicain, un camp qui domine depuis toujours la Gauche socialiste française. La « synthèse » d'un Jean Jaurès en est l'expression, tout comme le basculement à droite du Parti communiste en 1936, en raison d'une incompréhension de ce que doit être un Front populaire.

Mais du moment où la base féodale elle-même a été liquidée, cette *forme* du clivage disparaît. En France, de par le parcours des luttes des

classes, cette base n'a été liquidée que très progressivement. L'opposition entre le Maréchal Pétain et le Général de Gaulle en mai 1940 témoigne de cette base féodale encore vivace.

Il faut attendre les années 1960-1970 pour que tout cela soit liquidé réellement. Le trait le plus marquant de ce processus est sans aucun doute la naissance en 1964 du syndicat CFDT, scission sur la base de la déconfessionnalisation de la CFTC, la confédération française des travailleurs chrétiens.

On sait que le capitalisme américain est sorti d'une base historique non marquée par le féodalisme. Pour faire simple, disons que le capitalisme américain est une forme « pure », avec donc un reflet spécifique dans la superstructure, allant de la scission de la société en communautés individualisées à la culture des armes pour protéger sa propriété, en passant par l'élection des magistrats dans certains États.

Au cœur du capitalisme américain, il y a son système politique binaire, partagé entre un Parti démocrate et un Parti Républicain. Des partis qui connaissent des tas de courants internes, à chaque fois canalisés lors de l'élection présidentielle dans le cadre de primaires.

On ne peut pas vraiment dire que l'opposition « démocrate » / « conservateurs » relèvent d'une opposition politique, car aucun de ces deux courants ne vise à la résolution des grandes contradictions de notre époque, celle entre la campagne et la ville, et celle entre intellectuels et manuels.



Le courant démocrate vise au *statut quo*, dans le cadre d'une gestion de villes toujours plus tentaculaire, dans un mépris toujours visible à l'égard des travailleurs manuels des campagnes, lorsque les conservateurs font la démarche inverse, de manière démagogique-populiste.

On ne peut pas dire que c'est là une vie politique : une proposition politique vise toujours à résoudre un problème. Quoi qu'on en pense la Gauche réformatrice a toujours proposé un dépassement du capitalisme, s'opposant à une Droite républicaine ancrée dans une réalité nationale.

Là, on a des conservateurs qui nient la réalité nationale au profit d'une vision romantique fantasmée, et des libéraux-modernisateurs qui la nient tout pareillement au profit d'individus définis par la consommation marchande cosmopolite.

Face à cette opposition, le peuple est évidemment coincé. Son état d'esprit naturellement tolérant, bienveillant, le pousse dans les bras des « progressistes » ; sa défiance légitime envers la décadence hautaine des libéraux le fait sympathiser avec les conservateurs.

Dans les deux cas, il n'y a aucune résolution démocratique de la contradiction, c'est une position qui se trouve prisonnière de deux tendances étrangères à la vie du peuple. La société se trouve gelée, paralysée dans une situation de blocage historique.

Toutefois, la France peut être le lieu d'une cassure dans cette tendance capitaliste. La France, c'est une réalité qui s'est construite en émancipation d'une base féodale, un processus précis donnant lieu à des luttes des classes ancrées dans une réalité nationale particulière.

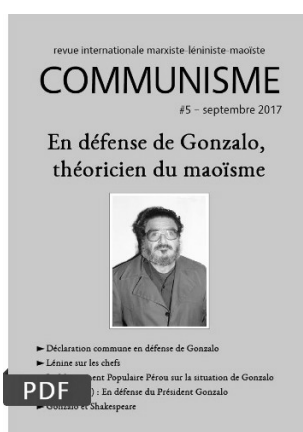
Il y a ainsi un héritage populaire qui s'inscrit dans l'histoire du mouvement ouvrier, avec des événements, une expérience d'émancipation.



C'est un parcours populaire : des luttes paysannes portées par Jacques Bonhomme au XIV^e siècle, à l'esprit national-démocratique porté par les auteurs moralistes du XVII^e siècle et des artistes réalistes des XVIII^e et XIX^e siècle, jusqu'au Front populaire et à la lutte antinazie de 1936-1944 et à Mai 68.

C'est un bagage culturel et politique, dont le clivage à l'américaine qui tend à s'imposer ne tient pas compte. Pour se formaliser ce clivage doit même d'ailleurs nier ce patrimoine populaire, démocratique. C'est là que se joue peut-être quelque chose.

L'Histoire ne peut avancer sans être niée : c'est là une brèche qui s'ouvre dans le faisceau des contradictions de la seconde crise générale, un aspect des contradictions qui peut se révéler antagonique de part les caractéristiques nationales françaises. ■



Communisme,
revue pdf marxiste-léniniste-maoïste internationale

Crise colombienne, guerre Israël-Hamas, guerre Kirghizstan-Tadjikistan, crise biélorusse : la seconde crise générale prend le dessus

Quatre phénomènes ont été marquants et caractéristiques de la seconde crise générale du capitalisme. C'est tout d'abord la Colombie qui a basculé, à partir du 21 avril 2021, avec un vaste mouvement populaire de protestation contre des mesures de restructuration, avec 7 000 initiatives populaires allant des manifestations aux occupations, dans 784 municipalités. La tension a été extrêmement importante, avec un policier mort et 941 blessés, 50 manifestants tués ainsi que 800 blessés et 21 femmes violées, 1400 personnes arrêtées et 500 disparues, 300 actions de sabotage et de pillage de magasins, 421 banques attaquées ainsi que 400 distributeurs de billets, 30 péages et 87 stations-services détruits, 80 postes de police attaqués.

On a ensuite une série d'affrontements armés. Fin mai 2021, le Kirghizstan a totalement fermé sa frontière avec le Tadjikistan. Cela suit des affrontements armés quelques semaines auparavant, ayant fait des dizaines de mort et des milliers de déplacés, avec en apparence ce qui est un conflit frontalier.

Fin mai 2021, on a également la Biélorussie confinée au niveau aérien, en raison du détournement le 23 mai d'un vol Athènes-Vilnius afin de récupérer par la force un opposant lié aux États-Unis et ayant participé au bataillon ukrainien nazi Azov, Roman Protassevitch. Des agents secrets ont provoqué des troubles pendant le vol alors qu'une menace fictive d'attentat a été mise en avant. Le 3 juin, la Biélorussie a diffusé une vidéo d'aveux, extorqués par la violence, dans un contexte de répression brutale généralisée contre une opposition par ailleurs ouvertement soutenue par la Pologne et la Lituanie, avec les États-Unis à l'arrière-plan. La Biélorussie avait déjà fermé sa frontière terrestre avec la Pologne en décembre 2020.

Enfin, du 13 avril au 21 mai 2021, l'État israélien s'est confronté au Hamas à Gaza. Cela suit une montée de tension, dans un imbroglio propre à la situation. Un chauffeur de bus juif fait l'erreur de prendre un raccourci par un village arabe et manque de se faire tuer avec sa famille, la police israélienne débranche les hauts-parleurs de la mosquée al-Aqsa le premier

soir du Ramadan pour ne pas perturber les discours pour le Jour du Souvenir devant le Mur des Lamentations, des vidéos Tiktok de jeunes musulmans se diffusent où on les voit se moquer de symboles juifs ou agresser des gens, le mouvement israélien raciste La Flamme défile à Jérusalem au mot d'ordre « mort aux arabes », il y a l'expulsion de familles arabes du quartier de Cheikh Jarrah à Jérusalem, etc.

Le résultat a été l'envoi par le Hamas de 4 360 roquettes (680 tombant directement dans Gaza, le reste étant interceptés à 90 % par les batteries aériennes appelées le « dôme de fer), faisant 13 morts du côté israélien dont deux enfants, ainsi que 200 blessés. Israël utilisa de son côté son aviation, ainsi que son artillerie et ses navires afin de mener 1500 attaques afin de liquider les infrastructures et les cadres du Hamas ; 256 Palestiniens ont été tués (dont 66 enfants), 1900 blessés et 72 000 déplacés.

Toutes ces situations conflictuelles relèvent de la seconde crise générale du capitalisme. Naturellement, cela est vrai à des degrés différents, selon des modalités différentes. C'est que les sources de ces situations sont antérieures à la seconde crise générale, voire même indépendantes d'elles, comme par exemple l'affirmation sioniste en Palestine. Néanmoins, ce qu'on voit, c'est que tous les affrontements s'inscrivent dans la seconde crise générale, toutes les situations passent sous l'hégémonie de la seconde crise générale dans leur substance même.

Autrement dit, même la question palestinienne change de substance en tant que telle, pour s'inscrire dans la tendance générale qu'est la seconde crise générale. Cela fut flagrant par deux aspects : tout d'abord, il y a le fait que le Hamas s'aligne ouvertement sur le Qatar et l'Iran et se considérait elle-même comme une fin en soi, abandonnant au sens strict la question nationale palestinienne. Le Hamas s'est ouvertement positionné comme un élément « géopolitique ». Ensuite, il n'y aucun écho dans le monde pratiquement à cet affrontement Israël-Hamas, alors que normalement la question palestinienne est prompte à faire réagir, de manière très différente. On peut dire que la question palestinienne est devenue secondaire par rapport à l'aspect principal qui est la seconde crise générale.

Il en va de même pour la crise du régime biélorusse, qui est désormais directement liée à l'affrontement entre la Russie et l'Ukraine, qui elle-même s'insère désormais dans la bataille entre le repartage du monde, ici comme affrontement OTAN/Russie. Pareillement, le rapport conflictuel Kirghizstan -Tadjikistan a une base historique, mais en tant qu'affrontement armé il obtient une substance différente, s'alignant sur la question du repartage du monde. Quant à la crise colombienne, elle obtient une dimension différente, dans la mesure où ce qui est en jeu n'est plus simplement défini par le cadre national, mais par une situation internationale de crise. On peut dans ce panorama d'ailleurs ajouter la pandémie en Inde, qui pareil a une portée internationale désormais, tout comme la pandémie au Brésil.

Cela ne veut pas dire que la contradiction ne soit pas avant tout toujours interne. Cependant, son rapport, en tant que particulier, avec

l'universel, devient plus profond, davantage en interaction. Tout se relie sur la planète dans le cadre du rapport de force entre la révolution et la contre-révolution. Cela modifie d'autant l'interprétation qu'il faut avoir de tels phénomènes.

La sous-estimation à travers le monde de l'affrontement Ukraine-Russie est à ce titre une grossière erreur, car dans la situation actuelle de crise mondiale, une situation « délicate » acquiert un caractère nouveau. Ou bien, pour prendre un exemple concret, il est évident que l'émergence des « gilets jaunes » n'aurait pas eu le même sens après l'apparition de la crise. Autant, avant, c'était un mouvement réactionnaire, romantique du capitalisme stable du passé, c'était annonciateur de l'enlisement du capitalisme... Autant, après, cela aurait pris un caractère de résistance à la crise. Cela explique d'ailleurs la faiblesse de la contestation réelle dans les pays impérialistes : la barre est haute, toute protestation prend un caractère nouveau. Même si on ne le veut pas, tout mouvement prend une qualité nouvelle, s'insère dans une conflictualité nouvelle en raison de la seconde crise générale.

Ainsi, on doit dire que la seconde crise générale prend le dessus sur l'ensemble des phénomènes ; rien ne lui échappe et elle confère des propriétés nouvelles aux protestations. On ne peut rien analyser sans saisir cela. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- La seconde crise générale du capitalisme (page 3)
- Quelques données éparpillées sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 (page 7)
- La crise générale du capitalisme et le versant de la civilisation (page 12)
- Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit (page 14)
- Karl Marx et la crise de surproduction (page 21)
- Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises (page 36)
- L'erreur d'Eugen Varga (page 40)
- L'erreur de Paul Boccara (page 47)
- A propos de la crise capitaliste en cours (page 55)

MAI 2020

1

Retrouvez « Crise » sur les sites

materialisme-dialectique.com

et

vivelemaoisme.org

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

- L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique : « eurasiisme » (page 3)
- L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine (page 12)
- Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie (page 16)
- La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la guerre et la résistance-offensive démocratique-populaire (page 20)
- 1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes (page 25)
- 1935 - Les tâches de l'EC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes (page 34)
- 1914 - Lénine : De la Troisième Internationale des Grands-Russes (page 35)
- Tarsus Chetchenko - L'Hérétique (Jean Huo) (page 38)
- L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romanté (page 40)
- La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale (page 43)

Avril 2021

12

La zone géopolitique

Europe – Méditerranée – Moyen-Orient

La zone géopolitique Europe – Méditerranée – Moyen-Orient fait partie d'un document de procès fourni en 1992 à la Xe chambre correctionnel du tribunal de Paris par les militantes des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant *Simonetta Giorgeri et Carla Vendetti*, ainsi que les militants révolutionnaires *Nicola Bortone et Gino Giunti*.

L'analyse effectuée ici montre une capacité d'évaluation des rapports dans la perspective de calibrer les positionnements, mais tend à la « géopolitique » en raison du manque d'orientation par rapport au caractère particulier de la situation du mode de production capitaliste alors.

En même temps que le processus de cohésion européenne, une autre ligne directrice des interventions impérialistes existe – sur les plans politique, diplomatique et militaire – à savoir celle visant à la » normalisation » de la région méditerranéenne / moyenne-orientale.

Pour comprendre les conséquences de ce plan, il est nécessaire de bien situer notre zone géopolitique et les dynamiques qui la concernent.

Pour des raisons historiques, économiques et politico-géographiques, dans notre zone géopolitique – définie par les brigades rouges comme » européenne – méditerranéenne – moyenne-orientale » – se croisent et convergent tous les plans de contradiction fondamentaux typiques de cette époque historique :

la contradiction principale prolétariat/bourgeoisie par rapport à l'Europe occidentale ;

la contradiction est/ouest, dominante dans les relations internationales et qui, dans cette zone, a son flanc le plus sensible car il s'agit d'une » zone frontière » sur laquelle font pression les interventions politico-militaires impérialistes visant à la redéfinition des équilibres d'après-guerre ;

et, finalement, la contradiction nord/sud qui définit la nature des relations établies par l'impérialisme avec la périphérie du système, et qui dans cette partie du monde est caractérisée par l'existence d'un contact direct entre les pays dépendants et, notamment, l'Europe occidentale.

Raison pour laquelle la bande méditerranéenne – moyenne-orientale est pour l'Europe une zone d'influence « naturelle » sur laquelle elle a toujours essayé de mettre la main, en nourrissant par là les conflits et les poussées centrifuges qui s'échappent de la dictée économique et politique capitaliste.

En conséquence la zone en question, catalyseur des mouvements de contradictions, se présente comme un ensemble organique où il y a interaction

entre chaque intervention menée sur un plan de contradiction et les autres plans, en entraînant les dynamiques qui s'y produisent.

Par rapport à l'activité révolutionnaire dans le centre, cela implique que l'affaiblissement et la réduction du pouvoir impérialiste, qui sont nécessaires au développement des ruptures révolutionnaires, doivent être poursuivis en se référant à cette zone géopolitique toute entière, et aux politiques de l'impérialisme qui s'y caractérisent comme étant dominantes (dans une conjoncture internationale donnée) dans l'ensemble de la stratégie impérialiste.

En même temps, et en conséquence, se dessinent avec clarté les termes concrets de l'internationalisme prolétarien dans la phase historique actuelle, c'est-à-dire les caractères et les lignes directrices d'une politique d'alliance finalisée au développement des processus révolutionnaires dans chaque État.

En particulier, la région méditerranéenne – moyenne-orientale présente des spécificités à caractère historique et politico-géographique qui, depuis plus de 40 années, font d'elle la « zone de crise maximale du monde », par rapport aux autres zones de crise existant dans la périphérie – des zones où la présence-pénétration économique impérialiste est le vecteur premier des conflits et de l'instabilité qui amorce les contradictions et nourrit les luttes pour l'autodétermination nationale et les processus révolutionnaires de libération.

Comme facteur fondamental qui la caractérise spécifiquement, il faut mettre en évidence tout d'abord que cette région, située géographiquement comme frontière entre les deux blocs, n'a pas fait l'objet d'une redéfinition dans les accords de Yalta après le deuxième conflit mondial (contrairement par exemple à l'Europe), et ceci pour des raisons historiques et politiques, surtout à cause des mouvements de décolonisation et d'émancipation nationale en cours ; raison pour laquelle la ligne de démarcation entre l'est et l'ouest dans cette zone s'est tout de suite caractérisée comme très instable et fluide.

D'autre part, toujours en raison de sa position géographique qui en fait le point de rencontre entre trois continents, la région méditerranéenne – moyenne-orientale revêt un caractère stratégique également par rapport aux routes et aux passages qui la sillonnent, et en assumer le contrôle a une valeur particulière pour l'impérialisme.

Finalement, la présence de sources énergétiques a également un poids dans la définition de sa spécificité, et donc de l'exigence qu'a l'impérialisme de l'engloutir et de la stabiliser sous son influence directe.

D'autre part, cette zone est elle-même une source d'instabilité profonde, de conflits et de poussées révolutionnaires qui se nourrissent le long de la ligne directrice de contradiction nord/sud.

Les rapports capitalistes ont pénétré depuis longtemps la région, en instaurant les liens de dépendance typiques, finalisés au développement inégal de l'impérialisme, en refusant à ces peuples toute possibilité de réussite économique et d'autonomie politique.

La subordination aux technologies des centres impérialistes et l'échange inégal des matières premières sont les bases de ces rapports ; l'endettement et la soumission aux lois du marché capitaliste se sont substitués aux protectorats de l'époque coloniale, en étouffant l'économie de la région par le chaud et le froid des prêts et des ouvertures-fermetures des marchés, pilotés ad hoc dans des buts également politiques – à savoir pour « ramener à la raison » les pays de la zone qui refusent de se plier à la logique de l'impérialisme, ou qui essaient d'en sortir.

Ici aussi, comme dans tous les pays dépendants de la périphérie, si le colonialisme trouvait sa raison d'être essentiellement dans le vol des matières premières et des ressources, l'impérialisme de son côté impose sa domination par le privilège et le monopole de l'exploitation industrielle, au niveau de développement inégal nécessaire à ce stade économique.

Ce cadre de relations typiques du rapport nord/sud, développement/sous-développement, n'est toutefois pas escompté ni pacifique dans cette région, puisqu'il se heurte depuis toujours à la forte résistance du peuple arabe.

Même si l'on considère seulement les quarante dernières années de l'histoire de cette région tourmentée (qui toutefois est depuis longtemps soumise à des divisions arbitraires visant à en favoriser le contrôle, et partagée d'une manière qui varie suivant les différentes phases, équilibres et alliances internationales, entre les USA, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, etc.), les divers protectorats et rois-fantoches, instaurés après la seconde guerre mondiale par la France, les USA et la Grande-Bretagne, se sont révélés incapables de garantir le contrôle stable de cette région pour les intérêts stratégiques des pays impérialistes, étant donné la poussée des révoltes et des révolutions à caractère national et/ou islamique : de la Libye à l'Algérie, de l'Irak au Liban, de l'Iran à l'Égypte, de la Syrie au peuple palestinien..., le refus des masses arabes de se soumettre à la dictée de l'ordre économique, politique et militaire impérialiste saute aux yeux, ainsi que le caractère hautement dynamique de ses équilibres, alliances et rapports de force.

Le seul véritable point de force pour l'impérialisme, l'avant-poste politico-militaire de ses intérêts stratégiques dans la zone, est « l'État » sioniste, « inventé » exprès en 1948 en Palestine, en entérinant par la force l'expropriation impérialiste-sioniste de la terre palestinienne.

Cet acte de force est seulement le premier d'une longue série de coups de force, de pressions, d'interventions de toute sorte et à tous les niveaux, visant à élargir et à stabiliser la présence et l'influence de l'impérialisme.

En quarante ans de tentatives de pénétration et de stabilisation, l'ordre impérialiste s'est sans cesse et inévitablement heurté aux poussées de signes contraires, aux mouvements et aux processus révolutionnaires irréductiblement anti-impérialistes animés par la légitime aspiration à l'auto-détermination nationale.

Première parmi toutes se place la lutte du peuple palestinien, une véritable guerre populaire de libération nationale qui – à côté de la révolution algérienne et du

mouvement nassérien notamment – a donné de la substance à la qualité du patrimoine politique et révolutionnaire qui est dans son ensemble propre aux masses arabes.

Une reconnaissance due à son activité incessante contre l'invasion impérialiste-sioniste (activité de masse et d'avant-garde combattante).

Des années d'expérience, de lutte et de combat, de résistance, de guerre et de révolution, ont enraciné une forte conscience anti-impérialiste, du fait de la confrontation continue et constante avec la stratégie de l'impérialisme qui, dans cette région, prend obligatoirement une marque contre-révolutionnaire claire et explicite.

La contre-révolution impérialiste est ici déployée afin de contenir les conflits et de « normaliser » la région, en œuvrant parallèlement pour empêcher la réalisation de l'unité du peuple arabe (dans les formes et les modalités qui lui sont propres) par des interventions déstabilisantes contre les pays arabes qui s'opposent aux projets impérialistes.

Ces contradictions typiques du rapport nord/sud, exacerbées dans cette région à cause de ses spécificités, s'entrecroisent avec le plan de contradiction est/ouest, dominant les relations internationales, et subissent son influence d'une manière particulière.

Le poids des équilibres politiques et de force entre les deux blocs est ici directement proportionnel au caractère stratégique de la région, et la redéfinition, du côté impérialiste, de ces équilibres, passe aussi par la stabilisation de l'ordre qu'il impose dans la zone et par la « normisation » des conflits qui s'y produisent.

C'est-à-dire que les interventions impérialistes dans cette région visent surtout à établir des positions de force en faveur des intérêts stratégiques politico-militaires de l'impérialisme ; la stabilisation et la réorganisation des rapports de dépendance des pays du Maghreb et du Moyen-orient sont dirigées dans le but de modifier à l'avantage de l'impérialisme les rapports de force internationaux, non seulement sur la ligne directrice nord/sud, mais surtout dans le cadre du bipolarisme.

Les temps et les modalités de ces interventions sont donc rythmés et influencés par des facteurs objectifs et subjectifs: par l'approfondissement de la crise économique qui est à la base de la progression de la tendance à la guerre et donc de l'exigence d'une réorganisation mondiale de la division du travail et des marchés; ainsi que par l'évolution du cadre historique, politique et militaire sorti de la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire par les modifications dans les équilibres est/ouest.

Dans ce contexte, il est possible de lire les diverses formes de l'intervention impérialiste et de les situer dans l'ensemble de sa stratégie.

Une intervention globale qui a vu, au cours de la deuxième moitié des années 80, succéder aux coups de force militaires US une intense activité politico-diplomatique, spécifiquement européenne et facilitée par ses plus grandes marges de manœuvre dans la mise en œuvre des opérations de « rapiécage » des

déchirures engendrées par la « politique des cannoniers » ; en poursuivant ainsi, par des étapes successives et dans un processus non linéaire, l'objectif qui est de modifier les positions des pays arabes dans un sens pro-occidental.

Parallèlement à ces opérations de division – cooptation des États de la région (et aussi en s'appuyant sur les résultats obtenus par des pressions et des coups de force sur ce terrain) se multipliaient les tentatives politico-diplomatiques pour résoudre la « question palestinienne », avec d'une part la tentative de rompre la cohésion du peuple palestinien, de façon à isoler et affaiblir ses positions les plus radicalement anti-impérialistes et antisionistes, et visant ainsi à aboutir à une solution adaptée et utile aux intérêts de l'impérialisme (autonomie administrative des territoires) ; d'autre part la pression militaire de l'activité sioniste en Cisjordanie et à Gaza, le terrorisme sioniste pratiqué sur une grande échelle contre un peuple tout entier (et non seulement dans les territoires occupés mais aussi dans le Sud du Liban) était le contrepoids aux manœuvres politico-diplomatiques, montrant l'évidence qu'il n'existe pas pour l'impérialisme de solution qui ne se traduise pas de fait par le renforcement du poids politico-militaire de l'impérialisme dans la zone.

Mais, à la fin des années 80, il était déjà clair que les plans américano-sionistes avaient encore une fois lamentablement coulé, se heurtant au refus, du peuple palestinien en premier lieu, de se résigner à la présence et au diktat impérialiste.

La résistance et le caractère indomptablement révolutionnaire de ce peuple ont mené à l'impasse les perspectives d'une « normalisation pacifique » et capitulaire du conflit.

En conséquence, pour le moment la tentative de faire jouer à l'entité sioniste un rôle autre qu'essentiellement militaire a également échoué, un rôle qui la placerait au centre d'un cadre de relations intégrées (en termes économiques et de sécurité) ; le premier but de cette tentative était de réussir à gouverner les contradictions dans un plan de médiation politique, interne et international, où les « règles du jeu démocratique » s'avèrent être dominantes.

En effet, la fonction qui a toujours été celle de l'entité sioniste, à savoir celle de « gendarme » et d'avant-poste politico-militaire de l'impérialisme dans la région, même s'il serait réducteur de la considérer uniquement ainsi, imprègne toutefois, en substance, toute son activité (étant donné le cadre de conflictualité susdit et à partir de ses caractères), cette fonction étant malgré tout l'aspect central qui donne un sens à son existence dans la phase actuelle (et vu la façon suivant laquelle les relations avec les peuples et les pays de la zone se sont développées jusqu'à aujourd'hui).

Cela apparaît en analysant l'exploitation intensive des territoires occupés, menée dans le plus pur style de l'apartheid, ou en remarquant le degré de spécialisation atteint par cet « Etat » dans le domaine de la contre-guérilla, un domaine où le savoir-faire sioniste, en plus de démontrer son « efficacité » parfois plus importante que celle déjà des corps de contre-guérilla européens (avec par exemple le raid sioniste d'Entebbe), est aussi exporté pour le soutien des régimes au prise avec la guérilla ; ou encore en constatant quel contrôle attentif il exerce

sur les limites imposées au développement technologique et militaire des pays de la zone (par exemple le bombardement de la centrale nucléaire irakienne).

Ce ne sont pas des nouveautés, pas plus que ne l'est leur surarmement auquel les USA contribuent de bon gré par le flux incessant d'armements, de financements et de « prêts » à fonds perdus pour soutenir l'économie de guerre sioniste et l'expropriation coloniale des territoires occupés ; ou le fait qu'il est le seul « pays » de la zone qui possède la bombe atomique ; ou le fait qu'il a participé et participe aux recherches technologiquement plus avancées concernant le camp militaire (bien qu'il soit « officiellement » considéré comme un « pays du tiers-monde »).

Cependant, malgré les efforts des différentes diplomaties et l'acharnement sioniste dans l'anéantissement de l'Intifada, non seulement il n'a pas été possible de concrétiser un plan de « médiation » politico-diplomatique ne tenant pas compte des questions posées par la lutte du peuple palestinien, mais la capacité même de maîtrise de « l'État » sioniste commençait à se détériorer et à paraître inapte à contrôler le conflit et ses conséquences.

D'un côté la prolongation et l'approfondissement d'une situation chargée de tensions se révélait être un facteur susceptible de remettre en question également les positions de ceux, parmi les pays arabes, qui étaient déjà alignés en sens pro-occidental – et cette réévaluation des alliances était également due aux poussées « d'en-bas », caractérisées ou pas comme étant islamiques (l'approfondissement du facteur islamique n'est qu'un aspect apparent de cette situation, dans la mesure où ce facteur assume de fait la fonction de « ciment » politique des masses arabes, dans le sens de l'imposition de leur propre autonomie vis-à-vis des visées occidentales, et donc à caractère anti-impérialiste).

De l'autre côté et parallèlement, le refus exprimé par l'Irak de subir passivement les pressions et les impositions typiques des relations développement/sous-développement, rendait encore plus urgente pour l'impérialisme une intervention dans la région, afin de réaffirmer et de renforcer son propre poids économique, politique et militaire (...).

D'autre part, l'aggravation de la crise économique, qui serre la chaîne impérialiste, accélère le mûrissement des étapes dans la tendance à la guerre et nourrit, entre autres, l'agressivité et l'interventionnisme belliciste de l'impérialisme, des USA en premier lieu, dans toutes les zones périphériques, pour un réaménagement des équilibres politiques et des zones d'influence (...).

En résumé, les effets de l'agression impérialiste au Moyen-Orient dépassent les raisons historiques, économiques, politiques et militaires spécifiques de la région, et ils s'entrecroisent indissolublement aux événements et aux processus économiques et politiques de la chaîne impérialiste, qui placent l'Europe au centre de la redéfinition des équilibres politiques jaillis des accords de Yalta. L'offensive militaire dans le Golfe est, au fond, la conséquence des déséquilibres de l'économie capitaliste : en tant que telle elle est un autre pas en avant de la tendance à la guerre (...). ■

La seconde crise générale est d'une substance différente de celle de la crise financière de 2008

La crise de 2008 a été importante pour le capitalisme, mais elle n'est nullement comparable à celle de 2020. Si elle est une obsession pour les pseudos-marxistes, c'est en raison de sa nature financière. Pour la petite-bourgeoisie, en effet, le capitalisme moderne consiste en le capitalisme financier et en le capitalisme financier seulement. Alors que Lénine parle pour définir l'impérialisme de fusion du capital industriel et du capital bancaire, la petite-bourgeoisie est obsédée par le « grand capital » l'empêchant de devenir bourgeoise, un « grand capital » assimilé aux banques, à l'argent.

La petite-bourgeoise est en fait incapable d'aborder la question de la production, en raison de sa négation du prolétariat ; coincée entre prolétariat et bourgeoisie, elle déforme la réalité pour s'imaginer exister (alors qu'elle n'est pas une classe). Voici un exemple tout à fait représentatif, tiré de la « cause du peuple », un média d'escrocs passant son temps à paraphraser (de manière erronée) le PCF(mlm) tout en le dénigrant totalement. C'est l'exemple même d'une déformation petite-bourgeois, d'une tentative contre-révolutionnaire de saboter la science matérialiste dialectique.

On lit de la part de ces gens :

« La nature de l'impérialisme n'a pas changé en 2021. Mais depuis les années 1980, il s'est déroulée une accélération de la décomposition de l'impérialisme. Celui-ci est entré dans une crise générale, et tous ses aspects sont devenus, pour ainsi dire, enflés comme des boutons d'acné.

Nous voyons le chômage massif, la pauvreté qui subsiste dans tous les pays, la lutte contre la montée des prix, la crise du logement, la défense acharnée des marchés, les crises bancaires, financières,

politiques, sociales, environnementales... (...) Depuis, ce capitalisme financier a approfondi sa domination. Tout d'abord, il faut comprendre le rôle de la finance. Elle était déjà importante avant 1980, mais elle a pris une place majeure (...).

Le capitalisme financier contemporain est tout simplement un autre nom pour l'impérialisme en crise. C'est le monde dans lequel nous vivons. »

Le capitalisme financier serait ici au pouvoir depuis les années 1980 et le capitalisme en crise depuis cette période. Or, n'importe qui voit que la chute du bloc de l'Est ouvre une période de capitalisme florissant, avec une série de révolutions techniques se généralisant (internet, ordinateurs portables, smartphones, livraisons rapides, viande systématisée, jeux vidéo, cinéma...), alors que la Chine est devenue l'usine du monde.

Comment ne pas voir le formidable développement productif du capitalisme depuis 1989 ? Et c'est vrai à l'échelle mondiale, alors le niveau de vie des masses mondiales s'est considérablement élevé par ailleurs. D'où le phénomène migratoire, massif et concernant les zones arriérées, où une population masculine (ou éduquée) fuit son propre pays afin de profiter du développement capitaliste.

Le mode de vie capitaliste a d'ailleurs considérablement évolué, étant bien plus ancré dans la vie quotidienne des gens, accentuant encore plus le 24 heures sur 24 du capitalisme dans les métropoles impérialistes. De la montre connectée au McDonald en passant par les réseaux sociaux et les séries, la PMA et Tinder... Le capitalisme a conquis encore plus d'espaces

dans la vie des gens.

C'est donc un bien étrange impérialisme en décomposition qu'un tel capitalisme se développant à travers tous les pores de la société !

Cela, la petite-bourgeoisie ne peut pas le voir, elle ne peut pas le voir, car elle critique la bourgeoisie, y compris de manière « marxiste », uniquement pour lui faire concurrence et devenir elle-même bourgeoisie. C'est là que la crise de 2008 a une fonction idéologique pour elle.

En quoi consiste la crise de 2008 ? Pourquoi fascine-t-elle tant la petite-bourgeoisie ?

En fait, l'ensemble du secteur financier américain a été dérégulé à partir des années 1980. Or, il y a également une paupérisation générale des masses américaines. Si l'on prend les 50 % d'Américains les plus pauvres, leur salaire annuel moyen est de 16 000 dollars par en en 1982, 17 000 dollars en 2000 (et 16 500 en 2014). Inversement d'ailleurs, les 1 % les plus riches gagnaient annuellement 440 000 dollars en 1982, 1,1 million de dollars en 2000 (et 1,3 million en 2014).

Il y a ainsi eu une contradiction se posant entre des masses pauvres empruntant et un marché financier dérégulé. Pour faire simple, il y a eu des prêts massifs, sans vérification de la solvabilité des emprunteurs, voire même avec des falsifications effectuées par les banques dans de fous espoirs de spéculation. Des entreprises financières comme Long Beach, Ameriquist, Countrywide, Fremont, Ninja loans, New Century... se sont lancées à l'aventure ; si l'on prend cette dernière, New Century, 40 % des prêts ne demandaient pratiquement rien voire rien comme informations aux emprunteurs. Ninja loans prêtait à des gens sans revenus ni propriété. Les dettes des emprunteurs sont alors passées de 5 300 milliards de dollars en 2001 à 10 500 milliards de dollars en 2007.

La crise de 2008 est ainsi une crise du remboursement, ébranlant le secteur financier américain. La banque d'investissement Lehman Brothers, fondé en 1850 et la quatrième du pays, fit faillite,

la banque d'investissement Bear Stearns fondé en 1923 fut racheté par JPMorgan Chase, l'État américain intervint pour sauver American International Group, etc.

L'impact fut significatif dans d'autres pays, évidemment. Le Royaume-Uni dut nationaliser Northern Rock, Bradford & Bingley, la Royal Bank of Scotland, etc., alors que l'Allemagne mit en place une institution de soutien aux banques, comme la France par ailleurs (la Société de financement de l'économie française).

Les pays du G7, avec les décisions du 10 octobre 2008 à Washington, décidèrent également d'une remise à plat pour aider les banques. Il y a d'abord la suspension de certaines normes comptables internationales des banques. Il y a ensuite l'intervention des États pour aider aux financements des banques, voire un apport direct auprès de celles-ci, ou même une aide à leur reprise en raison de leurs faillites.

Comme on le voit, ce dont on parle, ce sont des banques. La crise de 2008, c'est une crise bancaire, pas une crise concernant le mode de production capitaliste à tous les niveaux. Cette crise est ainsi une remise à plat, une crise d'un aspect du capitalisme, d'un aspect seulement.

Mais cet aspect est tout ce que voit la petite-bourgeoisie. On a en effet d'un côté les banques, de l'autre l'État. Ce sont deux formes que la petite-bourgeoisie déteste. La petite-bourgeoisie considère que les banques l'empêchent de devenir bourgeoise. Et de par son individualisme, elle méprise l'État, qui n'est pas « son » État, alors que de toutes façons elle n'est pas une classe de toutes façons. La petite-bourgeoisie charrie en fait les préjugés propres à une société capitaliste pacifiée, avec l'individualisme prédominant, le carriérisme individuel, l'opportunisme dans tous les domaines, etc. Elle s'allie pour cette raison aisément avec la bourgeoisie moderniste, qui porteuse de nouvelles initiatives capitalistes, fait vaciller la bourgeoisie traditionnelle, offrant de ce fait de nouvelles opportunités.

Notons d'ailleurs que l'ensemble de l'actualité de la crise de 2008 a d'autant

plus interpellé la petite-bourgeoisie que tout tournait de manière ininterrompue entre les banques et l'État (que ce soit au niveau gouvernemental ou celui de la Banque centrale).

Mais donc, en quoi la crise de 2008 est-elle censée réellement ébranler le capitalisme ? C'est juste un aléa de parcours, car le capitalisme est par définition instable, avec des avancées et des reculs... jusqu'à la crise générale où là l'ensemble des aspects sont touchés. Et c'est là que c'est d'autant plus

significatif. En fait, mettre en avant la crise de 2008 a clairement une fonction idéologique, celle de nier la seconde crise générale du capitalisme.

Si on dit que tous les problèmes du capitalisme passent par la crise de 2008, alors on dit que le capitalisme ce sont les banques et leur soutien par l'État. On réduit le capitalisme à une question faisant la petite-bourgeoisie l'alpha et l'oméga de la critique du capitalisme. Et c'est une erreur fondamentale. ■

« La situation d'exploitation des masses dans les métropoles n'est plus couvert par seulement le concept de Marx de travailleur salarié, dont on tire la plus-value dans la production.

Le fait est que l'exploitation dans le domaine de la production a pris une forme jamais atteinte de charge physique, un degré jamais atteint de charge psychique, avec l'éparpillement plus avancé du travail s'est produite et développée une terrifiante augmentation de l'intensité du travail.

Le fait est qu'à partir de cela, la mise en place des huit heures de travail quotidiennes – le présumé pour l'augmentation de l'intensité du travail – le système s'est rendu maître de l'ensemble du temps libre des gens.

À leur exploitation physique dans l'entreprise s'est ajoutée l'exploitation de leurs sentiments et de leurs pensées, de leurs souhaits et de leurs utopies – au despotisme des capitalistes dans l'entreprise s'est ajouté le despotisme des capitalistes dans tous les domaines de la vie, par la consommation de masse et les médias de masse.

Avec la mise en place de la journée de huit heures, les 24 heures journalières de la domination du système sur les travailleurs a commencé sa marche victorieuse – avec l'établissement d'une capacité d'achats de masse et la « pointe des revenus », le système a commencé sa marche victorieuse sur les plans, les besoins, les alternatives, la fantaisie, la spontanéité, bref : de tout l'être humain !

Le système a réussi à faire en sorte que dans les métropoles, les masses sont tellement plongées dans leur propre saleté, qu'elles semblent avoir dans une large mesure perdu le sentiment de leur situation comme exploitées et opprimées.

Cela, de telle manière qu'elles prennent en compte, acceptant cela tacitement, tout crime du système, pour la voiture, quelques fringues, une assurance-vie et un crédit immobilier, qu'elles ne peuvent pratiquement rien se représenter et souhaiter d'autre qu'une voiture, un voyage de vacances, une baignoire carrelée.

Il se conclut de cela cependant que le sujet révolutionnaire est quiconque se libère de ces encadrements et qui refuse de participer aux crimes du système.

Que quiconque trouve son identité dans la lutte de libération des peuples du tiers-monde, quiconque refuse de participer, quiconque ne participe plus, est un sujet révolutionnaire – un camarade. »

Fraction Armée Rouge, 1972

L'orientalisme de la bourgeoisie française prend prétexte de l'Arménie pour justifier la guerre

Les députés du Cercle d'Amitié France-Artsakh, (le nom nationaliste du Karabagh arménien), en particulier Guy Tessier et Valérie Boyer, ont publié le 15 mai une tribune belliciste appelant à une mobilisation contre la Turquie, selon une perspective atlantiste habillée dans une rhétorique romantique chrétienne se référant aux Croisades et à la lutte contre l'islam.

«Face à l'inaction européenne en Arménie, reconstruisons notre politique de sécurité»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Après la guerre ayant opposé l'Arménie et l'Azerbaïdjan, une délégation parlementaire française qui s'est rendue sur place alerte sur les nouvelles menaces qui pèsent sur l'Europe, et sur la nécessité de repenser les politiques de sécurité française et européenne en conséquence.

D'Arménie, nous revenons dévastés. Du 24 au 29 avril, notre délégation du Cercle d'Amitié France-Artsakh s'est rendue au pays du mont Ararat et dans la petite république voisine du Haut-Karabagh afin de témoigner de l'amitié de la France à une nation durement éprouvée par une guerre perdue ; perdue face à des forces incomparablement supérieures, des forces infiniment hostiles et sous l'œil impavide d'un Occident aussi divertie par le grand spectacle des élections américaines qu'il était claquemuré par les peurs archaïques que suscite l'épidémie de Covid-19.

En Europe, les progrès démiurgiques de la médecine avaient – croyait-on – évacué une mort désormais perçue comme scandaleuse et insensée. En Arménie, nous avons vu que la mort garde un sens, celui du sacrifice, celui de la défense des siens, celui de la Nation.

Oui, nous avons vu les tombes encore fraîches du cimetière militaire de Yerablour, les mères et les sœurs éplorées, les pères fous de douleur, les inconsolables épouses et les veuves blanches, recueillis ou hébétés sur les milliers de sépultures de gamins de vingt ans.

Oui nous avons vu les cohortes de réfugiés hâves et démunis qui se pressent aux frontières de leurs terres désormais occupées par la dictature d'Azerbaïdjan.

Oui nous avons vu les checkpoints tenus par des conscrits russes bienveillants au cœur d'un Artsakh désormais amputé de sa partie méridionale et de Chouchi, sa capitale culturelle.

Oui nous avons vu à moins de vingt mètres de la ligne de démarcation les visages féroces, radicalement étrangers et hostiles et pourtant indiscutablement humains des soldats azerbaïdjanais ; Oui nous avons vu à moins de cinq cents mètres la cathédrale emblématique de Chouchi en passe d'être défigurée et désarménisée comme a été rasée il y a peu l'église du narthex vert (Ganatch Jam) qui n'existe déjà plus. Oui nous comprenons désormais le sens des paroles du précédent Catholicos – l'autorité suprême

de l'Église autocéphale arménienne – lorsqu'il affirmait que *«les Occidentaux connaissent le Christ mais non plus la crucifixion»*.

Avec les Arméniens, nous avons redécouvert ce qu'être crucifié veut dire..

Le Karabagh est notre Guernica

Au-delà de l'émotion, il est une erreur qui nous serait funeste : celle qui consisterait à considérer que ce massacre ne nous concerne guère ; qu'il s'agit d'un de ces incompréhensibles conflits ethniques que le sens de l'histoire aura tôt fait de reléguer au rang des horreurs du passé.

Non ! Cette agression aux accents exterminateurs commise par l'Azerbaïdjan à l'encontre des Arméniens d'Artsakh n'est en aucun cas un conflit local.

Non ! Nous ne pouvons pas ne pas convoquer ni les discours profondément racistes du dictateur azerbaïdjanais Ilham Aliiev, promettant de *«chasser les Arméniens comme des chiens»*, ni leur traduction en acte qu'est le *«musée de l'horreur»* inauguré à Bakou et déshumanisant encore plus ces Arméniens aux yeux d'une population déjà endoctrinée à la haine.

Cela nous rappelle par trop l'exposition de propagande antisémite du *«Juif éternel»* organisée en 1937 par les nazis comme, par ailleurs, cette guerre fait ressurgir le sinistre spectre du génocide arménien de 1915.

Du reste, si les Arméniens ont bien perdu cette guerre, ce n'est pas tant le maître de Bakou qui l'a gagnée que la Turquie sa suzeraine, ses supplétifs djihadistes et ses drones bayraktar. Pour Erdogan, le président turc, le Karabagh n'a été qu'un galop d'essai. Nous devons quant à nous le prendre pour ce qu'il est, au sens militaire comme au sens politique : notre Guernica.

Au sens militaire tout d'abord, où le Karabagh s'est avéré un fantastique terrain d'expérimentation pour les drones turcs comme la guerre civile espagnole l'avait été pour les stukas de la légion Condor.

Ces drones ont fait preuve d'une redoutable efficacité et s'exportent désormais tout autour d'une Union européenne qui reste scandaleusement dépourvue de production domestique en la matière. Au sens politique surtout, où nous voyons une Turquie encouragée par ses succès militaires et encore plus par l'indolence et la pusillanimité européennes, s'enhardir en Syrie, en Libye, à Chypre, en Ukraine, au Caucase encore et accroître délibérément l'arc de crises qui enserme l'Europe. Avons-nous encore la force et la capacité de résister ?

Il faudrait être bien naïf pour croire que la dissolution des Loups-Gris en France – courageuse mais en pratique formelle et sans effet – ou le recul tactique du Milli Görüs à Strasbourg empêchent Erdogan d'avancer ses pions ; à l'heure où les Balkans sont d'ores et déjà une zone d'influence turque ; à l'heure où de nombreux élus européens, et même des États réputés puissants comme l'Allemagne, sont paralysés face à la Turquie en raison de la présence sur notre sol d'une considérable diaspora turque très majoritairement acquise à la cause du Sultan et dont de trop nombreux membres se

comportent de fait comme de dévoués soldats.

Pour un aggiornamento de la politique européenne de sécurité

Dans ce contexte, la France et l'Europe doivent prendre leurs responsabilités, c'est-à-dire faire leur aggiornamento. Nous continuons de vivre dans une représentation politique du monde depuis longtemps révolue. Au regard de la recrudescence des menaces, ce n'est pas une erreur, c'est une faute. Le Président de la République l'a parfaitement compris, qui a choqué l'État profond, ses Gamelin et ses zéloteurs de lignes Maginot – en évoquant la mort cérébrale de l'OTAN.

L'architecture de sécurité européenne est entièrement fondée sur une menace soviétique désormais disparue et sur l'existence d'un Pacte de Varsovie renvoyé aux poubelles de l'Histoire. Au Karabagh, la France, les États-Unis et la Russie étaient censés aider l'Arménie et l'Azerbaïdjan à résoudre le conflit dans le cadre de l'OSCE, une organisation elle aussi née des accords d'Helsinki et de la guerre froide.

Le précaire cessez-le-feu arraché le 10 novembre par la seule Russie, les arrangements subséquents entre Moscou et Ankara et l'éviction de fait de l'Occident achèvent de démontrer l'obsolescence des paradigmes qui fondent notre politique étrangère et de sécurité, et accessoirement des structures qui devaient la conduire.

Nous devons mettre en œuvre cet aggiornamento pour l'Arménie qui, prise en étau entre des ennemis mortels et un allié acculé, ne mérite pas d'être de surcroît accablée d'amitiés dangereuses. Si les démonstrations verbales de la France ne sont pas accompagnées d'une réelle action politique et militaire, elles ne feront qu'accroître le ressentiment haineux de la Turquie et de l'Azerbaïdjan.

Cette contribution française au renforcement de la sécurité de l'Arménie correspondrait aussi – nous en avons la conviction – à la volonté de la France exprimée au plus haut niveau par le Président de la République, et rappelée en Arménie même ces derniers jours par Gérard Larcher le Président du Sénat pour qui *«l'Arménie n'est pas un dossier mais un devoir»*.

Enfin, nous devons cet aggiornamento surtout à nous-même, c'est-à-dire pour la sécurité future de nos propres concitoyens. Le Sud-Caucase, mais aussi la Syrie ou l'Ukraine, peuvent et doivent devenir le lieu de la reconstruction d'une nouvelle architecture de sécurité conjointe entre l'Europe et la Russie.

La Russie seule pourrait ne pas tenir longtemps sur des théâtres d'opération éloignés face aux ambitions démesurées de la Turquie ; elle ne le voudra d'ailleurs peut-être pas, confiante dans sa capacité à nouer des accords pragmatiques avec l'autocrate turc. Mais c'est bien nous qui pâtirions le plus de ces ambitions s'il advenait qu'elles se concrétisent encore plus, ce qui n'est hélas plus de l'ordre du fantasme.

Alors que nous quittons le Haut-Karabagh, un vieil Arménien nous a prophétisé *«aujourd'hui, c'est encore nous que les Turcs massacrent ; demain ce sera vous»*. Nous ne devons pas le permettre.

Signataires :

Guy Teissier, député, président du Cercle d'Amitié France-Arktash

Valérie Boyer, sénatrice, membre du Cercle d'Amitié France-Arktash

Marguerite Deprez-Audebert, députée

Xavier Breton, député

▪

Jean-Pierre Cubertaon, député, membre du Cercle d'Amitié France-Arktash

François Pupponi, député, membre du Cercle d'Amitié France-Arktash

La lecture de cette effarante tribune a de quoi révolter. Déjà, c'est une insulte pure et simple aux Arméniens. Le maquillage rhétorique est tellement grotesque que cela devrait sauter aux yeux avec évidence. Pour masquer cela, le texte s'appuie sur la tragique défaite arménienne de novembre dernier et en écho, sur les plaies du Génocide des Arméniens ottomans, pour activer les préjugés orientalistes typiques de l'éducation bourgeoise française. Notons à ce sujet que mis à part agauche.org, aucun média français n'a documenté et analysé avec profondeur le conflit du Karabagh entre Arméniens et Azéris, ce qui permet aux forces réactionnaires de penser qu'elle a une hégémonie complète sur le sujet.

Voilà donc que ces députés de Droite se mobilisent ainsi ni plus ni moins en faveur d'un réarmement massif et d'une mobilisation générale contre l'expansionisme turc, ciblé comme l'ennemi principal de la France et de l'Europe. Les Arméniens et l'Arménie ne servent ici que de prétexte à une militarisation de la France, dans le cadre d'une alliance européenne réorganisée dans l'OTAN, dont on imagine du coup que cela impliquerait l'exclusion de la Turquie, même si cette question est totalement contournée dans la tribune.

Il est expliqué avec un lyrisme forcé et pénible, que la Turquie d'Erdogan et son « vassal » d'Azerbaïdjan serait une sorte d'Empire ottoman reconstitué, ce qui n'est rien d'autre qu'une caution aux plus délirantes prétentions d'Erdogan lui-même. La situation turque elle-même est totalement laissée de côté, il est acquis pour les rédacteurs de la tribune que la Turquie est unilatéralement une ennemie, sans société civile, sans peuple, sans contradictions.

Les Arméniens quand à eux, seraient des martyrs, des champions du Christ, l'avant-garde d'une chrétienté « rempart » de l'Occident face à la Turquie barbare et ses drones, menaçant désormais d'exterminer les Européens. Cette flatterie à l'égard des pires clichés du nationalisme arménien est censée servir la soupe à la mobilisation nationaliste que propose ouvertement la tribune, en appelant cela un « nouveau paradigme ». Il s'agit de mobiliser la société française et surtout les secteurs de son appareil militaire, contre « l'État profond », c'est-à-dire sa bureaucratie civile tenue pour lâche et incapable de saisir la menace de l'islam turc à l'offensive.

Dans le contexte de l'agitation putschiste qui soulève les cadres de l'armée en ce moment, on comprend qu'il s'agit ici clairement de donner à la fois une caution et une orientation à un coup d'État militaire potentiel, tout en paralysant les masses en brandissant la menace islamiste de la Turquie.

On pourrait se demander si les rédacteurs de cette tribune ont conscience qu'il vit dans notre pays une minorité nationale turque de plusieurs centaines de milliers de personnes. Mais en fait, le plus terrible est que cela n'est pas ignoré. Le sort de cette minorité

nationale est même quasiment réglé : la composante turque ou tenue pour telle de notre peuple est identifiée très explicitement comme une cinquième colonne au service des ambitions d'Erdogan. Par contre, si les Turcs de France sont ainsi ciblés, rien n'est dit de la corruption incroyable qui alimente certains médias et entreprises en faveur de l'Azerbaïdjan.

Voilà donc en tout cas le niveau de cette tribune : un mal contre un mal. La démocratie ? Balayée ! L'amitié entre les peuples ? Balayée ! Les Turcs et les Azéris sont présentés comme « indiscutablement humains » selon la tribune. Merci pour eux a-t-on envie de dire. Une ultime lueur universaliste pourrait-on penser, mais qui n'est en fait là que pour mieux pouvoir les dénoncer comme « radicalement étrangers et hostiles », dans un élan ouvertement raciste assumé au non de la « lucidité ». On se demande en quoi ces gens vaudraient mieux que les islamistes qu'ils prétendent dénoncer.

En fait, ils ne valent très précisément pas mieux. Ils en sont exactement les vis-à-vis symétriques, l'autre face de la même pièce si on veut. À l'islamisme offensif et panturc d'Erdogan et d'Aliev, ils entendent opposer un christianisme de croisade militarisé. À la haine raciste de ces régimes, ils proposent de légitimer une haine raciste et xénophobe « lucide » et « pragmatique », prête à « faire le tri » dans la société française. L'horizon proposé consistant en une réactivation la lutte féodale romantisée jusqu'à l'absurde de la Croix et du Croissant, comme si cela serait l'actualité de notre époque.

Aux Arméniens, dont ils héroïsent outrancièrement la dramatique défaite, ils proposent encore plus de militarisation, encore plus d'embrigadement, encore plus de « sécurité » militaire. C'est-à-dire, augmenter encore l'occupation étrangère de l'Arménie et sa dépendance, fermer encore davantage ses frontières, dépenser encore davantage ses ressources pour équiper et moderniser son armée, mobiliser encore davantage sa jeunesse dans l'armée. Cela dans une logique de fanatisme jusqu'au-boutiste délirante, qui serait une allégorie de la « crucifixion du Christ » selon les paroles possédées du Catholikos de l'Église arménienne, mises ici en avant comme devant servir d'exemple méditatif pour la société française.

Les gens qui écrivent cela ont voyagé en Arménie et au Karabagh disent-ils, ils se présentent comme les « amis des Arméniens ». Mais sérieusement, ont-ils compris ce que vit l'Arménie ? Ont-ils seulement saisi ce que vit le peuple arménien, et notamment sa jeunesse depuis l'effondrement de ce qui restait de l'URSS ?

La militarisation du régime politique, la fermeture des frontières, la mobilisation dans l'armée au risque de sauter sur une mine, ou d'être abattu par un sniper ou aujourd'hui un drone, c'est ce que vivent les Arméniens depuis 1991. Il n'est pas un parent d'un garçon qui approche 18 ans qui ne dort plus la nuit en pensant à la mobilisation dans l'armée, qui ne soit pas prêt à tout tenter pour échapper à la conscription, voire qui ne soit pas prêt à tout dépenser pour fuir à l'étranger. Les murs de Yerevan sont couverts de numéros à appeler pour de telles magouilles.

Les Arméniens vivent depuis 30 ans dans un climat de dépendance et de corruption étouffant. Ils vivent dans un pays ratatiné, comptant moins d'Arméniens qu'à l'étranger, un pays tourné vers un lointain passé idéalisé et fantasmé, un pays ruiné, isolé, tenu à bout de bras par la solidarité de sa diaspora et la ténacité de sa population, mais dont la seule perspective est d'attendre dans l'angoisse le prochain cataclysme. Près d'un million de personnes ont fui l'Arménie depuis ces 30 dernières années et un nombre important à même choisi de s'installer... en Turquie. Cela ces députés le réalisent-ils ?

Il n'est pas fait mention une seule fois à la vie commune et pacifique qui a rassemblé Arméniens et Turcs dans le Caucase soviétique, il n'est pas fait une seule fois mention à l'empreinte soviétique laissée sur les uns et les autres, que quiconque connaît réellement et sincèrement ces pays ne peut ignorer.

Rien que cela montre que ces personnes n'ont jamais compris ce que vivent et pensent les Arméniens. Ils se contentent de flatter les pires illusions chauvines qui ont fait sombrer l'Arménie et la conduisent toujours davantage au bord du gouffre, depuis que le nationalisme panturc s'est relevé en Azerbaïdjan dans les années 1970 et encore plus avec la catastrophique Perestroïka. Et que face à lui, les Arméniens se soient précipités dans le nationalisme séparatiste suicidaire.

Ce que ces députés ont à proposer, c'est d'aller encore plus loin dans la ligne du nationalisme le plus furieux. Il faut croire que l'Arménie n'est pas encore assez à genou. Il faut croire qu'il reste encore du sang arménien à sacrifier à ces flatteries chauvines démagogiques et réactionnaires. Il faut croire que le cimetière de Yerablur n'est pas encore assez plein des larmes des familles arméniennes. Et le pire, c'est qu'il y a des Arméniens en France pour applaudir à cela. Appelons les pour ce qu'ils sont : des traîtres à leur peuple, des obstacles à la paix, des ennemis de la démocratie. Et il faudra bien s'en souvenir.

La tribune parle du Karabagh comme d'un « Guernica » de notre époque, mais toute sa perspective est plus proche des guerres balkaniques du début du vingtième siècle qui ont précédées la Première Guerre Mondiale, s'il fallait donner une référence historique à cette analyse. Et encore, parler ici d'analyse est beaucoup dire. Même si on admettait le parallèle avec Guernica et disons la lutte antifasciste, si c'est de cela dont il est question pour ces militants de Droite, alors il faudrait brandir Georgi Dimitrov, il faudrait affirmer la Démocratie, le Front Populaire. Mais la Droite ne peut assumer cela. C'est l'armée et l'appareil industrialo-militaire qui est convoqué, sous les oripeaux des pires préjugés réactionnaires et chauvins.

Même la référence à la Russie est d'une tromperie incroyable, on parvient ici à la cibler tout en l'excusant presque, et en soulignant dans le même geste sa trahison à l'égard de la chrétienté. Une manière de rejeter les tenants d'une alliance russe en mode "eurasiatique", sans trop le dire quand même.

D'un bout à l'autre, cette tribune suit le nationalisme le plus désespérant. La seule évidence, c'est que ces députés espèrent constituer au sein de l'État bourgeois en pleine crise, une faction en faveur de l'OTAN et des États-Unis d'Amérique.

Pour qui a étudié ces derniers mois avec attention la situation dans le Caucase et dans le voisinage de la Russie, il est immanquable de voir que la bourgeoisie de notre pays s'inscrit dans l'impérialisme, hésitant encore entre la fuite en avant soudée avec l'Allemagne, en soutenant la Russie et au-delà d'elle la Chine, dont l'Azerbaïdjan est un point d'appui stratégique, ou la fuite en avant derrière les États-Unis en prenant appui et prétexte sur l'Arménie pour se confronter aux intérêts du bloc pro-chinois et pro-russe.

Dans cet étau, il n'y a pas de "camp à choisir", la place de la Gauche c'est de servir la paix, refuser le bellicisme et la militarisation en démasquant toutes les rhétoriques romantiques et réactionnaires visant à paralyser les peuples pour mieux les jeter les uns contre les autres selon la configuration de telle ou telle faction de la bourgeoisie.

Les Arméniens et les Turcs de France en particulier ont le devoir de refuser cette fuite en avant, quelle honte pour le futur sinon. La ligne défendue par la Gauche authentique est la seule possible : un front démocratique commun, une lutte déterminée et sans concession contre toutes les factions militaristes et tous les chauvinismes.

Il faut démolir la montagne de préjugés qui sépare les peuples d'Orient comme il faut démolir l'orientalisme réactionnaire français. Il faut affirmer la Démocratie et la Paix, il faut porter l'universel et tourner nos regards vers le futur. Une nouvelle étoile rouge doit se lever sur le Caucase pour rassembler et unir à nouveau les peuples ! ■

Le renforcement de l'extrême droite française se fait sur une base franquiste

Actuellement, l'extrême droite française est en termes numériques sur le même plan des cadres et des militants que l'extrême gauche (voire que la gauche).

Mais s'arrêter au seul fait numérique de la composition d'extrême droite, serait une chose erronée car si elle est composée par un nombre peu élevé de cadres et de réels militants, elle a remporté le terrain culturellement ; les masses ne font pas et ne veulent pas de politique, elles ne veulent pas, pour l'instant, de la démocratie et du pouvoir populaire. Elles veulent déléguer, voire que cela soit confié à une clique terroriste.

Sur le plan culturel, l'extrême-droite française a posé d'importants jalons ; avec l'assimilation de la culture beauf CGT-P« C »F des années 1980, qui a réussi à emporter une partie du prolétariat dans ses rangs, elle prétend s'opposer également à l'« ensauvagement » de la société, mais ne peut que prétendre à le faire, puisque dialectiquement elle est elle-même autant décadente dans ce qu'elle représente que la bourgeoisie libérale. C'est seulement sur la proposition formulée d'un retour en arrière que le fascisme français réussit à s'affirmer et cherche dans un élan mystique à entraîner les masses avec lui.

Seulement les masses y sont indifférentes, tout au mieux elles soutiennent cela de loin. En fait, elles ne s'engagent pas encore pleinement ni pour le camp terroriste du Fascisme ni pour le camp de la Démocratie Populaire, elles croient trop encore au capitalisme, persuadée que les choses n'auraient désormais plus de fin.

C'est bien ce qu'il faut comprendre par le faible succès de l'Atelier Missor, qui est un atelier de sculpture vendant des statues de Napoléon, Nietzsche et Dostoïevski créé par des jeunes activistes fascisants, qui ne connaît qu'un faible succès sur internet, et cela malgré des publicités par différents médias réactionnaires.

C'est également en ce sens qu'il faut comprendre

l'indifférence face à la vidéo de Papacito, youtubeur fasciste ayant publié une vidéo dans laquelle il démontrait comment et où tirer avec un arme sur un « gauchiste ». Cette vidéo a été choquante et aurait dû faire réagir mais tel n'a pas été le cas, ni dans un sens ni dans l'autre. La vidéo a rapidement été mise de côté dans l'opinion alors même qu'elle marque un saut qualitatif au sein du fascisme français et plus largement au sein de l'extrême-droite. Nous sommes clairement dans les années 1930, les fascistes appellent à former des « équipes » pour se protéger des gauchistes, à s'armer et à diriger des opérations contre les « hommes-soja ».

Il faut également, bien sûr, considérer dans un même sens la gifle faite au président de la République Emmanuel Macron par un activiste d'extrême-droite, dans la Drôme le 8 juin 2021.

Ce qu'il faut saisir pourtant, c'est que l'extrême-droite française n'est pas le national-socialisme à l'allemande, ce ne sont pas les larges masses qui s'enrôlent dans des organisations de type SA. Non, il s'agit d'avantage d'un fascisme passéiste, à prétention civilisationnel à la mode franquiste, avec en sous-main une organisation plus activiste ; ce ne sont que des petits groupuscules appuyant un appareil plus souple, se posant comme moins subversif et moins révolutionnaire. Un appareil se présentant comme pacifiant la vie, un appareil asséchant en fait entièrement la vie.

C'est ce qui explique que ces dernières années, il n'y a eu en France que des groupuscules d'extrême-droite sans véritable portée massive et ce malgré d'importantes tentatives comme les Nationalistes Autonomes, ou encore les identitaires. Mais avec la crise général du mode de production capitaliste, les choses changent, il y a eu un saut qualitatif, les fascistes se préparent à commettre des actions contre la Gauche qui est toujours bien et bel l'ennemi numéro 1, avec en priorité les communistes. Là est un grand danger.■

Comment le capitalisme est parti à l'assaut du sommeil

Le sommeil est un aspect essentiel de la nature, non pas simplement de l'être humain mais de la Biosphère en général. Si les animaux dorment, avec certaines espèces qui vont même jusqu'à hiberner, la Planète-terre elle-même connaît une mise en sommeil lors de la saison d'hiver.

Le sommeil, cœur de la biologie humaine

Le sommeil c'est le temps de rechargement des « données », un temps de recadrage absolument nécessaire pour permettre à l'organisme d'être en bonne santé. On sait que l'être humain est soumis à des cycles circadiens, c'est-à-dire la reproduction de cycles biologiques sur une journée de 24 heures.

Les cycles circadiens correspondent à plusieurs phases naturelles lors desquelles l'organisme se voit configurée par des processus chimiques.

Chacun connaît également le coup de fatigue d'après le repas de midi, que l'on appelle « dépression postprandiale » et dont on sait aujourd'hui qu'elle n'est pas directement liée à la digestion, mais plutôt à la nature biphasée de l'organisme humain soumis aux cycles circadiens. On sait que l'attention physique et intellectuelle est la plus développée entre 10h et 17h, puis à 21h commence la sécrétion de mélatonine, hormone au cœur du sommeil.

Au cœur de ces cycles, le sommeil est donc d'une importance capitale, tout autant d'ailleurs que la régularité des repas et la nature de l'alimentation. En fait de « sommeil », il faut plutôt parler de la nuit en tant que telle, le sommeil humain n'étant qu'une phase correspondante à cette période de la journée.



A partir de 22h, il y a une réduction de la performance psychomotrice et cognitive, avec une baisse généralisée entre minuit et 4h du matin. Ces cycles sont une expression de l'imbrication de l'être humain dans la Biosphère, dans le Cosmos, dont le rythme est reliée au soleil, circadien signifiant littéralement « proche du jour ».

Tant que le mode de production était basée sur le communauté primitive, la seule force productive étant la nature elle-même, il n'y avait pas de décalage. L'apparition de la propriété privée a engendré une contradiction, avec un rythme social-culturel prenant le pas sur le rythme naturel, développement des forces productives oblige.

Mais c'est avec le mode de production « spécifiquement » capitaliste, soit entre le XVIIIe et XIXe siècles, que le sommeil est devenu un obstacle objectif pour l'accumulation du capital.

Du point de vue du capital, le sommeil est un obstacle, de même nature qu'une forêt, une zone humide ou l'organisme naturel des animaux. Pour le capitalisme, la vie naturelle en elle-même qui est un obstacle.

Karl Marx remarquait ainsi admirablement que:

Dans sa passion aveugle et démesurée, dans sa gloutonnerie de travail extra, le capital dépasse non seulement les limites morales, mais encore la limite physiologique extrême de la journée de travail. Il usurpe le temps qu'exigent la croissance, le développement et l'entretien du corps en bonne santé.

Il vole le temps qui devrait être employé à respirer l'air libre et à jouir de la lumière du soleil. Il lésine sur le temps des repas et l'incorpore, toutes les fois qu'il le peut, au procès même de la production, de sorte que le travailleur, rabaissé au rôle de simple instrument, se voit fournir sa nourriture comme on fournit du charbon à la chaudière, de l'huile et du suif à la machine.

Il réduit le temps du sommeil, destiné à renouveler et à rafraîchir la force vitale, au minimum d'heures de lourde torpeur sans lequel l'organisme épuisé ne pourrait plus fonctionner. Bien loin que ce soit l'entretien normal de la force de travail qui serve de règle pour la limitation de la journée de travail, c'est au contraire la plus grande dépense possible par jour, si violente et si pénible qu'elle soit, qui règle la mesure du temps de répit de l'ouvrier.

Le capital ne s'inquiète point de la durée de la force de travail. Ce qui l'intéresse uniquement, c'est le maximum qui peut en être dépensé dans une journée.

Et il atteint son but en abrégant la vie du travailleur, de même qu'un agriculteur avide obtient de son sol un plus fort rendement en épuisant sa fertilité.

Le capitalisme a eu besoin de rationaliser le temps et l'espace productif, et cela dès le XVe siècle. Tant que la force de travail est une propriété meuble (esclavage) ou servile (féodalisme), la mesure du temps n'était pas requis. Avec le salariat, soit une force de travail « libre », la mesure objective du temps de travail est nécessaire, et cette mesure est dans les mains de la classe dominante qui en a fait son instrument d'exploitation.

La domination du travail abstrait comme base

Au seuil du XIXe siècle, l'essor des forces productives a permis à ce que la plus-value soit extraite du travail vivant de manière relative, relative par rapport au travail mort. Marx analyse cela autour de l'opposition entre le travail concret et le travail abstrait. C'est l'entrée dans la période de la subsumption réelle du capitalisme (voir ici l'article « Karl Marx et la critique du 24/24 du capitalisme » dans le numéro 9 de Crise).

Pour saisir cette opposition, il faut avoir en tête que la force de travail est une marchandise comme une autre, marquée donc par sa nature dialectique valeur d'usage/valeur d'échange.

Lorsqu'un travailleur vend une puissance de travail (intellectuel, manuel, nerveuse...) à un capitaliste, il vend à la fois une valeur d'usage, des tâches concrètes fondées sur une qualité

professionnelle, mais aussi une valeur d'échange, un temps quantitatif déterminé durant lequel se réalise les tâches concrètes.

Pour le capitaliste, ce qui l'intéresse c'est qu'il y ait le plus d'opérations concrètes réalisées dans un temps abstrait le plus long possible. Le temps est dit « abstrait » car il ne repose pas sur une mesure subjective, mais objective : il faut travailler 8 heures.

Pour cela, il a fallu posséder en masse des horloges, et c'est pourquoi l'industrie horlogère a été l'industrie d' « avant-garde » dans la période du capitalisme de la subsumption formelle, entre le XVI et le XVIII^e siècle. Il n'eut pas été possible au capitalisme de franchir l'étape décisive du XIX^e siècle sans l'horloge.



Mais en rester là, ce serait avoir une approche syndicale-économiste, qui n'aborde pas la question au point de vue social, c'est-à-dire en partant du mode de production capitaliste, mais se limite à une lecture du rapport individuel entre le travail et le capital.

Car il n'est pas simplement demandé à X nombre de travailleurs de travailler X temps, mais à ce que l'ensemble du travail mort soit mis en valeur en permanence, sans coup d'arrêt, le plus longtemps possible. Le capital ne doit pas connaître de « pause sociale » dans sa valorisation.



C'est dans ce cadre qu'est née l'organisation du travail en 2x8, en 3x8, voir même parfois en 4x8. Ce fut là un habile contre-coup des capitalistes face à la limitation légale du travail à partir de la fin du XIX^e siècle.

Cette base productive a également permis l'élargissement du marché à la sphère de la consommation, dans ce qui est appelé la « société de loisirs », mais aussi avec la logique de la livraison « juste à temps ».

Chaque travailleur individuel va moins travailler, mais l'exploitation du travail en général s'élargit et s'intensifie. Le prolétaire pense y gagner, lorsqu'en fait la classe y perd, car dans le capitalisme, la rationalisation objective du temps de travail s'effectue selon les besoins du capital.

Au cœur de cette « rationalisation », le capitalisme vise à briser tout ce qui peut former une « pause sociale » dans l'accumulation. Peu importe où se situent les 8h de travail dans la journée, seule la logique quantitative compte. Et forcément, la nuit, le sommeil est un obstacle de taille.

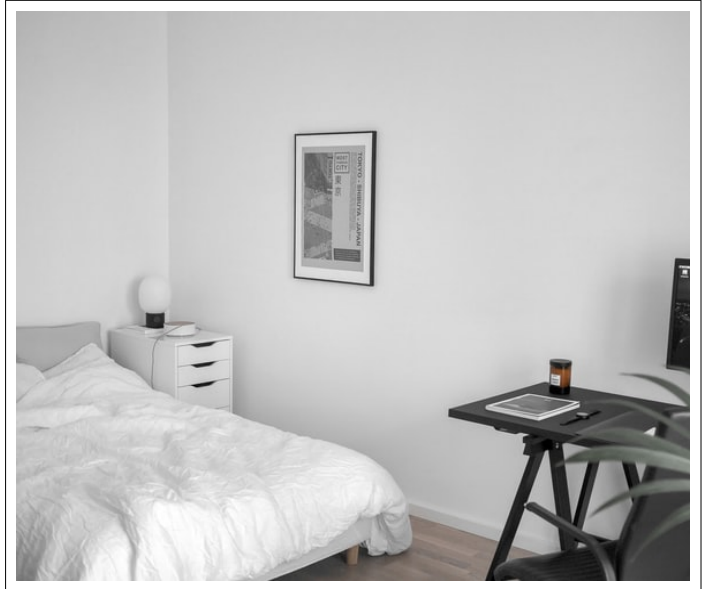
Les luttes des classes contre la rationalisation

Dès la fin XIXe siècle, la question du travail de nuit est devenu une problématique pour le mouvement ouvrier, surtout autour des boulangers. A ce titre, jamais il n'a été aboli, avec pourtant des luttes jusqu'aux années 1950, avant que cette question ne soit totalement abandonnée.

A partir des années 1920-1930, le travail de huit va pourtant devenir un élément essentiel de la rationalisation capitaliste.

Le 23 avril 1919, le gouvernement Clemenceau accorde la mise en application de journée légale de 8 heures en France. Dans les usines automobiles, à la rationalisation du taylorisme s'ajoute la rationalisation du temps de travail, avec le travail de nuit.

A la fin avril, une grève éclate dans les usines Citroën avec les « revendication immédiates : suppression du travail de nuit et des heures supplémentaires ; établissement immédiat de la journée de huit avec maintien des salaires actuels ».



Malgré cela, la plupart du temps, la revendication à propos du travail de nuit dans l'industrie s'en tient à une hausse des salaires, et non pas à une abolition stricte, témoin d'un arriération de la conscience de classe.

Cependant, en février 1919, la Conférence socialiste de Berne adopte une « charte internationale du travail » dans laquelle il est mentionnée :

« Les ouvrières ne pourront travailler la nuit. [...] Les heures de travail ne doivent pas excéder huit heures par jour et quarante-huit heures par semaine. Le travail de nuit de 8 heures du soir à 6 heures du matin sera interdit, excepté les cas rendus inévitables par des raisons techniques ou par la nature du travail lui-même. Dans les cas où le travail de nuit sera rendu nécessaire, le salaire sera majoré sur celui du jour ».

La question des femmes

Le 23 février 1919, Annette Charreau, militante socialiste de la Seine, publie une « tribune féministe » dans le journal l'Humanité à propos de la charte du Travail adoptée lors de la Conférence socialiste de Berne.

Cette tribune mérite d'être lue entièrement, car si elle comporte des éléments justes, elle contient aussi les prémisses de l'idéologie du genre :

La conférence syndicale de berne s'est occupée de la « protection » de la femme ouvrière. Nos camarades ont voté quelques bonnes choses et notamment le principe de l'égalité de

salaires.

Mais pour l'épineuse question du travail de nuit des travaux malsains, dont ils demandent, avec raison la suppression, chaque fois qu'elle est possible, pour les deux sexes mais qu'ils maintiennent dans des cas exceptionnels, pour les hommes seulement, leur solution ne s'inspire qu'en apparence des nécessités physiologiques et elle peut devenir un moyen commode d'éliminer les femmes de certaines professions bien rétribuées.

Les camarades acceptent qu'un homme de constitution délicate, comme il n'en manque pas, soit employé à ces travaux et ils les interdisent à des femmes mêmes robustes, comme il s'en trouve encore, qui les accompliraient sans plus de dommage pour leur santé qu'il n'en résulte pour un homme de force moyenne.

Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu de cette élimination *a priori* d'un sexe, par la seule décision de l'autre, pour ces professions qui doivent demeurer l'exception, un examen médical soigneux des candidats, examen répété s'il le faut, sous des garanties à étudier, au cours de l'exercice du métier ? Il se peut que cette épreuve ne laisse filtrer qu'un pourcentage infime d'ouvrières. Au moins n'assisterons-nous point à cette injustice de voir des femmes exclues d'un métier lucratif, qu'une belle résistance physique leur donnait la possibilité d'exercer.

Si les camarades ont le souci des intérêts de la femme, au lieu de lui interdire de gagner honnêtement sa vie, comme typote, par exemple, dans un jour la imprimé la nuit, qu'ils songent plutôt à supprimer la prostitution, travail nocturne et particulièrement nocif, ils le savent bien. Tant qu'il y aura des femmes qui devront par ce métier gagner pendant la nuit les cent sous que leur permettront de manger le jour, nous ferons peu de cas des lois de protection féminine.

Que les camarades soient justes, qu'ils n'aillent pas à berne sans qu'une femme soit admise au voyage, qu'ils nous traitent partout en égales – et nous saurons bien nous protéger nous-mêmes ! »

Au-delà de la juste critique de la prostitution, cette tribune omet de dire que la femme a une constitution biologique qui la rend plus vulnérable au travail de nuit, quelle que soit sa « résistance physique ».

La constitution biologique a été au fondement de l'interdiction du travail de nuit pour les femmes. Au début du XXe siècle, une commission de travail s'est penchée sur cette interdiction. En 1900, voici ce qu'un inspecteur du travail à Marseille écrivait dans un rapport sur l'interdiction du travail de nuit :

« La vie normale de la plante ne cesse-t-elle pas avec la lumière ? L'abeille butine-t-elle pendant la nuit ? La femme pas plus que l'homme ne sont des animaux nocturnes. Les animaux qui ont ce caractère sont organisés pour cela par la nature, et la nature a d'implacables lois, dont on ne peut sans péril se défendre »

A la fin du XIXe siècle, le travail de nuit pour les femmes a été strictement interdit. Il était admis que cela tarissait le lait maternel, provoquait des désordres nerveux préjudiciables. La loi de 1892 a interdit le travail de nuit des femmes dans l'industrie, avant une modification en 1941 élargissant

cette interdiction aux services. En 1948, l'Organisation internationale du travail réaffirmait ce principe.

Mais dès 1987, travail de nuit des femmes était possible sur la base d'accords de branches. Finalement, la loi du 9 mai 2001 a instauré un cadre légal pour le travail nocturne des femmes au nom du principe de « l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes » imposé par la Cour de Justice de l'Union Européenne.

Dans un arrêté du 25 juillet 1991, cette dernière affirmait :

« Quels que puissent être les inconvénients du travail de nuit, il n'apparaît pas que, sauf en cas de grossesse et de maternité, les risques auxquels les femmes sont exposées dans un travail, soient de façon générale, différents par leur nature de ceux auxquels sont également exposés les hommes ».

On est donc bien loin des considérations sur la particularité biologique des femmes, rendant encore plus nécessaire la prohibition du travail de nuit à leur encontre. On notera ici d'ailleurs que le rôle joué par le post-modernisme qui, au prétexte de la « déconstruire » le genre, efface les besoins des femmes du peuple.

Depuis, il est admis que le travail de nuit est une des causes du cancer du sein, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) le classant comme cancérigène probable. En 2009, au Danemark, 37 femmes ont été indemnisées par l'Agence des accidents du travail du fait d'un lien probable entre leur emploi nocturne et des cancers du sein.



Le capitalisme a offert la possibilité historique de mesurer et de régler objectivement le temps social. D'une avancée universelle, cela s'est transformée en une régression au service de l'accumulation du capital.

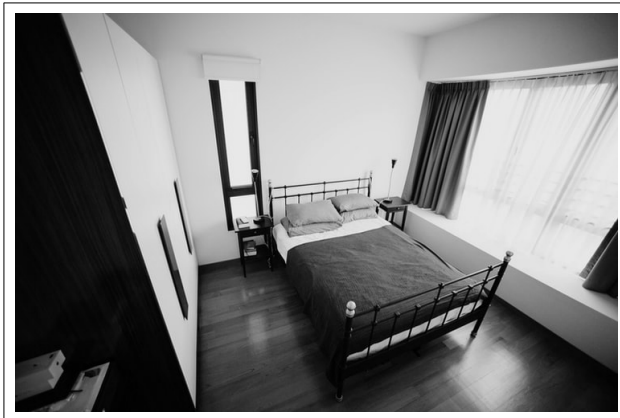
Du despotisme de fabrique à l'enfer métropolitain

Le travail de nuit a été le premier empiètement du capitalisme sur le droit au sommeil. Depuis, il n'a eu de cesse de s'étendre. C'est même une des caractéristiques de la seconde crise générale avec une extension générale à partir des années 1990.

Il y avait 3,3 millions de travailleurs de nuit en 1990, et 4,3 millions en 2013, parmi lesquels 500 000 femmes en 1990 et 1 millions en 2012. Ce qui a été le plus touchée par cette progression, c'est le secteur tertiaire avec les métiers de surveillance, de la santé, de livraison. Le travail de nuit est de

moins en moins occasionnel, plus habituel.

Face à cela, il y a les « compensations », expression typique de la mentalité positiviste-mécanique de la bourgeoisie, pour qui le sommeil est un jauge à remplir. C'est une négation de l'intégration de l'être humain dans la nature, avec l'existence de cycles biologiques objectifs et réductibles à des phases spécifiques de la journée.



Cette logique de « compensation » est en fait la même que celle qui vise à « compenser » la destruction de zones humides. Mais la nature ne se « compense » pas, elle se reconnaît et se protège.

Par exemple, la sieste ne peut pas être une « compensation » d'un manque de sommeil, qui est une phase naturelle liée à la nuit, mais est une expression de la « dépression postprandiale », soit un autre moment circadien.

Or, depuis les années 1970, l'empiétement du mode de production capitaliste sur le sommeil ne se fait plus uniquement pas le biais de l'exploitation au travail, mais aussi sur la totalité d'une vie quotidienne soumise à la marchandise.

A l'exploitation correspond un élargissement général de l'aliénation. Nicolas Goarant, un activiste du sommeil, constate :

« En 1986, en France, la durée moyenne de sommeil était de huit heures cinq minutes. En 2010, elle s'élevait encore à sept heures quarante-sept minutes. En 2017, elle s'était réduite à six heures quarante-deux minutes. »

Il souligne avec raison que :

« La lutte des classes, ce n'est pas que les ateliers, c'est aussi les oreillers. »

L'éloignement du domicile et du lieu travail, le travail de nuit, la généralisation des drogues et d'excitants, l'extension du « monde de la nuit », la pollution lumineuse et sonore, et l'intégration au quotidien des technologies informatiques sont autant de phénomènes qui heurtent le sommeil nocturne humain (mais aussi, pour la pollution sonore et lumineuse, la vie sauvage).

Au centre, il y a la double contradiction ville/campagne, et intellectuel/manuel. Dans un article « le temps de sommeil en France » de Santé Publique France publiée en mars 2019, il est parlé

« habitants des zones rurales de plus en plus éloignés des centres de vie active et qui conduisent entre deux et trois heures par jour, rentrant de plus en plus tard, partant de plus en plus tôt et grignotant sur leur temps de sommeil.

L'analyse des données du Baromètre de Santé publique France 2017 confirme cette inégalité

sociale et territoriale de santé, mettant en évidence que les personnes les moins diplômées ou vivant dans des agglomérations de plus de 200 000 habitants courent plus de risque d'être courts dormeur. »

Ce n'est pas tant que l'on dorme moins, mais que le rythme circadien soit perturbé. Évidemment, l'aspect quantitatif compte puisque selon le ministère de la santé, la moyenne de sommeil français serait passée de 8h, à moins de 7h (6 h 42) en 2017. Les enfants sont le plus touchés au plan quantitatif, avec une perte de 1h15 de sommeil en un siècle.

Cette baisse quantitative exprime un problème qualitatif. Ce qui compte avant toute chose c'est de respecter un cycle régulier de sommeil, une quantité évidemment et un respect du cycle circadien.

Si la mélatonine commence à être sécrétée aux alentours de 21h, il semble logique que le sommeil intervienne dans l'heure suivante.

C'est là l'enfer métropolitain, dans lequel la nature se rappelle à l'ordre puisque la dégradation du sommeil est reconnu comme facteur de maladies, telles que l'obésité, le diabète de type II, les problèmes cardiaques.



La question du sommeil, et plus généralement des cycles circadiens, est un enjeu démocratique dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme.

La tâche du socialisme sera de socialiser le temps objectif, l'horloge, non pas en le détachant de la nature, mais en planifiant l'organisation journalière en fonction des cycles circadiens. Le socialisme se doit d'organiser la synchronisation du temps social, du temps de travail et de la chronobiologie humaine dans le cadre de la résolution des deux grandes contradictions du capitalisme. ■

Sommaire des précédents numéros de Crise

1 – mai 2020 ■ La seconde crise générale du capitalisme ■ Quelques données éparses sur la crise jusqu'à la mi-mai 2020 ■ La crise générale du capitalisme et le sursaut de la civilisation ■ Crise du capitalisme et intensification de la productivité : le rôle des animaux dans la chute tendancielle du taux de profit ■ Karl Marx et la crise de surproduction ■ Remarques sur la surproduction de capital et la surproduction de marchandises ■ L'erreur d'Eugen Varga ■ L'erreur de Paul Boccara ■ À propos de la crise capitaliste en cours

2 – juin 2020 ■ Le concept de décadence pour saisir la substance de la crise générale du mode de production capitaliste ■ Le rôle déterminant de la sur-alimentation pour le contournement des crises de surproduction de marchandises alimentaires et de capitaux liés à l'agro-industrie ■ Les crédits garantis en masse par les États pour les entreprises, une contribution forcenée à la surproduction ■

Pourquoi l'opinion publique française n'a-t-elle pas saisi immédiatement l'ampleur de la crise ? ■ La vague de faillites et de licenciements attendue à partir de septembre en France ■ La Belgique, particulièrement touchée par la crise du covid-19 ■ L'affrontement sino-américain au cœur de la crise ■ L'affrontement Chine – États-Unis, au cœur de la bataille pour le repartage du monde ■ L'antisémitisme qui va surgir en France de la seconde crise générale du capitalisme ■ Sur la crise générale du capitalisme [1995]

3 – juin 2020 ■ La crise générale du capitalisme n'a ni « avant » ni « après », ni « cause » ni « conséquence » ■ Crise générale et guerre impérialiste : le chef d'état-major de l'armée de terre française annonce les conflits militaires ouverts pour 2030 ■ Qu'est-ce que la crise générale du capitalisme ? □ Le concept de crise □ La première crise générale du capitalisme définie par l'Internationale Communiste □ La conception erronée d'un capitalisme organisé □ L'approfondissement du capitalisme au-delà de la première crise □ La découverte de la modernisation du capitalisme □ La seconde crise générale du capitalisme □ La révolution mondiale comme réponse ■ La violence armée à Dijon de juin 2020, déchéance de la révolte de 2005, expression de la crise générale de l'armée de réserve industrielle

4 – juillet 2020 ■ 10 critères + 3 pour caractériser la crise générale du mode de production capitaliste ■ Comment interpréter l'effondrement du PIB français ? ■ La crise générale du mode de production capitaliste n'est pas « économique » ■ La seconde crise générale du capitalisme dans l'automobile française ■ Les événements à Dijon nécessitent de comprendre l'armée de réserve et le cannibalisme social ■ Cannibalisme social : Exarcheia juillet 2016 ■ Ce qui se passe dans le monde capitaliste en 1934 ■ Problèmes de la formation des monopoles et théorie du « capitalisme organisé »

5 – août 2020 ■ Pourquoi les capitalistes pensent-ils que la crise générale du capitalisme n'est qu'une récession ? ■ La politique monétaire de la Banque centrale européenne comme produit mécanique de la crise de surproduction de capital ■ Les « théories » social-démocrates de l'impérialisme [et de la crise, 1936] ■ Le processus des faillites d'entreprises avec la crise ■ Notes sur les mesures de soutiens aux entreprises par l'État français ■ La seconde crise générale du capitalisme et le concept de « cycle » : la question de la négation de la négation

6 – septembre 2020 ■ La crise et la généralisation du capitalisme à crédit ■ La crise et les deux restructurations du capitalisme ■ La crise du Covid-19, un aspect urbain de la Biosphère ■ La crise générale du capitalisme (1950) ■ La forme de la seconde crise générale du capitalisme

7 – octobre 2020 ■ France : l'assassinat islamiste de Conflans-Saint-Honorine comme crise dans la crise et tournant dans la centralisation vers un « capitalisme patriote » ■ Les modalités de la seconde crise générale du capitalisme : contraste, différenciation, lutte, développement ■ À propos des classes sociales en France ■ Qu'est-ce que la crise du pouvoir de la bourgeoisie ? ■ La guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ■ La Turquie, maillon faible de la chaîne des pays dépendants ■ Brigades Rouges: Crise, guerre impérialiste et guerre de classe (1980)

8 – janvier 2021 ■ Les PIB belge et français en 2020 : une dette budgétaire impliquant la restructuration capitaliste ■ Les contours militaires des prochains conflits impérialistes et la substance de la guerre populaire au 21^e siècle ■ Le capital e-commercial dans la seconde crise générale du capitalisme ■ La restructuration, terrain contradictoire de l'affrontement élémentaire à l'exemple de la séquestration en France ■ L'industrie de la reproduction humaine illustre une énième facette de la seconde crise générale du capitalisme ■ Colonne Walter Alasia (1983) : Crise du mode de production capitaliste, centralité ouvrière ■ Les éléments de compréhension de la domination du 24 heures sur 24 du capitalisme chez Marx ■ La Nouvelle-Calédonie, un pays semiféodal, semi-colonial secoué par la seconde crise générale du capitalisme ■ Staline sur l'utilisation des processus économiques, des lois économiques

9 – février 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective ■ La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme ■ La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ? ■ La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français ■ Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme ■ Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar ■ La vie dans la métropole impérialiste mise à nue par la pandémie ■ La maladie incurable du capitalisme - La crise économique (1975) ■ L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme ■ Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge

10 – mars 2021 ■ À tous ceux qui ont compris À tous ceux qui ont compris durant le confinement que le monde ne tournait pas rond ■ À tous ceux qui ont compris Un an de pandémie, un an de crise générale du capitalisme ■ À tous ceux qui ont compris Crise sanitaire : une chronologie ■ Mars 2020 - PCF(mlm) : La maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), un produit du mode de production capitaliste

11 – avril 2021 ■ Seconde crise générale du capitalisme : le nouveau rôle de l'OTAN ■ L'origine du conflit Russie-Ukraine : la compétition entre l'expansionnisme russe et la superpuissance américaine ■ Un an après, le capitalisme n'est pas relancé et la crise économique s'installe en profondeur ■ Les semi-conducteurs au cœur de la seconde crise générale ■ La crise générale, c'est la question de la mise à jour des forces productives ■ Guerre et restructuration : l'OTAN, instrument d'unification politique et militaire du capital – 1984 ■ Un exemple de réponse à la crise traversée par la lutte des classes : la stratégie « zéro covid » ■ Documents : l'appel #ZéroCovid - la Great Barrington Declaration - l'appel « Regagnons nos libertés par la stratégie Zéro Covid solidaire »

12 – avril 2021 ■ L'expansionnisme russe anti-ukrainien et sa base idéologique « eurasienne » ■ L'arrière-plan caucasien dans les visées impérialistes sur l'Ukraine ■ Comment la seconde crise générale du capitalisme modifie la nature de la guerre impérialiste : ce que montre le conflit entre l'Ukraine et la Russie ■ La crise générale pose le rapport stratégique entre la tendance à la guerre et la résistance offensive démocratique-populaire ■ 1914, le modèle du déclenchement de la guerre impérialiste ? Le débat italien de 1993 avec la question de la « photographie » des rapports inter-impérialistes ■ 1935 - Les tâches de l'IC en liaison avec la préparation d'une nouvelle guerre mondiale par les impérialistes ■ 1914 – Lénine : De la fierté nationale des Grands-Russes ■ Tarass Chevtchenko —L'Hérétique (Jean Hus) ■ L'apologie romantique de Stepan Bandera comme expression d'un nationalisme romancé ■ La superpuissance américaine assume une hausse des taux d'intérêt pour se relancer, asphyxiant au passage l'économie mondiale

